هكذا من الاصل

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 16459 – 7,50 F | SAMEDI 27 DÉCEMBRE 1997 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'impact sur la France de la crise en Asie

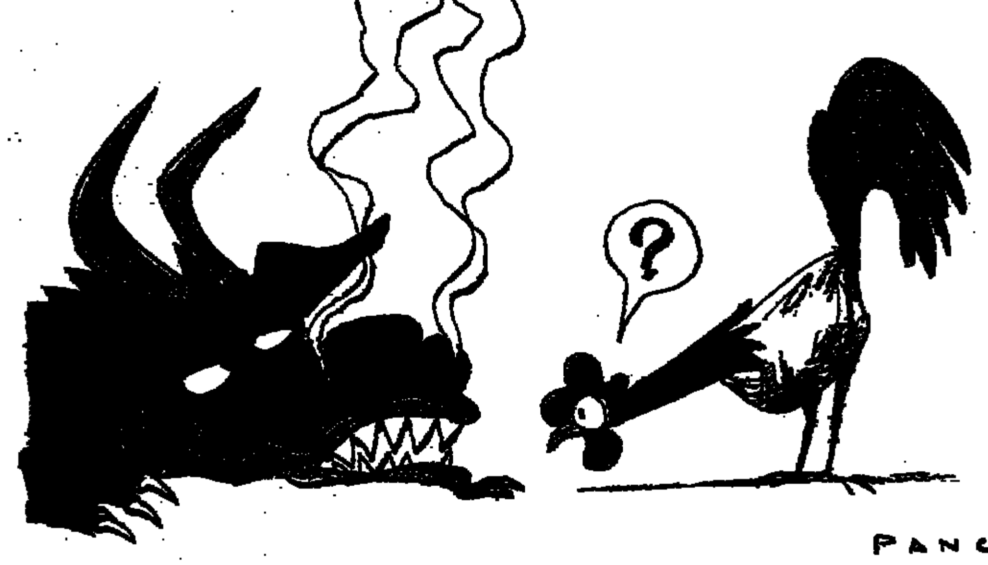
● Inquiétudes dans l'automobile, l'aéronautique, le textile et le luxe ● Optimisme dans l'industrie électronique ● De grands groupes français sont prêts à investir, à bon compte, en Extrême-Orient ● La croissance ne devrait être que faiblement touchée

LA CRISE qui affecte les économies du Sud-Est asiatique inquiète les chefs d'entreprise français des secteurs concernés par les exportations dans cette partie du monde. Les ventes en Asie représentent 8,4 % du total des exportations françaises. L'aéronautique, l'électronucléaire et le luxe sont les branches les plus exposées à une baisse de leurs chiffres d'affaires. Inversement, l'affaiblissement des monnaies asiatiques va doper les importations en provenance de cette partie du monde et imposer aux entreprises françaises une concurrence accrue sur les marchés intérieur et extérieur. Le textile et l'automobile pourraient souffrir de cette situation.

Cependant, l'affaiblissement des entreprises asiatiques offre aussi des opportunités à leurs concurrentes occidentales. Leurs propres possibilités d'investissement étant réduites, les Asiatiques vont devoir laisser la voie un peu plus libre dans des domaines où ils exerçaient une forte pression, comme l'électronique. Certains groupes sud-coréens ont déjà décidé de différer des implantations envisagées en Europe.

Les marchés asiatiques, souvent fermés aux entreprises occidentales, vont devenir accessibles par le biais des rachats d'entreprises. Plusieurs groupes français se préparent à investir en Extrême-Orient, en profitant des aubaines offertes par la crise financière. Des grands financiers américains, comme Merril Lynch et Goldman Sachs, ont déjà fait savoir qu'ils sont prêts à reprendre les créances de leurs homologues japonais ou thaïlandais en faillite.

L'aide d'urgence octroyée par la communauté internationale à Séoul a permis, vendredi 26 décembre, un rebond des places financières de Corée du Sud. Le won a regagné 22 % par rapport au dollar et la Bourse de Séoul 6,7 %.



Lire page 5 et 19 et notre éditorial page 9

Ciao, maestro !

GÉRARD UFÉRAS/RAPHO

IL ÉTAIT la passion du théâtre, il était un maître, un ami, ce *« maestro superbe et émouvant »*, disent ensemble Roger Planchon et Patrice Chéreau, deux grands hommes de théâtre qui doivent tant à l'exemple de Giorgio Strehler. Le metteur en scène italien, qui avait voué sa vie au théâtre dès les années 30 et avait fondé en 1947 le Piccolo Teatro de Milan, est mort dans la matinée du jeudi 25 décembre d'une crise cardiaque, dans sa résidence de Lugano, en Suisse. Il était âgé de soixante-seize ans. Celui qui fut aussi, de 1982 à 1989, le directeur de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, à Paris, a marqué la scène de la seconde moitié du XXe siècle, tant par la redéfinition des règles du théâtre de répertoire que par la création de pièces d'auteurs vivants.

Lire pages 16 et 17

Algérie : la normalisation politique s'achève, la violence continue

LES PARTISANS du chef de l'Etat algérien, Liamine Zeroual, ont obtenu l'essentiel des sièges du Conseil de la nation attribués jeudi 25 décembre au suffrage indirect par les élus locaux. Le Rassemblement national démocratique (RND), « parti du président », a remporté 80 des 96 sièges à pourvoir au sein de ce Sénat aux pouvoirs étendus, tandis que le Front de libération nationale (FLN), l'ancien parti unique, s'en adjuge 10. La mise en place du Conseil de la nation marquera, selon les autorités, *« le parachèvement de l'édifice institutionnel de la République »*. Elle constitue la dernière étape d'un processus destiné à effacer la victoire des islamistes aux législatives de 1991, qui avait entraîné l'intervention de l'armée en janvier 1992.

Une centaine de personnes ont été massacrées dans la nuit du 23 au 24 décembre à Djaret, dans le sud-ouest du pays, et onze autres à Bainem, près d'Alger.

Lire page 2

■ Le statut des universitaires

Une profonde réforme du statut et des obligations des 70 000 enseignants du supérieur sera discutée durant les premiers mois de 1998. p. 6

■ Le Noël de la vidéo et du téléphone

Les fêtes de fin d'année ont confirmé la tendance à la reprise de la consommation. Téléphonie, micro-informatique et jeux vidéo viennent en tête des ventes. p. 10

■ Opération écolo-commando

Ils s'installent dans les arbres pour empêcher qu'on les abatte ou s'enchaînent sous terre dès que les bulldozers arrivent. En Grande-Bretagne, les *eco-warriors* bloquent ainsi plusieurs chantiers de travaux publics. p. 8

■ Jean Paul II solidaire

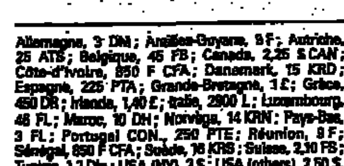
Dans son message de Noël, le pape a exprimé son inquiétude pour les réfugiés, les « nouveaux pauvres » et les victimes de violences ethniques. p. 4

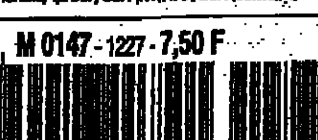
■ Le gendarme, bon pour l'exportation

1 100 officiers et sous-officiers de la gendarmerie servent à l'étranger, dont un nombre croissant qui exercent une mission diplomatique. p. 4

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 1227 - 7,50 F





« Pas de problème, c'est Bob qui a les clés ! »

BRUXELLES
de notre correspondant

Depuis quelques années, le français tel qu'on le parle outre-Quiévrain s'est enrichi d'un nouveau belgicisme : le Bob. En Belgique, un Bob c'est celui ou celle qui, dans une équipe de joyeux fêtards, se sacrifie pour transporter la troupe en voiture sans risquer les foudres de la police de la route pour conduite en état d'ivresse. Le terme s'est imposé après une campagne d'information et de sensibilisation de la prévention routière sur le thème *« Pas de problème, c'est Bob qui a les clés ! »*. Ainsi, avant de partir en bordée, on procède maintenant à un tirage au sort du genre *« Pique, nique, douille, c'est toi le Bob ! »*, qui condamne le malheureux élu à la consommation exclusive de boissons non alcoolisées.

Or, nous apprend le quotidien *La Libre Belgique*, *« certains Bob pourraient avoir la tentation d'abandonner leur célèbre prénom d'emprunt »* à l'occasion des fêtes de fin d'année. Il apparaît en effet que la police communale de Bruxelles est cruellement démunie du matériel destiné à dissuader les citoyens de prendre le volant en état d'ébriété. Sur les vingt-cinq éthylomètres dont disposent les commissariats de police de la capitale belge, vingt sont actuellement déclarés *« en maintenance »*. Or, ces instruments, beaucoup plus sophistiqués que le ballon bien connu, sont les seuls dont le verdict fait foi en justice.

L'absence provisoire des éthylomètres dans les commissariats bruxellois ne résulte pas d'un usage trop intensif par des clients dont l'haleine aurait horrifié le plus robuste des compteurs de grammes. Elle résulte des bonnes intentions répressives des autorités et d'un louable souci de rationalisation de l'activité policière. Ces éthylomètres, jusque-là seulement utilisables en postes fixes dans les commissariats, vont être dotés de stabilisateurs permettant leur usage dans les véhicules de patrouille. Ce qui évitera désormais le traditionnel passage au poste qui attendait le présumé délinquant. Celui-ci pourra être mis sur-le-champ en face de ses turpitudes, ou totalement blanchi sans contestation possible.

En attendant, la police de Bruxelles essaie, dans cette période sensible, de faire en sorte que la population n'ait pas l'impression que la révélation de cette pénurie provisoire de juges de paix électroniques incite à l'intempérance. Elle a fait savoir qu'elle ferait appel, en cas de besoin, aux urgences des hôpitaux pour procéder à des prises de sang, qui constituaient la seule preuve incontestable du taux d'imprégnation avant l'invention de l'éthylomètre.

Luc Rosenzweig

La pub de l'an 2000

L'IMAGINATION des publicitaires n'a pas de limite pour trouver de nouveaux espaces de communication. Coller une affiche sur une fusée, proposer la gratuité du téléphone en échange d'un message promotionnel, intégrer une marque dans le scénario d'un film ou un dessin animé, glisser une campagne de communication dans un feuilleton télévisé, rien ne semble impossible, même si ce n'est pas encore permis : 1997 a été une année d'expérimentation pour la publicité et ses messages du troisième millénaire.

Lire page 13

L'âge d'or des musées vivants

LE MONDE DES MUSÉES présente quelques points communs avec celui des volcans. Aux périodes d'accalmie succèdent des moments d'intense activité, muséographique et architecturale, dont témoignent dans un bel ensemble l'ouverture d'un hectare rénové au Louvre, l'inauguration du Centre Getty, projet majeur de Richard Meier à Los Angeles, ou celle du Guggenheim, impressionnant travail de Frank Gehry à Bilbao, au Pays basque. Cette phase d'activité n'est pas près de s'achever.

Aux Etats-Unis, heureux de leur *leadership* retrouvé, on annonce deux projets de taille : l'extension du Museum of Modern Art (MoMA), à New York, par le Japonais Yoshio Taniguchi, et un vaste projet à Boston, confié à l'Italien Renzo Piano (après la fondation Beyeler à Bâle), afin de réunir les grands sanctuaires muséaux de Harvard. Le Vieux Continent tient bon ; même la France, qui a beaucoup donné et ne se résigne pas à ressembler aux volcans d'Auvergne. A Berlin, les grandes institutions de l'île des Musées, rénovées, vont être elles aussi rassemblées sous l'aile bienveillante du Britannique David Chipperfield. A Londres, Norman Foster engage la restructuration du British Museum.

Il y a vingt ans encore, on ne donnait pourtant pas cher de la survie des musées, conservatoires moribonds de collections pétrifiées, désertés par le public, à l'écart de la vie, symboles d'une asphyxiante culture. Que faire de ces solennels nids à poussière ? Les artistes voulaient descendre dans la rue et les amateurs refusaient de s'égarer davantage dans ces labyrinthes peuplés de fantômes incompréhensibles. Au ministère de la culture, en France, on débattait gravement de ces problèmes, essayant de trouver un nouveau concept et de nouveaux noms, pour baptiser les « conservatoires » à créer – l'« écomusée » fut un pis-aller sorti de ces rudes séances de remue-méninges. Démentant toutes ces prédictions, les décennies suivantes ont consacré ces établissements voués à une mort annoncée. Un réseau dense de musées neufs ou rénovés a été mis en place.

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

Lire la suite page 9

Hymne à la soie



OLIVIER LAPIDUS

FAUSSE FOURRURE, doudoune en granité, manteau-igloo en taffetas brodé... Grâce à la soie tissée, assemblée, colorée à l'infini par le jeune styliste Olivier Lapidus, fils de Ted, la délicatesse magique de la Chine ancienne sert l'allure du chic français. Le Musée des tissus de Lyon consacre une rétrospective à cette noble matière. Egalement dans notre page « Styles », les nouvelles ambitions de l'indéchaussable charentaise.

Lire page 14

s contraint d'arrêter
PA sur True North
ent « déçoit » l'agence française

sures anti-bruit à Roissy
Bourget sont renforcées

ELECTION Le vote, au suffrage *indirect, pour la désignation* des membres du Conseil de la nation (Sénat), jeudi 25 décembre, en Algérie, a confirmé la suprématie du Rassemblement national démocratique (RND), *le* parti du chef de l'Etat, Liamine Zeroual, créé il y a un an, qui s'adjuge 80 des 96 sièges à pourvoir. 48 autres sénateurs doivent encore être désignés directement par le président Zeroual. ● AVEC L'INSTALLATION prochaine du Sénat sera parachevée la réforme des institutions algériennes destinée à enterrer la victoire des islamistes aux législatives de 1991. ● LES VIOLENCES ont fait *entre* 81 et 120 victimes dans la nuit du 23 au 24 décembre, selon la presse, dans deux hameaux isolés proches de Tiaret, dans le sud-ouest du pays. Le bilan officiel parle de 48 morts. La même nuit, à Baïnem, à la périphérie d'Alger, onze personnes ont été égorgées par un groupe armé.

La « normalisation » politique s'achève en Algérie sur fond de massacres

Le parti du président Zeroual a remporté 80 des 96 sièges qui étaient à pourvoir jeudi 25 décembre au Conseil de la nation. Le chef de l'Etat doit encore désigner directement 48 membres de cette Haute Assemblée chargée de contrôler le travail des députés

LES PARTISANS du président Liamine Zeroual ont raflé la plupart des sièges sénatoriaux qui étaient attribués, jeudi 25 décembre, au suffrage indirect. Annoncés en fin de journée à la télévision par le ministre de l'intérieur, Mostefa Benmansour, les résultats confirment d'abord la suprématie du Rassemblement national démocratique (RND), le parti du chef de l'Etat, créé il y a un an, qui s'adjuge 80 des 96 sièges à pourvoir. Fin octobre, le RND avait déjà remporté une victoire – contestée – lors des élections communales et départementales.

Le Front de libération nationale (FLN), l'ex-parti unique, fait également bonne figure. Au vu de ses résultats aux élections locales, il n'était en mesure de revendiquer que 2 sièges (malgré ses 165 candidats). Il en obtient en fait 10, grâce, semble-t-il, au soutien de grands électeurs proches du RND. Egalement membres de la coalition gouvernementale, les islamistes « modérés » du MSP (ex-Hamas), de Mahfoud Nahnah, font en revanche piètre figure avec seulement 2 élus. Sans surprise, le Front des forces socialistes (FFS), d'Hocine Aït-Ahmed, engrange les 4 sièges à pourvoir en Kabylie (Tizi-Ouzou et Bejaïa), le bastion du parti. En revanche, la formation concurrente, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), du docteur Saïd Sadi, en dépit de ses 11 candidats, ne sera pas représentée à la Chambre haute. Il en sera de même d'une autre formation de l'opposition, le Mouvement islamiste Ennahda (Renaissance), dont aucun des 30 candidats ne l'a emporté. Au total, 10 formations politiques sur 14 n'ont eu aucun élu.

Avant d'annoncer le résultat du vote des 15 003 grands électeurs, le ministre de l'intérieur avait déclaré que ces élections, qui se sont déroulées *« dans la sérénité »*, confirment *« le parachèvement de l'édifice institutionnel de la République »* et consacrent *« définitivement le choix démocratique de l'Algérie »*. M. Benmansour a dit également sa fierté pour *« notre système démocratique fondé sur des institutions élues »*.



Avant que ne siège le Conseil de la nation (pour une durée de six ans), le président de la République doit en compléter les rangs par la désignation de 48 membres supplémentaires. La Constitution (article 101) précise que ces futurs sénateurs, dont les mandats sont renouvelables par moitié tous les trois ans, seront choisis *« parmi les personnalités et compétences nationales dans les domaines scientifique, culturel, professionnel, économique et social »*. Leurs noms n'ont pas encore été annoncés et la presse continuait jeudi à avancer des listes invérifiables. La même incertitude concerne la date d'installation du Conseil de la nation, dont le président assumerait la présidence de la République en cas de vacance du pouvoir. Selon certains organes de presse, cette installation pourrait *avoir lieu le 10 janvier.*

La mise en place de cette Chambre haute apporte une touche finale à trois ans de reconstruction institutionnelle destinée à effacer le coup d'Etat militaire de janvier 1992 (en réponse à la victoire des islamistes aux législatives de décembre 1991). Première pièce de l'édifice, l'élection présidentielle au suffrage universel (16 novembre 1995), marquée par la victoire du général à la retraite Liamine Zeroual, a été suivie un an plus tard par l'adoption d'une nouvelle Constitution, accordant des pouvoirs très étendus au chef de l'Etat. Ont été organisées par la suite des élections législatives (juin 1997) et locales (octobre 1997), toutes deux remportées haut la main par des formations proches du pouvoir. Pour autant, la violence ne semble pas faiblir. Dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 décembre, entre 81 et 120 personnes, selon la presse, ont été assassinées dans deux hameaux isolés proches de Tiaret, dans le sud-ouest du pays. Le bilan officiel parle de 48 morts et d'une trentaine de blessés graves. La même nuit, mais à Baïnem, à la périphérie de la capitale, ce sont onze personnes, appartenant à deux familles, qui ont été égorgées et mutilées par un groupe armé.

Le chef de la deuxième région militaire, le général Kamel Abderrahim, qui s'est rendu à Tiaret, a reconnu l'impuissance des autorités à faire cesser ces massacres. *« L'Etat,* a-t-il dit aux habitants selon la presse, *ne peut mettre un soldat devant chaque maison. Vous avez le choix entre prendre des armes individuellement, vous regrouper et armer un groupe de jeunes ou déménager et rejoindre les villes. »*

J.-P. T.

Construction institutionnelle et retour au parti unique

Un dessin publié jeudi 25 décembre dans les colonnes du quotidien *Liberté* résume bien la situation politique algérienne en cette fin d'année. Levant le nez de son journal, un homme annonce à son voisin : *« Ça y est. L'édifice constitutionnel va être achevé. »* Son voisin, regardant sur le côté où gisent des cadavres, ajoute, vaguement sceptique : *« Le peuple aussi. »*

ANALYSE

Avec l'achèvement de *« l'édifice constitutionnel »*, le pouvoir détient désormais tous les leviers de commande

Ainsi va l'Algérie. Sur le papier, *« le parachèvement de l'édifice institutionnel »*, dont se gargarisent les autorités à chaque rendez-vous électoral depuis trois ans, touche à son terme avec l'élection, jeudi 25 décembre, par les élus locaux (donc au suffrage indirect), des deux tiers (96 membres) des membres du futur Conseil de la nation. Ne reste plus au président Zeroual qu'à désigner le dernier tiers comme le prévoit la Constitution.

Ce Conseil de la nation ne sera pas une simple chambre d'enregistrement, mais un instrument de contrôle des députés. La nouvelle Constitution – plébiscitée le 28 novembre 1996 – prévoit en effet qu'un texte sur lequel se sont prononcés les députés, pour être définitivement adopté, doit être voté à la majorité des trois quarts par le Conseil de la nation. Autrement dit : qui contrôle ce super-Sénat contrôle le pouvoir législatif.

Le président Zeroual n'a rien à craindre de celui-ci. Le RND, un parti à la dévotion du chef de l'Etat, était déjà la principale formation de la Chambre des députés. Jeudi, il a fait une entrée en force au Conseil en raflant 80 des 96 sièges qui étaient à pourvoir. La mainmise est telle que le chef de l'Etat peut dans les prochains jours s'offrir le luxe de nommer au Conseil quelques-uns de ses adversaires. La donne n'en sera pas changée.

D'où peut venir la contestation dans un tel système ? Du pouvoir judiciaire ? Il ne manifeste pas beaucoup de velléités d'indépendance si l'on excepte le travail d'une poignée d'avocats. Du mouvement syndical ? Peu de salariés se reconnaissent dans l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Totalement inféodé au pouvoir, le syndicat unique a perdu tout crédit aux yeux de la population, mais aucune organisation concurrente n'est tolérée. Les partis politiques ? Le Front islamique du salut (FIS) n'existe plus (on n'en dira pas autant des idées qu'il a incarnées). Assassinés, exilés, mis en prison, placés en résidence surveillée, ou contraints au silence (pour ceux qui ont recouvré leur liberté), ses dirigeants n'ont plus guère de prise sur la vie politique.

PIED-DE-NEZ SANGLANT

Quant aux autres formations, c'est-à-dire les deux partis kabyles, le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), leur alliance au lendemain des élections locales, pour en dénoncer *« le trucage »*, n'a duré que le temps de quelques manifestations. Trop d'inimitiés séparent les dirigeants de ces deux formations dont l'audience, au demeurant, reste cantonnée à la seule Kabylie et à l'agglomération algéroise. Le pouvoir n'a rien à craindre d'une contestation officielle. Il dispose de tous les leviers de commande. Pas plus qu'il n'a, semble-t-il, à craindre d'une crise sociale. Avec près d'une dizaine de milliards de dollars en caisse, grâce à des revenus pétroliers plus élevés que prévu, l'Etat a les moyens de lâcher du lest si, d'aventure, la politique d'ajustement se révélait insupportable pour les populations.

Mais ce que ce bel édifice institutionnel n'a pas réussi, c'est à mettre un terme à la violence. Elle a même tendance à augmenter alors que l'approche du ramadan fait craindre le pire. Au cours des deux dernières semaines, plus de 200 personnes ont été assassinées, certaines dans des régions habituellement considérées comme calmes. Comme si les auteurs de ces tueries, par un pied de nez sanglant, voulaient démontrer à l'opinion publique combien dérisoire est la construction institutionnelle que vient d'achever le pouvoir.

Jean-Pierre Tuquoi

Epilogue au Sahara occidental

LE CONFLIT du Sahara occidental touche probablement à sa fin. Le référendum d'autodétermination de décembre 1998 dira si les Sahraouis veulent être rattachés au Maroc ou constituer un Etat indépendant. Que *« la dernière lutte de décolonisation sur le continent africain »* trouve ainsi son épilogue ne laisse pas d'étonner tant le conflit, vieux de près d'un quart de siècle, était embourbé. Faut-il y voir la preuve du talent de James Baker, l'ancien secrétaire d'Etat américain promu envoyé spécial des Nations unies ? Ou le souhait des belligérants de trouver un règlement à l'amiable ?



BIBLIOGRAPHIE

L'ouvrage de Khadija Mohsen-Finan analyse avec finesse les raisons d'un enlisement qui, dans les faits, profitait à chacun des belligérants. Au Maroc, le conflit a permis à la monarchie de construire *« un formidable consensus autour du trône »*, de *« geler »* toute opposition politique et d'occuper l'armée. Pour les dirigeants sahraouis, dont les troupes ne pouvaient plus, dès le milieu des années 80, espérer battre celles du roi, mettre un point final au conflit aurait été suicidaire. Comme l'écrit l'auteur : depuis le cessez-le-feu de 1991, *« le Polisario ne doit son existence qu'à la perspective d'une consultation au cours de laquelle la population qu'il administre dans les camps de Tindouf est appelée à se prononcer »*. Cette perspective de référendum, il fallait l'entretenir, mais surtout se garder de la concrétiser.

La donne n'est plus la même aujourd'hui. Le Maroc l'a emporté militairement et a intérêt à mettre fin à une guerre qui ternit son image. Le Front Polisario est en mauvaise posture. Nombre de ses dirigeants ont fait défection et sont passés à l'ennemi. La communauté internationale est lasse de financer en vain les camps de réfugiés. Et l'Algérie, naguère alliée inconditionnelle du Front Polisario, a d'autres sujets de préoccupation. *« Il est temps que ce conflit prenne fin »*, juge dans sa préface l'universitaire américain William Zartman. Sinon, c'est toute la région qui pourrait à nouveau en être bouleversée.

J.-P. T.

★Sahara occidental, les enjeux d'un conflit régional, de Khadija Mohsen-Finan, préface de I. William Zartman ; Ed. CNRS histoire, 229 p.

La Syrie hésite toujours à engager l'ouverture dont son économie a besoin

DAMAS
de notre envoyé spécial

Vauxhall, Plymouth, Cadillac. La rue syrienne fait souvent le délice du collectionneur de voitures. Les formes oblongues des années 50 côtoient la géométrie anguleuse des années 70 et les derniers modèles des berlines allemandes ou asiatiques. L'économie syrienne est à l'avenant. Slogans planificateurs baassistes, législation prônant le secteur mixte, pratiques libérales : tout et son contraire coexistent en Syrie.

Ouverture ou pas ? Depuis plus d'une décennie, le pays se pose la question. L'automne a vu s'additionner de nouveaux indices. En septembre, la Syrie a poursuivi la régularisation, engagée avec la France, de sa situation à l'égard de ses principaux créanciers *(lire ci-contre)*. Parallèlement, elle s'est engagée dans le long cycle de négociations qui doivent déboucher sur un accord de libre-échange avec l'Union européenne.

Ces discussions n'interviennent pas au meilleur moment pour les Syriens. Si le ministre de l'économie et du commerce extérieur, Mohamad Imady, assure que la croissance pour 1997 sera autour de 7 %, des observateurs indépendants tablent plutôt sur 3 % ou 4 %. *« Compte tenu de la pression démographique (...), il faudrait au moins 10 points de croissance pour assurer ne serait-ce que le maintien du niveau de vie »*, dit l'un d'eux.

Car la Syrie fait face à un effet classique de ciseaux. Sauf découverte de nouveaux gisements, surtout gaziers, sa production de pétrole va venir à son terme dans les dix prochaines années. Dans le même temps, ce pays de 15 millions d'habitants va s'enrichir de classes particulièrement nombreuses. *« 500 000 nouveaux élèves sont entrés à l'école primaire cette année »*, confirme M. Imady. *« Chaque année, il faut trouver 150 000 emplois supplémentaires. Vu son état, l'économie ne peut répondre à une telle demande »*, ajoute un économiste occidental.

Le pays a longtemps bouclé ses fins de mois en négociant, en espèces sonnantes et trébuchantes, son rôle et ses choix stratégiques. Mais, après la disparition de l'ex-URSS et les difficultés nouvelles des Saoudiens, une aide massive semble à présent bien improbable.

L'HINTERLAND LIBANAIS

La morosité est confirmée par tous les hommes d'affaires syriens. Le ministre de l'économie a beau assurer qu'il ne dispose pas du moindre chiffre en matière de chômage, le sous-emploi est confirmé par de multiples indices, ainsi que la dégradation du niveau de vie des Syriens. La Syrie souffre d'autant plus du blocage des négociations israélo-palestiniennes qu'elle attendait la paix pour procéder aux réformes urgentes réclamées par les chefs d'entreprise.

Des voix se font entendre, notamment à la chambre de commerce de Damas. En septembre, l'économiste Samir Saayfane a appelé à une réforme radicale du système bancaire et monétaire, dans un article publié par le quotidien *El Saoura*. Les handicaps du système conduisent à une baisse des investissements et favorisent la fuite des capitaux, explique l'auteur, qui prône l'unification des taux de change et la convertibilité de la livre.

Dans un pays où le téléphone portable reste un rêve, l'usage de la carte de crédit limité, l'accès aux réseaux multimédias problématique, et où il n'existe ni Bourse de valeurs ni aucune banque d'affaires privée, la refonte de ce cadre est impérative. Les dirigeants en sont bien conscients qui ont accepté, moyennant finances, qu'un état des lieux et des projets de réforme soient dressés par des experts européens.

L'état de la législation n'incite pas plus aux affaires. Les lois successives cohabitent dans un ensemble mal défini. D'essence libérale ou dirigiste, elles peuvent même être antagonistes. Les autorités ont beau assurer que les lois les plus récentes annulent le décret présidentiel n° 24 de 1986, qui punit sévèrement le moindre écart, les investisseurs préféreraient sans doute une abrogation pure et simple.

L'économie a cherché, et trouvé, de l'oxygène ailleurs : au Liban. Occupé par plus de trente mille soldats syriens, le pays du Cèdre procure à la Syrie une double soupape. Les hommes d'affaires y trouvent souplesse et facilités et les travailleurs oisifs des emplois. Cette population peut être estimée entre 500 000 et 1 million de personnes, employées dans les champs ou sur les chantiers de Beyrouth. A double titre, la Syrie pourrait donc difficilement se passer de cette manière d'hinterland.

A propos des avoirs syriens à l'étranger, les fourchettes les plus contradictoires circulent : 20 milliards de dollars ? 40 milliards ? La différence n'est pas mince. En revanche, tous les experts s'accordent à souligner les limites de la loi n° 10 adoptée en 1991. Cette loi était destinée à fournir un cadre attractif pour les investissements syriens, mais aussi arabes et étrangers. Ses effets ne se font plus sentir depuis longtemps. Les atouts de l'économie syrienne sont connus depuis longtemps : qualité de la main-d'œuvre, salaires faibles, capacité du secteur privé lorsqu'il existe, notamment en matière agricole, et la réputation des commerçants de Damas ou d'Alep n'est plus à faire. *« Mes amis juifs du Sentier assurent ne craindre que les hommes d'affaires syriens »*, glisse Marouan, qui joue les intermédiaires entre les entreprises européennes et les syriennes. Seule manque donc la décision politique.

Aujourd'hui encore, l'accès à l'économie et aux marchés entre *dans les logiques du pouvoir*, ce *« complexe militaro-mercantile »* selon la formule d'Elisabeth Picard. Il est encore très souvent concédé pour s'attacher une fidélité, la récompenser ou la maintenir. Cette approche ne va pas sans dérives, dont la dénonciation ponctuelle est également instrumentalisée par le pouvoir.

Dans une étude remarquable consacrée aux *Entrepreneurs syriens*, publiée en 1994 à Beyrouth, Joseph Bahout s'interrogeait : *« Assad serait-il aujourd'hui prisonnier de la logique qu'il a mise en place et qui mène ses entrepreneurs du giron de l'Etat à la demande politique ? » « Rien n'est moins sûr »*, ajoutait-il avant d'énumérer les obstacles à un tel scénario. Le verrou des réformes reste politique et risque de perdurer aussi longtemps que le pouvoir estimera que l'ouverture économique entraînera une perte de contrôle sur la société.

Gilles Paris

Le boulet de la dette

***La dette syrienne est théoriquement de 22 milliards de dollars* (environ 130 milliards de francs), même si la moitié de cette somme, contractée auprès de l'ex-URSS, n'est pas reconnue par les autorités, qui demandent une sérieuse dévaluation. Après le règlement du contentieux avec la France, il y a un an, la Syrie s'est engagée à effacer sa dette vis-à-vis de la Banque mondiale (269 millions de dollars ont déjà été versés et une somme presque identique sera remboursée en cinq ans). Des négociations sont en cours avec les autres débiteurs que sont les Etats-Unis et l'Allemagne. L'Allemagne a hérité de la dette qui avait été contractée auprès de l'ex-RDA et dont les autorités syriennes réclament également une révision à la baisse.**





هكذا من الأصل

L'ancien président zambien Kenneth Kaunda a été arrêté

Le « père de l'indépendance » est incarcéré dans une prison de Lusaka

Kenneth Kaunda, qui a dirigé la Zambie de 1964 à 1991, a été arrêté à Lusaka, le jour de Noël. Les autorités zambiennes n'ont pas expliqué cette arrestation, qui est vraisemblablement liée à la tentative de coup d'Etat organisé en octobre par un groupe de militaires.

LE « PÈRE » de l'indépendance zambienne, l'ancien président Kenneth Kaunda, qui a dirigé le pays de 1964 à 1991, a été arrêté jeudi 25 décembre à l'aube par la police, qui avait investi sa résidence de Lusaka. Battu lors des élections pluralistes de 1991 – qu'il avait organisées après avoir autorisé le multipartisme – par l'actuel chef de l'Etat, Frederik Chiluba, M. Kaunda compte un grand nombre de fidèles en Zambie, notamment au sein du Parti unifié de l'indépendance nationale (UNIP), qu'il a fondé, la principale formation de l'opposition.

Les autorités zambiennes n'ont fourni aucune explication lors de l'arrestation de l'ancien président, mais il est vraisemblable que celle-ci est liée à la tentative de coup d'Etat menée le 28 octobre par quelques militaires. Lors de son interpellation, M. Kaunda paraissait très calme et agitait son traditionnel mouchoir blanc, signe de ralliement pour ses sympathisants. Plusieurs membres de l'UNIP se trouvaient près du domicile de Kenneth Kaunda et criaient : *« Nous mourrons avec toi. »* Aujourd'hui âgé de soixante-treize ans, celui qui a mené la Rhodésie du Nord à l'indépendance en 1964 a été conduit au commissariat central de Lusaka avant d'être incarcéré à Kamwala, une prison de la capitale zambienne.

Parfaitement conscient des risques qu'il courait, Kenneth Kaunda était rentré à Lusaka le 22 décembre, après un séjour au Zimbabwe, où vivent plusieurs de ses enfants. Ses partisans, craignant son arrestation, lui avaient instamment demandé de ne pas rentrer en Zambie. La semaine dernière, Maurice Kaulungombe, le chef de la sécurité personnelle de l'ancien président, avait été arrêté par la police.

Depuis le coup d'Etat avorté organisé par un groupe de militaires conduits par le capitaine Steven Lundu, alias « Captain Solo », quelque quatre-vingt-dix personnes ont été arrêtées, dont l'un des principaux dirigeants de l'opposition, Dean Mungomba. Ce dernier, qui affirme avoir été torturé en prison, a été relâché depuis. Au moment de la tentative de coup d'Etat, Kenneth Kaunda se trouvait au Lesotho pour le couronnement du roi Letsie III et a immédiatement nié toute implication dans cette opération.

« KK » jouit d'un grand prestige à l'étranger, tant en Occident qu'en Afrique

Mercredi, lors d'une réunion des dirigeants de son parti, Kenneth Kaunda avait déclaré qu'il était pratiquement sûr d'être arrêté et avait accusé le président Chiluba de vouloir l'éliminer. Depuis sa défaite à l'élection présidentielle de 1991 et sa mise à l'écart du pouvoir, Kenneth Kaunda n'a jamais renoncé au combat politique, préparant minutieusement son retour aux affaires. L'occasion devait être pour lui l'élection de 1996, mais Frederick Chiluba avait préparé une parade pour l'écarter de la course à la présidence. Un amendement constitutionnel, élaboré sur mesure, interdisait à toute personne née de parents étrangers de se présenter à l'élection présidentielle. Or les parents de « KK », comme l'appellent les Zambiens, sont originaires du Malawi voisin.

L'UNIP avait alors décidé de boycotter le scrutin avec le concours de plusieurs autres petites formations d'opposition, avant de lancer une campagne de désobéissance civile, l'arme de l'instituteur Kenneth Kaunda dans les années 50, lorsque celui-ci se battait contre la puissance coloniale pour obtenir l'indépendance de son pays. Le 23 août, lors d'un rassemblement politique à Kabwe, au nord de Lusaka, la police avait ouvert le feu. Kenneth Kaunda avait été légèrement blessé par balle, et un autre dirigeant de l'opposition, Roger Chongwe, plus sérieusement atteint à la gorge. M. Kaunda avait aussitôt considéré qu'il s'agissait là d'une *« tentative d'assassinat »*.

Kenneth Kaunda jouit d'un grand prestige à l'étranger, en Occident pour avoir accepté le multipartisme et le résultat des élections qui l'écartaient du pouvoir, et en Afrique où il a notamment soutenu les mouvements de libération en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe et en Namibie. Il est l'un des fondateurs du mouvement des pays de la ligne de front qui s'opposaient à l'apartheid en Afrique du Sud et il a présidé à deux reprises – 1977-78 et 1987-88 – l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Le putsch manqué d'octobre a donné au président Chiluba l'occasion de faire arrêter ses opposants. Mais l'incarcération de Kenneth Kaunda ne peut pas être considérée comme un événement anodin en Zambie. « KK » est déjà un prisonnier encombrant pour les autorités de Lusaka.

Frédéric Fritscher

Le Pérou « pardonne » et libère 51 prisonniers accusés de terrorisme

Quelque 300 personnes emprisonnées sur dénonciation ont déjà bénéficié de la mesure, mais les conséquences des violences liées à la lutte antiterroriste sont loin d'être réglées

LIMA
de notre correspondante

Maria Soriano a franchi la porte de la prison des femmes de Chorillos la veille de Noël, après deux ans de détention. Anesthésiste de profession, elle avait été dénoncée par un « repenti » du Parti communiste Sentier lumineux (PCP-SL) comme ayant soigné des militants blessés. Elle a toujours nié, et l'accusation n'a jamais réussi à faire la preuve du contraire. A l'instar de cinquante autres prisonniers à la culpabilité douteuse, accusés de terrorisme ou de trahison à la patrie, elle vient de bénéficier du « pardon » du président Fujimori. Quelque trois cents autres personnes dans la même situation qu'elle ont été libérées au cours de l'année 1997.

Tous avaient été victimes de la « loi du repentir », promulguée en 1992, promettant la liberté aux détenus du Sentier lumineux et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) qui dénonceraient leurs complices. En vertu de quoi des militants reconnus ou des responsables d'actes terroristes condamnés parfois à vingt ans de prison ont été libérés, tandis que des centaines d'innocents se retrouvaient derrière les barreaux. Les abus ont été tels que, reconnaissant certains dérapages, le président Fujimori a fini par désigner une commission *ad hoc*. Elle est composée du Père Hubert Lanssiers, qui, professeur de philosophie et aumônier des prisons, y représente le chef de l'Etat, du médiateur, Jorge Santisteban, et du ministre de la justice, Alfredo Quispe Correa. Ces personnes, après étude des dossiers et de la conduite du prisonnier, soumettent au chef de l'Etat les listes des personnes justifiables du « pardon » présidentiel. Neuf cents dossiers sont actuellement à l'étude, mais de nouvelles demandes de révision parviennent tous les jours à la commission, qui en a reçu deux mille quatre cents, chiffre correspondant à la moitié des prisonniers accusés d'activités subversives.

Le ministre Quispe Correa a annoncé, mercredi 24 décembre, que les détenus élargis récupéreraient leurs droits suspendus lors de leur condamnation, ne laissant pas de traces sur leur casier judiciaire. Avoir des antécédents « terroristes » était en effet un handicap majeur pour retrouver du travail et refaire sa vie. Cette nouvelle disposition favorable s'ajoute à d'autres récemment adoptées par le pouvoir : suppression des tribunaux « sans visage » en octobre (pour éviter mesures d'intimidation et représailles, les juges étaient inconnus des condamnés) ; amélioration sensible des conditions de vie dans les prisons ; reprise, début décembre, des visites de la Croix-Rouge internationale aux détenus. Celles-ci avaient été interrompues à la suite de la prise d'otages dans l'ambassade du Japon, le 17 décembre 1996.

LA « SALE GUERRE »

La fin de la prison n'est pas pour autant la fin du cauchemar. La plupart des détenus libérés ont passé cinq ans dans les pénitenciers ; nombreux sont ceux qui y ont été torturés. Libres, ils se retrouvent sans terres, ou avec des familles qui, ne s'attendant pas à les revoir avant dix ou vingt ans, se sont réorganisées. Les démarches en vue d'une indemnisation qui leur permettrait de refaire leur vie se heurtent à la modestie des moyens dégagés par l'Etat. Autre problème issu du terrorisme qui a déchiré le pays durant tant d'années : les milliers de personnes qui sont en liberté mais demeurent sous la menace de poursuites judiciaires. C'est le cas des habitants de plusieurs hameaux des Andes, dont toute la population redoute l'arrestation pour avoir, contrainte et forcée, collaboré avec le Sentier lumineux, qui y avait installé ses bases.

Si en matière de droits de l'homme d'incontestables progrès ont été accomplis au cours des derniers mois, les conséquences de la violence antérieure sont loin d'être effacées. C'est ainsi que vient de rebondir l'une des plus sinistres affaires de la « sale guerre » menée par les services de sécurité contre l'opposition, armée ou non. En novembre dernier, Carlos Talledo, un ex-agent du service de renseignement (SIE), condamné à quinze ans de prison pour terrorisme, a bénéficié du « pardon » présidentiel, après quatre ans de détention. Cet agent avait infiltré le Sentier lumineux pour le compte du groupe Colina, unité dépendant des services spéciaux et impliquée dans plusieurs assassinats collectifs. Talledo a avoué que Colina était responsable de la mort, en décembre 1992, du secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs péruviens, Pedro Huilca. L'assassinat, à l'époque, avait été attribué au Sentier lumineux. L'ex-agent assure avoir été témoin de l'ordre donné par le chef du SIE, le général Juan Rivera, d'éliminer le dirigeant syndical. L'affaire devait être évoquée par la commission d'enquête des droits de l'homme du Congrès, le 26 décembre, qui devrait prochainement convoquer le général Rivera et son chef des opérations d'alors, le major Martin Rivas.

Nicole Bonnet

Les Portugais veulent consolider l'héritage latin de Macao

MACAO
de notre envoyé spécial

REPORTAGE

La ville qui sera rendue à Pékin fin 1999 prend conscience de sa fragilité

Un casino kitsch aux moquettes élimées : Macao est-il vraiment autre chose ? La ville a beau cligner de toutes ses enseignes roses-bonbon, une image peu flatteuse s'impose au visiteur : celle d'une cité flapie, usée, presque lugubre. Le cœur historique portugais, aux vérandas et colonnades fraîchement rebadigeonnées de teintes pastels, ne gomme pas vraiment la tristesse des lieux.

Les lendemains de fête sont cruels. L'hôtel Lisboa, ce mythique repaire de flambeurs, n'est plus que l'ombre de lui-même. On ne se presse plus guère dans ses salles de jeux et, signe des temps, les entraîneuses blondes qui accouraient de la Russie ou de l'Ukraine post-soviétique ont commencé à déserter. La muraille de béton, d'acier et de verre qui a concassé le front de mer n'est plus qu'un chantier fantôme, suspendu à un argent qui n'arrive plus. La ville sue la gloriole surfaite.

Les Portugais aimeraient bien léguer à l'histoire un héritage plus gratifiant. En ont-ils les moyens ? A deux ans de la rétrocession du territoire à Pékin, prévue le 20 décembre 1999, les autorités locales semblent comme s'arracher d'un long engourdissement. Elles réalisent brutalement que Macao a prospéré sur l'artifice – une industrie du jeu qui alimente la moitié du PIB et une bulle immobilière aujourd'hui dégonflée – et que l'avenir de la cité est rien moins que précaire.

Que vaut en effet la formule *« un pays, deux systèmes »*, cette promesse d'autonomie locale après 1999, si elle ne peut s'adosser à une authentique personnalité économique ? Toute la différence avec le voisin hongkongais est là. Dans un cas, la machine à sous. Dans l'autre, le cabinet d'experts. Quand Hongkong peut prétendre résister aux convoitises continentales, Macao paraît bien désarmé. Le gouverneur portugais, Rocha Vieira, le reconnaît sans difficulté lorsqu'il admet que *« l'engagement écrit de la future autonomie ne suffit pas »*.

A deux ans de la rétrocession



UN RÔLE D'INTERFACE

Les autorités locales pensent avoir trouvé la parade. Celle-ci se résume en un seul mot, scandé à satiété dans tous les discours officiels : *« l'unicité »* de Macao. Là serait son capital. Premier établissement européen en Asie (1557), la cité a été pionnière dans les échanges entre Orient et Occident et aurait donc vocation à continuer à jouer ce rôle d'interface. A la différence de Hongkong, soulignent avec insistance les fonctionnaires portugais, Macao n'est pas un butin de guerre mais le fruit d'une coopération sino-portugaise harmonieuse. Pas d'affrontement, pas d'humiliation, pas de souveraineté aliénée : Macao n'est qu'un *« territoire chinois sous administration portugaise »*, selon la formule de la Constitution de Lisbonne.

Ce passé de bonne intelligence ferait donc de la ville un sas de passage privilégié pour accéder à la Chine. Tirée de sa somnolence provinciale, elle s'est dotée en 1996 d'un aéroport international censé la connecter aux grands flux de la planète. Les autorités portugaises rêvent d'en faire une plateforme de services et d'expertises tourné vers le marché chinois. Laissant volontiers les Anglo-saxons à Hongkong, Macao veut résolument séduire les Latins. *« A l'Ouest, Macao offre un axe vers la péninsule ibérique, et à l'Est, une connexion vers l'Amérique du Mercosur »*, explique Gary Ngai, président de la Fondation sino-latine. Au service de cette vision *« stratégique »*, les fonctionnaires portugais et la communauté macanaise (métisse) locale affûtent un discours exaltant une « latinité » parée de mille vertus magiques. A les entendre, la préservation de l'« identité culturelle » de la ville serait la seule véritable armure contre les périls venus du continent. *« Si Macao perd son identité historique, elle deviendra un nouveau Zhuhai »*, met en garde le gouverneur.

Le gros mot est lâché : Zhuhai. On le prononce en général avec une moue condescendante. Ancien village de pêcheurs, Zhuhai est la « zone économique spéciale » (ZES) limitrophe, une des ces enclaves capitalistes dont Pékin a essaimé la côte pour attirer les investisseurs étrangers . Sur l'autre rive du delta de la rivière des Perles, Hongkong est aussi flanqué d'une ZES : Shenzhen. Mais les deux situations ne sont pas comparables. Si Hongkong est trop sophistiqué pour craindre à court terme une rivalité de Shenzhen, tel n'est pas le cas de Macao, qui a tout à redouter des appétits envahissants de Zhuhai. L'élève ne cache pas son ambition de dépasser le maître. Macao abrite-t-il un Grand-prix de Formule 3 ? Zhuhai organise une compétition similaire. Macao construit-il un aéroport international ? Zhuhai tente de torpiller le projet en coupant la fourniture de sable destiné à la construction du pont accédant aux nouvelles infrastructures. Tout est à l'avenant.

ACTIVISTES RECYCLÉS

Pour l'instant, Macao se rassure en invoquant la bonne volonté de Pékin, *a priori* désireux d'assurer la bonne marche de la formule « un pays, deux systèmes » pour des raisons de haute diplomatie. *« Nous avons une relation stratégique avec Pékin qui nous protège des tentatives d'absorption de Zhuhai »*, dit le gouverneur. Soit. Mais les instructions pékinoises sont-elles vraiment suivies par les chefs locaux de la communauté chinoise (95 % de la population) ? Rien n'est moins sûr. En marge de l'administration portugaise, les circuits de décision sont en effet dominés par d'anciens gardes rouges qui ont fait main basse sur Macao lors de la Révolution culturelle. Contrairement à Hongkong, que Pékin a toujours surveillé de très près, ces activistes recyclés dans les affaires bénéficient de longue date d'une grande liberté de manœuvre.

Là réside la vraie menace pour Macao. Ces responsables locaux n'ont que faire du discours sur la *« latinité »*, souvent qualifié dans leur presse de survivance coloniale. Surtout, ils font cause commune avec l'annexionnisme rampant de Zhuhai auquel les lient de puissants intérêts de clientèle. Face à leur travail de sape, l'héritage portugais apparaît bien fragile. Et le réveil de Lisbonne bien tardif.

Frédéric Bobin

La marine de guerre japonaise devient la quatrième du monde

LA MARINE japonaise a détrôné en 1997 la marine française de son rang de quatrième marine de guerre du monde, selon l'annuaire spécialisé *Flottes de combat 1998* rédigé par un expert, Bernard Prézelin. L'édition 1998 de cet annuaire, qui a paru le 22 décembre, s'est considérablement enrichie de nouvelles informations, voire d'illustrations en couleurs pour célébrer, en même temps, le centième anniversaire de sa création.



BIBLIOGRAPHIE

Loin derrière les Etats-Unis (3,2 millions de tonnes), la Russie (2,2 millions) et la Grande-Bretagne (500 000 tonnes), le Japon, qui remplace actuellement nombre pour nombre ses bâtiments les plus anciens par des unités neuves d'un tonnage sans cesse accru, est désormais au quatrième rang avec ses 293 000 tonnes, devant la France (291 000 tonnes), l'Inde (195 500), l'Italie (139 000) et l'Allemagne (126 000). M. Prézelin note que l'événement le plus spectaculaire – outre l'apparition de nouveaux modèles de sous-marins qui plongent à des profondeurs de 400 mètres – pour cette flotte japonaise, qui se veut une marine d'autodéfense, est la mise en service de son premier porte-hélicoptères, l'*Ousimi*, qui déplace 11 000 tonnes, au moment où la France désarme le sien, la *Jeanne-d'Arc*.

A ceux qui font observer que la Chine, avec ses 440 000 tonnes, dépasse le Japon, l'auteur de *Flottes de combat 1998* réplique qu'un examen plus approfondi montre que l'essentiel du tonnage de la marine chinoise tient à l'existence d'un grand nombre de sous-marins à la technologie dépassée ou placés en réserve et à une multitude – on dit une *« poussière »* – de petits bateaux peu significatifs sur le plan militaire. Cependant, la Chine ne cache pas son ambition de disposer d'une flotte de haute mer, avec prochainement l'entrée en service de nouveaux sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques et, grâce à l'aide de la Russie, celle de nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque censés être plus silencieux.

Selon M. Prézelin, la marine américaine a atteint le format qui lui a été assigné après la guerre du Golfe, soit quelque 330 navires (au lieu de 600 du temps où Ronald Reagan était à la Maison Blanche). Mais elle a en projet d'aligner des bâtiments puissamment armés et des bateaux voués aux opérations amphibies – porte-avions, porte-hélicoptères et transports de chalands – pour des actions de combat contre la terre ou un appui-feu durant des débarquements. C'est même, aujourd'hui, la priorité. Quant à la marine russe, la majorité des crédits vont à de nouvelles classes de sous-marins, comme le *Borey* (18 000 tonnes), le *Severodvinsk* (qui lance des missiles aérodynamiques antinavires) ou les *Akula II* (9 500 tonnes). En revanche, l'état de la marine russe de surface est jugé *« moins brillant »*.

Face à une flotte britannique qui renouvelle et agrandit sa composante amphibie, la marine française, rappelle M. Prézelin, se trouve sous la contrainte budgétaire de devoir réduire son format de 20 %, ce qui se traduit par des désarmements anticipés de bateaux (non compensés par la mise en service de navires de remplacement). *« Si le nombre et la nature des missions confiées traditionnellement à la marine nationale,* écrit-il, *demeurent inchangés, leur parfait accomplissement sera certainement plus difficile. »* M. Prézelin considère que la France devrait commander, dès 1998, les premières frégates lance-missiles *Horizon*, un programme conçu, non sans difficultés, en coopération avec le Royaume-Uni et l'Italie.

Jacques Isnard

★ *Flottes de combat 1998*, de Bernard Prézelin, Editions maritimes et d'outre-mer, 1 150 p., 3 366 illustrations, 840 F.

Le pape s'inquiète pour les « nouveaux pauvres » et s'alarme de l'extension des violences ethniques

Dans son vingtième message de Noël, Jean Paul II se pose en défenseur universel de l'homme

Place Saint Pierre à Rome, le pape a prononcé en cinquante-six langues, jeudi 25 décembre, son message de Noël. Il a annoncé un voyage à Assise (Ombrie) le 3 janvier, mais surtout mis l'accent sur la souffrance des *« réfugiés »* et des *« nouveaux pauvres »* dans le monde, sur les violences ethniques. Entré dans la vingtième année de son pontificat, il renforce son rôle de porte-parole d'une éthique universelle.

EN 1998, Jean Paul II sera dans la vingtième année de son pontificat. Le 26 mai, il battra même le record de longévité (détenu par Pie XII, mort en 1958) des neuf papes du vingtième siècle. La silhouette voûtée, le visage figé, le geste et l'élocution rendus difficiles par la maladie de Parkinson sont devenus familiers des téléspectateurs et des pèlerins de Rome. En 1979, sa première encyclique (*Redemptor Hominis*) avait été consacrée à la défense des droits de l'homme, dont il avait fait la *« route »* de l'Eglise. Près de vingt ans après, celle-ci n'a pas varié. Le message de Noël que le pape a adressé au monde, ce 25 décembre, démontre à nouveau qu'aucune préoccupation politique, sociale ou éthique ne lui est étrangère.

Des plus proches aux plus lointaines : Jean Paul II a annoncé qu'il se rendrait le 3 janvier en Ombrie, région d'Italie touchée par une série de séismes pour tenter de soulager les souffrances des victimes et pour prier à Assise dans la basilique endommagée de saint François ; dans son message de Noël, le pape a également évoqué la violence ethnique en Afrique, l'exode des Kurdes et des Albanais. Il a cité *« le cri des peuples qui aspirent à la liberté »*, *« les souffrances des réfugiés »*, *« le silence des nouveaux pauvres plus angoissé et chargé de tensions »* et même le drame *« des enfants et des adolescents offensés et profanés »*. Il a enfin mentionné la *« sauvegarde de la création »*, une expression qui, dans les milieux religieux, signifie la défense de l'environnement.

ACCENT NOUVEAU

Le vingtième message de Noël de Jean Paul II exprime ainsi une sollicitude pour des catégories de personnes, qui diffère légèrement de son traditionnel tour d'horizon des zones de tensions dans le monde. On avait déjà perçu cet accent nouveau quand, le 13 avril dernier à Sarajevo, le pape avait lancé des appels à la convivialité pluriethnique et religieuse en Bosnie. Ou quand, un mois plus tard, dans le centre de Beyrouth en pleine reconstruction, il avait réclamé l'égalité des droits entre toutes les communautés du Liban. Dans un mois à Cuba, où il sera reçu pour la première fois par Fidel Castro, il reprendra son autre cheval de bataille en faveur de la liberté religieuse dans l'un des derniers pays qui défend encore une idéologie marxiste et où l'Eglise n'a pas droit de cité dans le système éducatif, ni dans les médias. D'autres voyages se préparent au Nigeria, en Autriche et au Mexique. Jean Paul II se trouve plus que jamais dans son rôle de porte-parole d'une éthique universelle, jetant ses dernières forces dans la bataille contre le chauvinisme ethnique, les divisions communautaires, les intolérances religieuses ou les fractures sociales. Mais conscient que pour être crédible un tel projet de défense de l'homme doit être préfacé par un examen de conscience de l'Eglise, il a entrepris une révision du passé qui sème parfois l'incompréhension dans ses propres rangs. C'est particulièrement net à l'égard de la communauté juive : le pape est allé plus loin qu'il ne l'avait jamais été en reconnaissant, le 1er novembre, la responsabilité de l'antijudaïsme chrétien dans un antisémitisme *« sans justification aucune et absolument condamnable »*.

Au fil des voyages et des messages (les textes fondamentaux comme les encycliques se faisant de plus en plus rares), Jean Paul II ne relâche donc en rien son combat pour une *« réconciliation »* de l'humanité dans le respect de ses différences. Il reste cependant bien des inconnues pour l'avenir. En raison du blocage du processus de paix au Proche-Orient, le voyage qu'il rêve de faire avant l'an 2000 en Terre sainte apparaît hors de portée. De même, la réconciliation avec les orthodoxes semble-t-elle paralysée par l'affaiblissement de l'Eglise russe, qui suspecte de prosélytisme toute action catholique ou protestante dans les territoires de l'Est européen. Les projets de rencontre entre le pape et le patriarche Alexis II de toutes les Russies échouent régulièrement et, souhaité depuis longtemps, le voyage du pape à Moscou semble aussi inaccessible.

Si Jean Paul II répugne au changement des hommes, un remaniement de son gouvernement romain est imminent. Plusieurs responsables de la Curie romaine ont atteint la limite d'âge et de durée de leur mandat. Ce remaniement pourrait être annoncé dès les premiers jours de janvier, en même temps qu'un consistoire de cardinaux. La dernière « fournée » de cardinaux (électeurs du pape en cas de conclave s'ils ont moins de 80 ans) remonte à plus de trois ans et il y aura en février seize places libres dans le collège des électeurs (dont le « plafond » est de 120 cardinaux). Ce n'est pas seulement la fin du pontificat, mais sa succession qui se prépare.

Henri Tincq

Noël tourmenté à la cathédrale orthodoxe de Bucarest

BUCAREST
de notre correspondant

Le Noël des Roumains, déjà hanté par le souvenir de l'exécution, en 1989, de Nicolae et Elena Ceausescu à l'issue d'une parodie de procès, a été terni par les scènes d'une rare violence survenues jeudi 25 décembre dans la cathédrale orthodoxe de Bucarest en présence de l'ex-roi Michel et de sa famille.

Alors que l'ex-monarque assistait – pour la première fois depuis son abdication forcée par les communistes en 1947 – à la messe de Noël, un groupe de religieuses s'en est pris au chef de l'Eglise, le patriarche Teoctist, *« dernière relique communiste encore au pouvoir »*. *« A bas le synode* [direction collégiale de l'Eglise orthodoxe] *communiste et son conducator Teoctist ! »*, ont scandé à plusieurs reprises les représentantes du courant contestataire qui accuse le patriarche d'avoir *« pactisé avec l'antéchrist »*, Nicolae Ceausescu. L'écho de ces cris de révolte jaillissant de la poitrine d'une dizaine de sœurs orthodoxes a brisé la solennité de la messe tenue par le patriarche lui-même, devant près d'un millier de fidèles.

Aussitôt des agents en civil sont intervenus avec une violence barbare, frappant à coups de poing dans la figure et à coups de pied dans le ventre des contestataires dont certaines étaient très âgées. Rouées de coups, sous les regards horrifiés des fidèles qui ont à peine osé intervenir, les sœurs ont été évacuées à l'extérieur de la cathédrale. Grotesque coïncidence, à ce moment même, sous l'œil des caméras des télévisions privées et nationales, le patriarche dénonçait dans son homélie *« le déchaînement de la violence, due à l'extrémisme des mécréants de toute sorte dans le monde »*.

« L'ORGUEIL DÉMESURÉ » DU PATRIARCHE

Installés près de l'autel sur les trônes royaux dorés – sur lesquels personne ne s'est assis pendant les cinquante ans de régime communiste, ni après la chute de Nicolae Ceausescu –, l'ex-roi et son épouse Anna de Bourbon Parme, tout comme le patriarche, n'ont pu assister directement à ces incidents. Mais il est peu probable qu'ils n'aient pas entendu les slogans hostiles lancés à l'adresse du chef de l'Eglise, qui, quant à lui, a continué de dire la messe d'une voix impassible.

A l'image de nombreux prêtres orthodoxes qui sont aujourd'hui accusés d'avoir collaboré avec la Securitate (police politique communiste) et dont certains ont déjà publiquement fait leur *mea culpa*, le patriarche Teoctist est confronté à une vive contestation au sein du clergé. Il est accusé de *« silence complice »* lors de la démolition d'une centaine d'églises entre 1977 et 1989 par Nicolae Ceausescu et de *« passivité devant l'athéisme agressif communiste »*.

Début 1990, la chute de Ceausescu semblait devoir entraîner celle de Mgr Teoctist qui, accablé de reproches, était parti vivre en reclus dans un monastère. Quelques mois après, il revenait à la tête de l'Eglise, au grand dam de ses adversaires. Alors qu'on lui conteste *« l'autorité morale »* pour diriger l'Eglise orthodoxe, forte d'environ 20 millions de fidèles pour une population totale de 23 millions, le patriarche vient de lancer un projet visant la construction à Bucarest d'une immense *« cathédrale du salut de la nation »* capable d'accueillir quelque dix mille fidèles. Ses opposants comparent désormais *« l'orgueil démesuré »* du *« patriarche mégalomane »* à celui de Ceausescu ; et sa prochaine cathédrale au pharaonique palais construit par le dictateur dans le centre de la capitale roumaine.

Andreï Neacsu

La gendarmerie française s'investit à l'étranger

LA GENDARMERIE française devient un modèle d'armée qui s'exporte et qui inspire dans les autres pays l'organisation de certaines forces de sécurité intérieure. Quelque 1 100 officiers et sous-officiers servent aujourd'hui à l'étranger. Signe des temps, selon un rapport parlementaire de Michel Alloncle, sénateur RPR de la Charente, qui vient d'être rendu public, des gendarmes occupent, pour la première fois, des fonctions d'attaché de défense dans les ambassades françaises, c'est-à-dire le poste de « patron » des attachés militaires désignés par les trois armées (terre, air et mer). Loin de l'image surannée du gendarme départemental, qui court après les voleurs de poules dans les campagnes, ou de celle, plus d'actualité, du gendarme mobile qui maintient l'ordre *manu militari*, le gendarme se veut désormais un acteur de la diplomatie française.

Cette présence de la gendarmerie nationale à l'étranger n'est pas tout à fait une nouveauté, par exemple sur le sol africain, où elle est de longue date. Au titre de la coopération et de l'assistance technique, en particulier, quelque 140 gendarmes y sont détachés en 1997, avec pour mission, permanente ou temporaire, d'aider à créer des forces locales de sécurité qui soient plus sensibles à l'état de droit que par le passé.

DES FONCTIONS COMMERCIALES

De même, les gendarmes concourent à la protection des ambassades et des consulats. Près de 210 d'entre eux y contribuent. Mais, à elle seule, la représentation diplomatique française en Algérie en mobilise 150.

Enfin, on connaît la participation de la gendarmerie nationale à des états-majors multinationaux, dans le cadre d'opérations conduites par les Nations unies, l'OTAN, voire par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ou en mission de prévôté auprès des unités françaises qui leur sont associées. Ils sont jusqu'à 320 gendarmes en ce cas, dont quelque 85 officiers et sous-officiers dans la seule Bosnie.

Mais ce qui est nouveau, c'est la multiplication des postes attribués à des gendarmes au sein des instances de l'Union européenne (UE), dans l'« espace Schengen » ou, plus directement, dans des responsabilités diplomatiques. Il s'agit de concrétiser la coopération policière entre partenaires européens ou de répondre à la demande de pays étrangers pour qui la gendarmerie offre l'avantage d'être une force de police à statut militaire, qui peut passer sans hiatus de la paix publique à la guerre.

Ainsi, à l'UE, des officiers de liaison œuvrent en matière de coopération judiciaire, de lutte contre la drogue et le blanchiment de l'argent « sale » à Europol (aux Pays-Bas) ou en matière d'immigration. De même, dans l'« espace Schengen », c'est la surveillance des frontières extérieures. Enfin, les gendarmes ont récemment investi les ambassades et s'apprêtent à le faire encore davantage en 1998. Haïti, le Burundi et le Mali ont désormais un officier de gendarmerie attaché de défense. Demain, ce sera le tour de la Colombie et de Madagascar. Il existe aussi des attachés de gendarmerie en Italie, Espagne, Turquie, Argentine-Chili, avec en projet, dès 1998, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Le choix de certaines de ces affectations n'est pas innocent. Il peut s'expliquer par le désir de la France d'ouvrir des relations commerciales avec des pays clients, en matière d'équipements de maintien de l'ordre.

C'est le cas du Chili, par exemple. L'officier attaché de gendarmerie en Argentine est aussi accrédité au Chili, dont les carabiniers veulent se doter du réseau de transmissions Rubis. Ce système, auquel la France a consacré 3 250 millions de francs, établit des connexions instantanées – *« confidentiel-défense »* – entre des terminaux fixes et mobiles sur l'ensemble du territoire national. Dans des versions plus adaptées à la clientèle étrangère, le groupe Matra a déjà exporté son Rubis en Suisse, Allemagne, Palestine, Indonésie, au Mexique et en République tchèque.

Jacques Isnard

La tension monte au Kosovo

PRISTINA. Environ 10 000 étudiants albanais ont participé, jeudi 25 décembre, pour la deuxième journée constitutive, à une marche silencieuse contre le régime serbe au centre de Pristina, principale ville du Kosovo. Des marches identiques ont été organisées dans six autres villes universitaires de la province serbe, peuplée majoritairement d'Albanais. L'Union indépendante des étudiants albanais a fait part de son intention de poursuivre le mouvement quotidiennenement en prélude à des manifestations de protestation, prévues pour le 30 décembre.

Les étudiants, soutenus par leurs professeurs, réclament la restitution des établissements scolaires dont ils ont été chassés il y a sept ans. D'autre part, deux attaques armées ont été perpétrées contre la police serbe jeudi, à Podujevo, sans faire de victime. Mercredi, les partis politiques albanais avaient lancé un défi au pouvoir serbe en convoquant pour le 22 mars des élections législatives et présidentielle, non reconnues par Belgrade. – *(AFP.)*

Quarante et une interpellations après le massacre du Chiapas

TUXTLA GUTIERREZ (Chiapas). Quarante et une personnes ont été interpellées dans le cadre de l'enquête sur le massacre du Chiapas où quarante-cinq indiens tzotzils, en majorité des femmes et des enfants, ont été assassinés par des tueurs masqués. Les victimes appartenaient à des communautés réputées proches de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) du sous-commandant Marcos. Le procureur adjoint, Evarardo Moreno, a indiqué jeudi 25 décembre que certains suspects avaient nié tout engagement politique, que d'autres se disaient proches ou membres du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui gouverne le Mexique depuis 1929. Les milieux proches des zapatistes affirment que le massacre serait l'œuvre de paramilitaires agissant pour le compte du PRI. – *(AFP.)*

Un Allemand soupçonné d'avoir projeté un attentat suicide en Israël

TEL AVIV. Un tribunal de Tel Aviv a décidé, jeudi 25 décembre, de prolonger la détention d'un ressortissant allemand, Steven Smyrek, accusé d'avoir projeté un attentat suicide en Israël pour le compte du Hezbollah libanais. M. Smyrek a été arrêté le 28 novembre, à son arrivée à l'aéroport Ben Gourion de Tel Aviv, en provenance d'Amsterdam. Les services israéliens attendaient Smyrek à son arrivée, après avoir été alertés par la police des Pays-Bas, qui l'avait retenu pendant quelques heures à Amsterdam, Interpol ayant signalé qu'il pouvait être porteur d'explosifs. M. Smyrek a affirmé avoir été entraîné dans un camp du Hezbollah au Liban sud, dans le but de commettre un attentat suicide en Israël. De Beyrouth, le Hezbollah a démenti ces affirmations. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **IRLANDE : la violente tempête qui a balayé** jeudi 25 décembre la Grande-Bretagne et le sud de l'Irlande, avec des vents soufflant à 160 km/h, a fait plusieurs victimes et provoqué d'importants dégâts. Un chalutier français avec cinq marins à bord est porté disparu en mer d'Irlande. Un jeune homme de dix-neuf ans a été tué par la chute d'un mur à Waterville, dans le sud-ouest de l'Irlande, et quatre autres personnes ont trouvé la mort dans des accidents de voiture en Grande-Bretagne. Les transports routiers et ferroviaires, ainsi que la distribution d'électricité ont été sérieusement affectés. – *(AFP, Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK : un avion, affrété par le leader ultranationaliste russe Vladimir Jirinovski** pour transporter de l'aide humanitaire en Irak a atterri jeudi 25 décembre à l'aéroport de Bagdad, jusque-là fermé depuis la guerre du Golfe en 1991. Après une semaine de tractations, l'appareil avait obtenu le feu vert du Comité des sanctions de l'ONU. Le chef de la délégation parlementaire l'accompagnant, Vladimir Mikhail, a affirmé que les ultranationalistes russes *« étaient prêts à se constituer en boucliers humains pour défendre les établissements irakiens en cas d'attaque américaine »*. – (AFP.)

■ **CISJORDANIE : le président de l'Autorité palestinienne,** Yasser Arafat, a déclaré, jeudi 25 décembre, qu'il allait présenter au président américain Bill Clinton en janvier un *« plan complet »* pour relancer le processus de paix. M. Clinton doit rencontrer séparément M. Arafat et le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, à Washington en janvier 1998, pour tenter de ramener les deux parties à la table des négociations. – *(AFP.)*

■ **IRAN : Ibrahim Yazdi, chef du Mouvement pour la libération** de l'Iran (MLI, opposition islamique libérale tolérée) a été remis en liberté sous caution jeudi 25 décembre, après onze jours de détention. Selon une source judiciaire, M. Yazdi est accusé *« d'insultes à des valeurs religieuses sacrées »*. Il avait été arrêté après avoir pris à partie les milieux conservateurs proches du Guide de la République, Ali Khamenei, leur reprochant de s'opposer au président Mohamad Khatami. – *(AFP.)*

■ **Pour la première fois en Iran, quatre femmes ont été nommées juges** au tribunal des affaires familiales, dans une ville de la province de Téhéran, a rapporté jeudi 25 décembre l'agence iranienne officielle IRNA. – *(AFP.)*

AMÉRIQUE

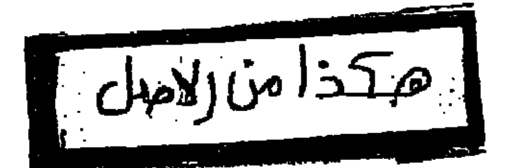
■ **COLOMBIE : le parquet général de Bogota** a annoncé jeudi 25 décembre l'arrestation à la frontière avec le Venezuela d'un chef paramilitaire présumé, Oscar Penaranda, trente ans, accusé d'avoir assassiné avec ses hommes trente paysans au cours des six derniers mois dans la région d'Ocana. – *(AFP.)*

■ **La police néerlandaise** a annoncé jeudi 25 décembre qu'elle avait arrêté un important trafiquant de drogue colombien à l'aéroport de Willemstad, à Curaçao, dans les Antilles néerlandaises. L'homme a été transféré immédiatement aux Pays-Bas. Pour La Haye, il s'agirait de l'un des trafiquants les plus recherchés pour l'importation de drogues aux Etats-Unis. – *(AFP.)*

L'artillerie britannique s'ouvre aux femmes

LONDRES. Pour la première fois, des femmes seront autorisées, à partir d'avril 1998, à servir comme artilleurs – canons et missiles – dans des unités de l'armée britannique au contact des premières lignes du front. Cette initiative fait partie d'un plan du gouvernement de Tony Blair, qui veut élargir l'éventail des métiers militaires accessibles aux femmes. Elles pourront aussi être incorporées dans des unités du génie, des transmissions et du matériel.

Dans certains postes, les candidates devront être en mesure de satisfaire aux mêmes tests d'aptitude physique que les hommes. Pour l'instant, 47 % des spécialités militaires sont ouvertes aux femmes, mais celles-ci se limitaient surtout à des postes dans l'administration, le service de santé et la logistique. – *(AFP.)*



CONJONCTURE L'impact de la crise asiatique sur l'activité économique en France dans l'année à venir est l'objet de pronostics divers dans les entreprises. Les groupes français, auxquels on avait reproché de ne pas investir davantage en Asie, s'en félicitent aujourd'hui. Tout en redoutant la concurrence de produits bénéficiant d'un avantage de change, ils observent que les entreprises de ces pays sont affaiblies. ● EN DIFFICULTÉ, l'industrie et la finance asiatiques deviennent des proies attirantes pour les investisseurs. Certains chefs d'entreprise français y songent, tandis que les financiers américains volent « au secours » du Japon et de la Thaïlande. ● LES CONJONCTURISTES formulent des appréciations divergentes sur la marche de l'économie française, les uns estimant que le « pic d'activité » mondial est dépassé, les autres que la reprise est à venir. *(Lire aussi notre éditorial page 9.)*

La crise asiatique a des inconvénients, mais aussi des avantages

La tourmente qui a saisi les économies thaïlandaise, sud-coréenne et japonaise affectera les ventes dans cette partie du monde et favorisera ses exportations. Cependant, elle facilite les investissements français dans ces pays

IL Y A quelques mois encore, il était de bon ton de reprocher aux entreprises françaises de ne pas avoir suffisamment investi en Chine, en Corée ou à Taïwan. L'ancien ministre de l'industrie, Franck Borotra, qualifiait même cette situation de *« préoccupante »*. Aujourd'hui, les chefs d'entreprise français se félicitent de la prudence – ou du manque de moyens ? – qui les a conduits à rester à l'écart de cette région. Ils estiment que la tempête monétaire et financière qui affecte l'Asie n'aura sur eux que des conséquences limitées, bien que l'Insee évalue tout de même son impact sur l'économie française à 0,5 point de croissance pour 1998.

La minceur de la présence française en Asie a été mise en lumière par une étude du ministère de l'industrie, qui évaluait à 3 % la place de ce continent dans les investissements internationaux des entreprises françaises, contre 24 % pour ceux des entreprises américaines. Quant aux exportations vers l'Asie du Sud et de l'Est, elles ne représentent que 8,4 % du total des ventes de la France à l'étranger, avec un rythme de développement qui se situait, avant la tempête monétaire, entre 6 % et 8 % par an. Leur ralentissement ne devrait donc pas avoir un impact considérable sur l'industrie française dans son ensemble.

Tel est, en tout cas, le discours officiel. En fait, sachant que les deux tiers des exportations françaises vers l'Asie sont concentrées sur vingt-cinq produits, certains secteurs sont sérieusement affectés en raison du poids important de la clientèle asiatique dans leurs ventes, comme l'industrie du luxe. La région Asie-Pacifique représente, par exemple, un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs pour les entreprises de luxe réunies au sein du Comité Colbert. Les biens d'équipement sont également concernés, tels l'aéronautique, la chaudronnerie nucléaire et le matériel électrique, ou encore certains biens de grande consommation, comme les articles de sport ou la pharmacie.

C'est surtout le renforcement de la compétitivité des produits asiatiques qui fait peur. La dévalorisation des monnaies s'ajoutant au faible coût de la main-d'œuvre, la guerre des prix risque de faire des ravages dans certains secteurs, comme le petit électroménager ou le jouet. Déjà très touchées par cette concurrence, les entreprises du textile, du cuir, de la chaussure et de l'habillement paraissent les plus menacées et peuvent craindre de nouvelles vagues de suppressions d'emplois. Pour 1997, par exemple, la Thaïlande estime d'ores et déjà que ses exportations d'articles de textile seront supérieures de 10 % à ses prévisions initiales.

L'industrie automobile redoute elle aussi les conséquences de la tempête monétaire et de l'effondrement des ventes des constructeurs asiatiques sur leurs marchés nationaux. Au Japon, le numéro un, Toyota, a indiqué que sur un an ses ventes intérieures ont diminué de près de 27 %. Quant au marché sud-coréen, indique une étude récente de Paribas, il aura enregistré, en 1997, une baisse pour la première fois depuis 1980. Les constructeurs asiatiques chercheront donc à compenser ces pertes de revenus en renforçant leur présence à l'étranger, et notamment en Europe. Paribas évalue à 200 000 véhicules seulement le potentiel d'accroissement de leurs ventes – il n'y aurait donc pas d'« invasion » de voitures asiatiques –, mais relève que cette pression commerciale risque de réduire encore les marges des industriels européens déjà mises à mal. Ce qui posera inévitablement le problème de l'ajustement de leurs coûts, et donc de l'emploi.

L'industrie électronique, elle, se frotte les mains, malgré la baisse des prix qui pourrait atteindre 30 % sur certains produits comme les mémoires pour ordinateurs. Les ambitions des fabricants de « puces » asiatiques, notamment sud-coréens, étaient jusque-là sans bornes et alimentaient la surproduction mondiale. *« Les groupes asiatiques avaient l'intention de construire trente-six nouvelles usines dans les mois à venir, dont dix-sept en Asie »*, commente Jean-Philippe Dauvin, l'économiste du fabricant de semi-conducteurs franco-italien SGS-Thomson. *« Dix à quinze de ces projets vont être repoussés*, estime M. Dauvin, *ce qui devrait avoir un effet plutôt bénéfique. »*

INVESTISSEMENTS REPOUSSÉS

Le coup d'arrêt aux investissement internationaux des entreprises sud-coréennes paraît général, même si les groupes d'automobile n'ont pas encore fait savoir s'ils donneront suite à leurs nombreux projets d'implantation, en Europe de l'Est notamment. Le sud-coréen Samsung, qui voulait agrandir son usine britannique de Teesside pour y fabriquer des télécopieurs et des ordinateurs personnels, en plus des fours à micro-ondes, des téléviseurs et des écrans pour ordinateurs qu'elle y produit déjà, a repoussé *sine die* cet investissement, qui devait créer 1 600 emplois.

Son compatriote Daewoo, à qui le gouvernement d'Alain Juppé avait envisagé de céder le groupe Thomson Multimédia dans le cadre de sa privatisation, a également mis en *« situation d'attente »* ses projets d'extension en Lorraine. La construction de l'usine de verre pour tubes cathodiques, dont l'implantation à Thionville (Moselle) avait été annoncée en mars, ne commencera pas avant la fin du premier trimestre 1998. L'extension de l'usine Daewoo-Orion à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), qui fabrique des téléviseurs, et le projet d'usine de réfrigérateurs à Verdun (Meuse), sont également retardés.

Anne-Marie Rocco

Les risques économiques pour l'Occident

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE ASIATIQUE

ASIE DU SUD-EST — CROISSANCE EN 1998: –4 % (?)

AUX ÉTATS-UNIS
● Les investisseurs japonais, confrontés à de graves difficultés financières, vendent les emprunts d'État américains qu'ils détiennent, ce qui fait remonter les taux d'intérêt aux Etats-Unis.
● L'appréciation du dollar face aux monnaies d'Asie du Sud-Est et au yen pénalise les exportations américaines et augmente le déficit commercial.
CROISSANCE: –0,7 pt
● L'aggravation du déficit commercial américain entraîne un plongeon du dollar face aux devises européennes

EN EUROPE
● Les importations asiatiques de biens et services diminuent brutalement. –3,5%
Les monnaies sont dévaluées, donc leurs produits sont plus compétitifs sur le marché mondial, et menacent les exportations des entreprises européennes. +2,5%

EN FRANCE
1. Baisse de la croissance due à une baisse des exportations françaises vers ces pays. –0,3 pt
2. Baisse de la croissance du fait de la dépréciation des monnaies de ces pays –0,2 pt

Les secteurs les plus sensibles

Certaines industries françaises, déjà fortement concurrencées par les produits importés d'Extrême-Orient, vont encore souffrir des réductions de prix provoquées par la chute des monnaies asiatiques.

● Pour une trentaine de produits recensés, 46,5 % des ventes portent sur des articles d'importation, dont 76,5 % en provenance d'Asie. Les produits pour lesquels le taux de pénétration asiatique est le plus important sont : la chaussure (57 %), les articles de cuir (58 %), les appareils d'optique et de photo (50 %), les motocycles (51 %), les instruments de musique (54 %). On y trouve aussi la plupart des articles du textile, tels que sous-vêtements, pull-overs ou vêtements de confection.

● *D'autres branches d'activités*, à l'inverse, ont un fort taux de pénétration sur les marchés asiatiques et y voient leurs ventes diminuer en raison de la baisse du pouvoir d'achat. Vingt-cinq produits sont particulièrement concernés, dont les avions (31 % des exportations françaises sont destinées à ces pays), les articles de voyage (57 %) ou encore les centrales électriques (33 %).

Les experts divergent sur l'évaluation de la conjoncture

IL EST DES PÉRIODES où les conjoncturistes, publics ou privés, avancent des prévisions économiques presque identiques : à la fin de l'été, tous les experts, ou presque, pensaient que la reprise était solide et qu'on se dirigeait vers une croissance de 3 % en 1998. Il est d'autres moments où les prévisions divergent assez sensiblement. C'est le cas aujourd'hui : alors que le gouvernement continue d'annoncer une croissance de 3 %, certains instituts commencent à revoir leurs estimations, n'escomptant plus qu'une croissance de l'ordre de 2,5 %, voire moins.

La crise des pays asiatiques n'est pas la cause de ces désaccords. Même si aucun expert n'est en mesure d'apprécier avec certitude les effets probables de ces turbulences, qui sont loin d'être terminées, le constat avancé par l'Insee dans sa dernière note de conjoncture (*Le Monde* du 20 décembre) n'a guère suscité de controverses. L'institut estime que *« l'impact de ces chocs »* venus du Sud-Est asiatique *« apparaîtra rapidement »* et *« atteindra un demi-point de croissance »* dès 1998.

Alors, sur quoi portent les désaccords des conjoncturistes ? Voici, en résumé, quelques-unes des thèses en présence :

● **La « thèse Artus ».** Directeur du service des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations, Patrick Artus est l'un des premiers à avoir observé que la prévision gouvernementale de 3 % de croissance pour 1998, crédible jusqu'à l'été, ne l'était plus à l'approche de l'hiver. Plusieurs facteurs, en effet, ont modifié la donne conjoncturelle. D'abord, la croissance mondiale a dépassé un pic d'activité, ce qui va affecter la France, dont la croissance a été très fortement tirée par la demande étrangère. Ensuite, la dernière enquête de l'Insee sur les investissements montre que les chefs d'entreprise ont revu leurs dépenses d'équipement à la baisse, du fait de ce nouveau climat économique, mais aussi politique (réforme des 35 heures notamment). Enfin, la crise des pays du Sud-Est asiatique est venue s'ajouter à ces différents facteurs.

Au total, M. Artus estime donc que la France a connu un cycle, très court, au cours duquel l'activité a été très forte : sur un rythme annuel de près de 4 % entre avril et septembre. Depuis, la croissance risque de revenir sur un rythme annualisé moins dynamique, de l'ordre de 2,5 %, voire légèrement moins.

L'Association française des économistes d'entreprise (Afede) partage cette opinion. *« Compte tenu de l'effet dépressif de la crise asiatique et des récentes mesures »* du gouvernement qui concernent les entreprises, elle escompte une croissance de seulement 2,5 % en 1998, soit une progression presque identique à celle de 1997. Il est à noter que la dernière enquête mensuelle de la Banque de France conforte cette thèse sur un point : *« Les chefs d'entreprise demeurent prudents en matière d'investissement. Pour 1998, les prévisions portent toujours prioritairement sur le renouvellement d'équipements devenus obsolètes »*, souligne l'étude.

● **La thèse du gouvernement.** Les experts du ministère des finances maintiennent leurs prévisions de croissance de 3 % pour 1998. Ils estiment, en effet, que la reprise économique est plus solide qu'ils ne l'avaient prévu. La demande étrangère est, de fait, toujours très bien orientée, et la demande intérieure évolue sur une tendance favorable. Ces mêmes experts estiment donc prématuré de tirer des conclusions hâtives de la dernière enquête de l'Insee sur les investissements ; ils font valoir, au contraire, que la hausse très sensible des importations de biens d'équipement professionnel est un indice favorable. Dans cette logique, il ne faut pas minimiser la gravité de la crise asiatique, mais, pour l'heure, elle aurait seulement pour effet de ramener la France vers les 3 % de croissance initialement envisagés.

Ce point de vue est, à peu de chose près, celui qui transparaît de la note de l'Insee. *« Le produit intérieur brut, après avoir régulièrement accéléré depuis la mi-1996, atteindrait son rythme de croissance maximum – près de 3,5 % en chiffre annualisé – au second semestre de 1997 »*, puis *« la croissance se stabiliserait au premier semestre de 1998 sur une tendance proche de 3 % l'an »*, dit l'institut.

● **La « thèse Fitoussi ».** Sans participer directement à ce débat sur les chiffres, le président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Jean-Paul Fitoussi, fait valoir que l'Europe est entrée dans la phase de reprise qui était en gestation depuis 1994. Les taux d'intérêt sont enfin revenus à des niveaux beaucoup plus raisonnables, et les Quinze, qui ont longtemps mené des politiques récessives, vont bientôt, pour beaucoup d'entre eux, satisfaire aux critères de Maastricht, ce qui laisse à penser que l'Europe arrive à la fin d'une longue période de rigueur budgétaire. Les conditions d'un retour de la croissance sont donc réunies, même si les pays européens n'engagent pas des politiques expansionnistes et si l'activité reste donc plus faible qu'elle ne pourrait l'être.

La crise asiatique pourrait-elle contrarier ce scénario, notamment en entraînant une chute du dollar par rapport aux monnaies européennes ? M. Fitoussi estime que, dans un tel cas de figure, l'Europe perdrait en compétitivité, mais seulement à terme, tandis qu'elle y gagnerait immédiatement sur le front des changes (facture énergétique, etc.). En clair, si des effets néfastes devaient se faire sentir, ce ne serait pas en 1998, mais en 1999. Et encore : tout dépendrait alors de la politique monétaire que conduirait l'Europe, sous l'égide de la toute nouvelle Banque centrale...

Laurent Mauduit

Les entreprises d'Extrême-Orient, proies tentantes

« IL Y A DEUX ANS ET DEMI, la crise mexicaine nous a décidés à investir massivement au Mexique. De la même façon, c'est le moment ou jamais d'aller en Asie, à condition que la production réalisée sur place soit en partie exportée. » Pour Jean-Louis Beffa, patron de Saint-Gobain, les entreprises exsangues d'Extrême-Orient constituent désormais des proies tentantes. *« L'Asie ? Je compte y faire plusieurs voyages cette année »*, confirme Louis Schweitzer (Renault), un brin évasif, mais de la gourmandise dans les yeux. Quant à Franck Riboud (Danone), il se déclare, sans détour, en quête d'*« opportunités d'achat en Asie »*. Crise ou pas, il souhaite *« atteindre la taille critique »* dans cette région, *« en y doublant les ventes du groupe, portées à 6 ou 7 milliards de francs »*.

L'effet d'aubaine fait réfléchir les industriels occidentaux : la dégringolade des monnaies asiatiques, depuis l'été, permet d'acquérir des entreprises à bon compte en Extrême-Orient. Un pays comme la Corée du Sud, jusque-là hostile au rachat de ses entreprises par des groupes étrangers, commence à assouplir sa réglementation. Ses grands conglomérats – les chaebols – sont surendettés et cherchent désormais à se séparer de certaines activités pour récupérer des fonds.

Coca-Cola est l'un des premiers groupes occidentaux à avoir profité de l'occasion. Le géant américain a acquis, en novembre, les usines d'embouteillage de son partenaire sud-coréen, Doosan. Le 1er décembre, l'américain Procter and Gamble a jeté son dévolu sur Ssangyong Paper, un fabricant de papier sud-coréen faisant partie d'un conglomérat. Le 17 décembre, la firme allemande Bosch a pris le contrôle d'un fabricant d'équipements, dans lequel elle ne détenait jusque-là qu'un intérêt minoritaire, en rachetant les parts du constructeur d'automobiles Kia – l'un des chaebols les plus affaiblis par la crise.

Les patrons français ont plaisir à imaginer qu'ils vont pouvoir leur emboîter le pas. Cela leur permettrait de se renforcer à bon compte dans cette partie du monde où on leur reprochait, hier encore, de ne pas avoir assez investi, alors qu'elle connaissait une croissance exceptionnelle...

A.-M. R.

Les financiers américains mettent le cap sur l'Asie

LES ÉTABLISSEMENTS financiers américains sont les premiers à réagir aux malheurs des pays asiatiques. La Corée ou la Thaïlande, dont les secteurs financiers sont en quasi-faillite, n'ont plus les moyens de s'opposer aux prises de participation de compagnies étrangères. Au Japon, marché fermé par excellence, il n'a pas fallu longtemps pour que les étrangers saisissent l'occasion de la déconfiture de quelques grandes maisons de titres et d'un secteur financier chancelant pour s'annoncer.

« Nous estimons que le temps pourrait être venu d'explorer sérieusement les opportunités offertes », déclarait, jeudi 25 décembre, la banque d'affaires américaine Merril Lynch. La faillite du quatrième courtier japonais, Yamaichi, est donc une aubaine qu'elle ne laissera pas échapper. La reprise annoncée d'une partie des succursales et des employés du courtier fera de Merril Lynch la première société étrangère au Japon à distribuer directement auprès des particuliers des produits boursiers.

Profitant des pénalités infligées aux grands courtiers nippons, à la suite d'un scandale de versements illégaux de fonds à la pègre, Merrill Lynch est déjà devenu l'un des trois plus gros intervenants sur la Bourse de Tokyo. Elle emploie un millier de personnes dans l'archipel. Merrill Lynch – en partenariat avec la banque commerciale Sanwa Bank – a confirmé s'intéresser à un autre morceau de l'empire Yamaichi Securities, sa filiale de gestion de fonds communs de placement (Yamaichi Investment Trust Management). La Société générale a manifesté, de son côté, son intérêt pour la gestion d'actifs du courtier. Le premier assureur américain AIG, très implanté au Japon, se dit prêt à embaucher plus de huit cents de ses anciens employés.

Un autre banque d'affaires américaine, Goldman Sachs, mise, elle, sur le retournement de l'immobilier japonais pour faire de bonnes affaires. Selon le quotidien japonais *Nihon Keizai Shimbun*, Goldman Sachs a déjà racheté pour 12,5 milliards de yens de mauvaises créances de la banque de Tokyo Mitsubishi, cautionnées par des propriétés. Elle envisage de réitérer en acquérant, pour 500 milliards de yens (3,9 milliards de dollars) de créances douteuses d'autres banques japonaises.

C'est sur la Thaïlande que GE Capital, première société de leasing mondiale, a choisi de jeter son dévolu. Selon le quotidien *The Nation*, elle proposerait de reprendre les crédits en leasing des cinquante-six sociétés financières thaïlandaises fermées en décembre. La fermeture de ces établissements était l'une des conditions du plan de sauvetage du FMI de 17,2 milliards de dollars pour la Thaïlande.

La Corée pourrait bientôt être une destination fructueuse pour les investisseurs étrangers. Le ministère des finances coréens a annoncé pour janvier la levée des restrictions en vigueur sur les participations étrangères dans les institutions financières sud-coréennes. Elles sont actuellement limitées à 4 %.

Babette Stern

UNIVERSITÉS Débattue depuis plusieurs années, une réforme du statut des 70 000 enseignants du supérieur sera engagée durant les premiers mois de l'année 1998. Outre la révision des procédures de recrutement, une réorganisation générale des catégories d'enseignants, de leurs obligations en termes d'enseignement et de recherche, sera mise en œuvre. ● UN COLLECTIF d'universitaires, l'Areser, propose dans un livre *« une politique de rupture »* pour l'enseignement supérieur. Il demande un réinvestissement financier massif de l'Etat, une loi de programmation, et dresse un constat extrêmement critique du système actuel d'enseignement supérieur. ● LES INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (IUT) envisagent de nouvelles actions en janvier. Le gel du plan d'urgence décidé par le précédent gouvernement et de nouvelles règles de financement de ces établissements sont critiqués par leurs directeurs.

Une réforme du statut des universitaires sera discutée au début de 1998

Claude Allègre veut s'y atteler rapidement. La multiplication des catégories d'enseignants, le nombre croissant de vacataires, la non-prise en compte d'un travail pédagogique ou administratif incitent à une remise à plat générale

« IL Y A des enseignants qui font de la recherche et il y en a qui n'en font pas… Pour ces derniers, quatre heures [de cours] *cela ne me paraît pas beaucoup. »* Lors du débat budgétaire à l'assemblée nationale (*Le Monde* du 15 novembre), Claude Allègre, ministre de l'éducation, avait affirmé son intention de revoir les obligations de service des enseignants du supérieur. Après l'adoption des nouvelles procédures de recrutement (*Le Monde* du onze dixième et du cinq douzième), cette nécessité a, récemment, été relancée par la conférence des présidents d'université (CPU). A l'issue de leur dernière assemblée, le 18 décembre, ces derniers ont formulé une série de propositions déjà exprimées lors des états-généraux de l'enseignement supérieur préalable à la réforme de l'université que souhaitait mettre en œuvre François Bayrou.

Ce chantier, que Claude Allègre envisage d'ouvrir dès les premiers mois de 1998, n'est pas simple. Selon les textes, les enseignants-chercheurs (professeurs, maîtres de conférence et assistants) sont astreints à un service de 192 heures de cours par an : le reste de leur activité doit être consacré à la recherche, le seul critère *« scientifique »* retenu dans l'évolution des carrières, le recrutement comme la promotion.

Ce cadre général ne paraît plus adapté aux évolutions qu'a connues l'université ces dernières années avec l'augmentation de ses effectifs, d'étudiants et d'enseignants. Malgré des réformes successives, les catégories se sont multipliées à l'intérieur des établissements. Pour assurer les charges d'enseignement, les universités s'appuient à la fois sur des professeurs, des maîtres de conférences mais aussi, de plus en plus, sur des enseignants agrégés et certifiés du second degré qui assurent un service de 384 heures, des professionnels associés à mi-temps, des thésards, moniteurs ou attachés temporaires d'enseignements et de recherche (ATER), sans compter une foule de vacataires.

COHABITATION

La cohabitation de ces catégories aux statuts multiples n'est pas toujours des plus harmonieuses. A cette diversité de personnels correspond également une diversification des missions. En plus de leur service de cours, un grand nombre d'enseignants assument des charges pédagogiques et administratives, au détriment de leur activité de recherche. Le suivi des étudiants et la lutte contre l'échec ont été renforcées avec l'adoption de la réforme des études en premier cycle. Mais les universités ont aussi multiplié les échanges internationaux et les formations professionnalisées, qui imposent la mise en place de stages et de contacts avec les entreprises. En les invitant récemment à investir dans la formation continue tout au long de l'année, Claude Allègre a ajouté de nouvelles contraintes aux missions traditionnellement assumées dans les établissements.

Des primes pédagogiques et administratives ont été créées, au début des années 90, pour rémunérer ces charges supplémentaires. C'est ce système que la CPU propose de réformer. Les évolutions qu'elle préconise restent toutefois prudentes. Les présidents reprennent en effet certaines de leurs propositions formulées lors des états-généraux. Ils suggèrent en premier lieu, de supprimer la prime pédagogique prévue pour inciter les enseignants à augmenter leur charge de cours. Pour les présidents, cette prime, d'environ 12 000 francs par an, n'a plus lieu d'être maintenue. Ils lui préfèrent une formule qui pourrait se traduire soit par un contingent d'heures spécifiques rémunérées, dont le montant – plafonné – serait défini par les instances des universités, soit par une décharge de services pour les enseignants concernés.

Les présidents d'université se sont aussi prononcés sur le cas des progesseurs agrégés et certifiés du second degré (PRAG), dont le nombre a considérablement augmenté. La plupart d'entre eux assurent des enseignements complémentaires aux disciplines fondamentales, notamment en IUT ou dans certaines filières spécialisées.

Selon Claude Allègre, leur rôle devrait même être renforcé notamment en premier cycle. *« Les professeurs agrégés sont beaucoup mieux préparés à enseigner les mécanismes fondamentaux aux étudiants de premier cyle que les chercheurs qui viennent d'achever une thèse »*, avait-il indiqué le 13 novembre. Le ministre avait même avancé l'idée qu'ils puissent être affectés pour partie au lycée et pour le reste à l'université, afin de faciliter la transition des futurs étudiants. Une table ronde réunie au ministère est d'ailleurs chargée d'étudier cette éventualité qui figure parmi les thèmes de réflexion du prochain colloque sur la réforme des lycées.

Pour l'instant, les présidents d'université se sont bien gardés d'envisager des bouleversements majeurs. Leurs propositions visent essentiellement la situation des PRAG qui souhaitent s'investir dans la recherche pour réaliser une thèse et devenir maîtres de conférences. Ils suggèrent ainsi que ces derniers bénéficient d'une décharge de service de moitié – 192heures comme les enseignants-chercheurs au lieu de 384h. Certes, comme l'a reconnu Bernard Saint-Girons, premier vice-président de la CPU lors d'une conférence de presse le 23 décembre, ces *« propositions, qui ne concernent qu'un nombre marginal d'enseignants, ne sont pas de nature à régler le statut des PRAG »*. Un groupe de travail a d'ailleurs été chargé par le ministre de l'éducation de réfléchir à l'évolution de leur statut.

« GRANDE PRÉCARITÉ »

Au cours de cette rencontre, les présidents d'université sont revenus sur la réforme des aides sociales attribuées aux étudiants pour réaffirmer *« la nécessité d'une refonte globale du système »*. Inquiets du développement *« de situations de grande précarité »* rencontrées par des étudiants en échec, ils souhaitent que le Parlement se prononce rapidement lors d'un débat d'orientation, comme l'a d'ailleurs promis Claude Allègre pour le printemps. La CPU estime toutefois *« qu'il est indispensable de traiter conjointement la question du financement des universités* [et notamment des droits d'inscriptions] *et celle de l'aide sociale. »* Une manière, estime M. Saint-Girons, de régler définitivement le dossier délicat des droits *« illégaux »* perçus par les universités, notamment pour les prestations informatiques.

Michel Delberghe

Les oubliés de la « revalo »

C'est, en jargon administratif, un *« corps en voie d'extinction »*. Intégrés dans le plan de régularisation des vacataires en 1983, les assistants ne sont plus aujourd'hui que 1 800 parmi les 70 000 enseignants du supérieur. Pour la plupart non titulaires d'une agrégation ou d'un doctorat, ces enseignants, dont le recrutement a été stoppé en 1985, se sont retrouvés marginalisés, tenus à l'écart de toutes les *« revalorisations »*.

Avec une grille indiciaire bloquée au niveau inférieur des rémunérations et, en conséquence, la perspective de retraites peu élevées, les assistants, âgés en majorité de cinquante ans, pensaient avoir réussi à convaincre le ministère de l'éducation de *« l'injustice »* de leur situation. Leur association nationale avait obtenu un engagement de François Bayrou en 1996, confirmé, assurent ses responsables, par le cabinet de Claude Allègre. Las, au budget de 1998, les mesures envisagées, d'un montant évalué entre 60 et 70 millions de francs, ont été supprimées.

Effectifs et catégories

● **Le nombre total** d'enseignants du supérieur était, en 1996, de *70 000 personnes. En dix ans*, leur effectif a augmenté de 41 %, si l'on exclut les enseignants du second degré exerçant dans le supérieur.

● **Les professeurs d'université,** au nombre de 17 600, représentent 25 % de cet effectif. *Leur âge moyen est de 52 ans.* 13 % seulement des professeurs sont des femmes. Ils sont 7 000 à enseigner en sciences, 3 800 en lettres et sciences humaines, 3 800 également en médecine.

● **Les maîtres de conférences** sont 28 000, représentant 40 % de *l'effectif total. Leur âge moyen* est de 45 ans, et 35 % d'entre eux sont des femmes. 14 000 maîtres de conférences enseignent les sciences, 7 500 les lettres et les sciences humaines.

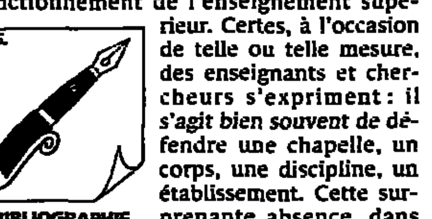
● ***Les enseignants du second* degré,** dont les PRAG, travaillant dans le supérieur sont environ 12 000. Parmi eux, un quart est affecté dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), un tiers dans les IUT et un gros tiers dans les universités. *La moitié d'entre eux* sont des professeurs agrégés.

● **Les attachés et moniteurs,** emplois vacataires, sont au nombre 6 500. Les assistants titulaires *(lire ci-dessus)* sont 1 800.

● **78 % des enseignants** sont *affectés dans les universités*, 11,9 % dans les IUT et 9,9 % dans les autres types d'établissements (grandes écoles, etc.)

Réunis dans l'Areser, des enseignants prônent « une politique de rupture »

QUE PENSENT donc les universitaires… *de l'université ? Difficile question tant est* profond le silence de ceux qui sont les premiers concernés – avec les étudiants – par le fonctionnement de l'enseignement supérieur. Certes, à l'occasion de telle ou telle mesure, des enseignants et chercheurs s'expriment : il s'agit bien souvent de défendre une chapelle, un corps, une discipline, un établissement. Cette surprenante absence, dans un débat public général, des universitaires eux-mêmes avait été remarquée lors de l'organisation, en 1996, par M. Bayrou des *« états généraux »* de l'université.



BIBLIOGRAPHIE

Ce silence vient opportunément d'être troublé par l'Areser (Association de réflexion sur les enseignements supérieurs et la recherche), qui publie une synthèse de ses travaux : *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril.* Ce collectif d'universitaires, auquel participent Pierre Bourdieu, Christophe Charle et Bernard Lacroix, s'est risqué à dessiner les contours d'une réforme d'ensemble de l'enseignement supérieur.

Constatant que *« le sort de l'université semble n'inquiéter personne »*, l'Areser trouve une liberté de ton bienvenue pour dresser un constat peu réjouissant de l'université et de ses enseignants. Diagnostic : *« La France fait moins bien que les pays comparables et enregistre des résultats globalement médiocres, en rapport avec son faible effort »* : *« le corps enseignant est atomisé et démoralisé »* et cette *« balkanisation »* ne favorise pas *« l'innovation pédagogique »*. Remèdes : *« une politique de rupture »* doit être mise en œuvre, avec – entre autres – relance budgétaire, *« loi de programmation »*, bouleversement des procédures de recrutement des enseignants et d'administration des universités.

Aux antipodes d'un projet libéral, c'est à une refondation de ce service public que souhaite s'atteler le collectif.

Le premier constat est celui d'un système universitaire à bout de souffle géré par la loi Savary de 1984, devenue largement obsolète. Ainsi en est-il de l'administration, sous le principe de l'autonomie, des universités. *« Un avion sans pilote »*, résume l'Areser, après avoir décrit minutieusement le fonctionnement d'un établissement et de ses trois conseils.

« CRISE D'IDENTITÉ »

Le *« désinvestissement »* des enseignants pour ces tâches de gestion, les querelles entre UFR, la confusion des enjeux qui accompagne l'élection d'un président d'université… tout cela contribue *« à l'opacité des prises de décision »* et à une tutelle rétablie du ministère sur les universités. Dès lors, conclut l'Areser, *« l'invocation de l'autonomie est devenue une arme administrative pour justifier le désengagement global de l'Etat »*.

A cette maladie bureaucratique répond une *« crise d'identité »* des enseignants. La politique de recrutement en accordéon suivie depuis les années 60 a fractionné *« en catégories hiérarchisées »* le corps universitaire. *« Des barrières de castes »*, dit l'Areser, qui dénonce *« un nouveau mandarinat »* et des règles de recrutement favorisant *« clientélisme »* et *« localisme »*. Comment dans ces conditions améliorer la pédagogie, le travail d'équipe, la mobilité des chercheurs, l'ouverture vers l'étranger ?

Ce sombre constat ne serait pas complet si n'était analysé le *« dualisme fondamental »* de l'enseignement supérieur. Un système fermé, hautement sélectif : grandes écoles et classes préparatoires ; un système ouvert à tous, l'université, où la sélection par l'échec et le manque de moyens ont amené à créer des *« filières refuges ou rebuts »*.

« C'est ainsi que les étudiants les plus désarmés sont dirigés vers les formes d'enseignement les moins adaptées à leurs demandes », note l'Areser, qui rappelle que *« les taux d'encadrement moyens* [des étudiants] *n'ont pas retrouvé leur niveau du début des années 70 »*.

Les auteurs forcent-ils le trait ? Leurs critiques, pourtant, font écho à des constats tout aussi alarmants venus d'autres horizons. La commission Fauroux, par exemple, avait, en 1996, émis un diagnostic voisin. Et proposé des remèdes qui ne sont pas si éloignés qu'il n'y paraît des mesures préconisées par l'Areser. Dans un cas comme dans l'autre, deux priorités sont mises en avant : la nécessité d'un investissement financier massif de l'Etat ; la redéfinition du statut des enseignants et de leurs missions.

François Bonnet

★ Areser, *Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril.* Editions Liber-Raisons d'agir, 124 pages, 30 francs.

Un chalutier breton disparaît en mer d'Irlande

LES RECHERCHES pour retrouver un chalutier breton, qui a disparu en pleine tempête en mer d'Irlande au large du pays de Galles avec cinq hommes à bord, ont été suspendues jeudi 25 décembre au soir, sans résultat. Toute la journée, deux hélicoptères et un avion de secours ont survolé la zone où le bateau pourrait avoir coulé. Les secours ont été aidés par neuf chalutiers français qui naviguaient dans la zone et qui sont rentrés en début de soirée s'abriter dans divers ports en raison des mauvaises conditions météo.

Le *Toul-An-Trez*, basé à Camaret (Finistère), avait disparu dans la soirée du mercredi 24 décembre et sa balise de détresse avait été repérée vers 20 heures (heure française). Les vents ont soufflé en tempête au cours de la nuit sur la mer d'Irlande, atteignant force 10 dans la zone. Les recherches devaient reprendre, vendredi matin, *mais les secouristes ont peu d'espoir, car des débris, notamment un* morceau d'une timonerie qui semble appartenir au chalutier disparu, ont été retrouvés près du signal satellitaire de détresse, à environ 32 km au large de la pointe Saint Anne, à l'extrême ouest des côtes galloises.

DÉPÊCHES

■ **PORT-FRÉJUS : le tribunal de Draguignan a rendu le 23 décembre *une ordonnance de non-lieu*** *à l'encontre d'Elie Brun*, le successeur UDF de François Léotard à la mairie de Fréjus, mis en examen pour *« prise illégale d'intérêts »*. Le parquet de Draguignan avait ouvert au printemps 1996 une information à la suite d'une plainte d'un promoteur immobilier, René Espanol, qui s'estimait floué par la mairie dans l'opération immobilière de Port-Fréjus. Dans cette affaire M. Brun était visé au titre d'administrateur de la Société marseillaise de crédit (SMC), partie prenante d'un programme immobilier dans le projet de Port-Fréjus.

■ **RÉFÉRENDUM : le tribunal administratif de Grenoble a annulé** la délibération du conseil municipal de Charvieu-Chavagneux (Isère) autorisant son maire, Gérard Dezempte (RPR), à organiser un référendum sur l'accès des étrangers aux HLM. Le tribunal relève que *« seul le représentant de l'Etat est habilité à définir les critères d'attribution des logements sociaux, ainsi que les conditions de leurs réservations »*.

Mouvement de grogne persistant dans les IUT

LES INSTITUTS universitaires de technologie (IUT) sont à nouveau en ébullition. Le 16 décembre, les établissements ont organisé une journée de réflexion sur *« les IUT du 3e millénaire »*. En réalité, il s'agissait de rédiger des cahiers de *doléances à l'attention du ministre* de l'éducation nationale. Un nouveau rendez-vous a été fixé pour le mois de janvier. D'ores et déjà, les directeurs n'excluent pas une radicalisation de leur action.

Ce mouvement de grogne n'a rien de commun avec les grèves de 1994 contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP), contre la circulaire Bardet limitant les poursuites d'études l'année suivante, et enfin, en 1996, pour l'adoption d'un plan d'urgence. Le malaise s'inscrit pourtant dans la même lignée. Il traduit l'incertitude dans laquelle se trouvent les IUT quant à leur rôle dans la formation technologique à bac + 2.

En octobre 1996, un accord avait été obtenu avec les syndicats sur une nouvelle organisation des études. Il prévoyait des modalités de contrôle des connaissances *conformes à des programmes redéfinis* par les commissions pédagogiques nationales. Peu après, François Bayrou, alors ministre de l'éducation, assurait les IUT d'un plan d'urgence doté de moyens et de postes supplémentaires. Un an plus tard, ce plan a été annulé. Et le contrôle des connaissances a récemment été suspendu par Claude Allègre.

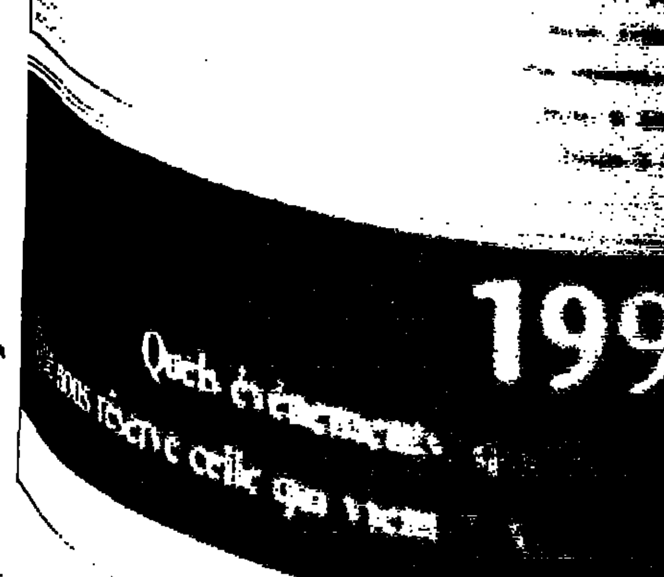
Cette décision a été prise à la suite de grèves sporadiques dans plusieurs établissements. Pour certains étudiants, le nouveau système était jugé trop laxiste. Pour d'autres, il annonçait un renforcement de la sélection dans le passage de la première à la deuxième année et dans la délivrance du diplôme. Ces attitudes contradictoires ont inspiré la volte-face du ministre. Du coup, les directeurs et les chefs de département se retrouvent *face à un imbroglio juridique*.

DÉCISIONS « NÉFASTES »

La grogne des IUT est également alimentée par plusieurs décisions jugées *« néfastes »*. De nouveaux postes d'enseignants seront créés en 1998. Mais pas suffisamment, estiment les directeurs, pour compenser une augmentation de 10 000 étudiants en deux ans et respecter les nouvelles normes d'encadrement. En outre, aucun emploi d'administratif n'a été inscrit dans les nouveaux départements d'IUT qui continuent d'être créés.

Enfin, le ministère a décidé d'adopter le principe d'un *« bonus-malus »* pour dissuader les IUT d'accueillir un trop grand nombre de bacheliers généraux. En cas de dépassement, une pénalité financière sera infligée, tandis que les *IUT qui favorisent* les bacheliers technologiques seront encouragés. Appliquée dès 1998, cette mesure a été particulièrement mal accueillie. *« Nous ne sommes pas hostiles à un débat sur le principe »*, précise Antoine de Lacheisserie, président de l'assemblée des directeurs. Avec le soutien des syndicats d'enseignants, Snesup et SGEN-CFDT, il dénonce l'absence de discussion préalable sur l'application de cette décision qui risque de modifier sensiblement la nature du recrutement.

M. De



e au début de 1998

re croissant de vacataires, à plat générale

t « une politique de ruptu

les IUT

DISPARITIONS

Toshiro Mifune

Le samouraï qui avait conquis l'Ouest

L'ACTEUR japonais Toshiro Mifune est mort dans un hôpital de Tokyo jeudi 24 décembre, à l'âge de soixante-dix sept ans (*Le Monde* du 26 décembre).

Grâce à ses premiers rôles chez Kurosawa, qui devaient ensuite lui donner accès à des productions américaines, il aura été le seul acteur japonais ayant conquis, après guerre, une certaine notoriété en Occident. Il était, surtout, un très grand acteur, au registre plus étendu que ne le laisse croire le cliché du manieur de sabre impassible, et dont le destin fut intimement lié aux péripéties qui ont marqué le cinéma nippon de l'après-guerre.

Toshiro Mifune est né en Chine, à Tsingtao, de parents japonais, le 1er avril 1920. Après avoir suivi des études en Mandchourie et exercé plusieurs petits métiers, dont photographe à Shanghaï, il passe cinq ans dans l'armée, jusqu'à la défaite du Japon. Libéré, il se présente aux studios Toho en 1946, dans l'espoir de devenir opérateur, puis tente sa chance à un casting. Il est aussitôt embauché comme jeune premier dans *L'Age de la nouvelle folie*, de Kajiro Yamamoto (1946). L'année suivante, Akira Kurosawa l'engage pour le rôle principal de son premier chef-d'œuvre, *L'Ange ivre*. Le comédien tourne dès lors régulièrement en tête d'affiche, devenant l'une des principales stars masculines, avec à son actif plus de cent trentre films.

Son succès est dû à son incontestable talent, à l'intensité de sa présence, à sa prestance, mais également à son physique comme à son jeu partiellement occidentalisés. Ce qui se révélera un atout à la fois vis-à-vis du public japonais et des spectateurs occidentaux.

En effet – et c'est un fameux *coup de tonnerre dans un univers* cinématographique jusque-là exclusivement centré sur le monde blanc –, en septembre 1950 l'Occident découvre tout à la fois le cinéma japonais, le cinéaste Akira *Kurosawa et le comédien Toshiro* Mifune, grâce à la projection au Festival de Venise de *Rashomon*, qui reçoit le prix de la mise en scène. De 1947 à 1965, la collaboration entre Mifune et Kurosawa scande leur carrière à tous deux d'une succession de titres inoubliables (et auprès desquels les autres films auxquels participe l'acteur font pâle figure). Dans l'ordre : *L'Ange ivre* (1947), *Le Duel silencieux* (1949), *Le Chien enragé* (1949), *Rashomon* (1950), *L'Idiot* (1951), *Les Sept Samouraïs* (1954), *Le Château de l'araignée* (1957), *La Forteresse cachée* (1958), *Yojimbo* (1961), *Sanjuro* (1962), *Entre le ciel et l'enfer* (1963), *Barberousse* (1965).

MAJESTUEUX ET HUMAIN

De tous les rôles joués par Mifune chez Kurosawa, le plus célèbre est sans doute celui du *ronin* (guerrier sans maître) écervelé des *Sept Samouraïs*. Auparavant, l'interprétation qui a pour la première fois mis en évidence l'étendue de la palette du comédien avait été celle du détective du *Chien enragé*. Mais ce sont peut-être les deux films qui lui valurent des prix d'interprétation à Venise qui mettent le mieux en évidence son talent. *Yojimbo* est un rôle « classique » de guerrier, où il démontre sa capacité à habiter le costume traditionnel comme à manier en expert le sabre, et pourtant aussi une comédie où les codes du film de samouraï sont joyeusement décalés. *Barberousse*, grand mélodrame situé durant les années 20, permet à Toshiro Mifune une splendide interpétation, à la fois majestueuse et très humaine.

Barberousse sera la dernière collaboration entre le cinéaste et son acteur. Depuis le début des années 60, le cinéma japonais change, l'ancien système des studios est mis à mal, auteur et artistes revendiquent leur indépendance. Kurosawa avait fondé sa propre société de production dès 1959, son acteur *en fait autant en créant Mifune Pro* en 1962, pour laquelle il réalise lui-même l'année suivante *L'Héritage des cinquante mille*. Mais, comme à peu près tout le monde à l'époque, il refuse de soutenir Kurosawa dans *le projet qu'il entreprend après Barberousse. Dode's Caden*, qui sera un échec terrible, menant le cinéaste à une tentative de suicide. Le réalisateur et le comédien demeureront longtemps brouillés, avant de se réconcilier tardivement.

A la fin des années 60, Toshiro Mifune tourne son seul grand rôle sous la direction d'un autre cinéaste japonais, dans *Rebellion*, de Masaki Kobayashi, dont le comédien est aussi le producteur (1967). Mais entre-temps, il est devenu « la » vedette japonaise identifiée en Occident, c'est-à-dire essentiellement aux Etats-Unis. Alors que le cinéma japonais s'en va peu à peu à vau-l'eau, cela lui vaudra de mener une nouvelle carrière, où il est hélas le plus souvent confiné aux clichés de l'exotisme oriental : dans *Grand Prix* (1967), *Soleil rouge* (1971), *Tora ! Tora ! Tora !* (1971), *La Bataille de Midway* (1975), *1941* (1980), *A armes égales* (1982), sans oublier la série télévisée *Shogun* (1980) ou une tardive apparition dans *Agagük* (1993). Mais avec la notable exception du beau *Duel dans le Pacifique* de John Boorman (1968), face à Lee Marvin.

Alors qu'il ne tourne presque plus, Toshiro Mifune devient une « icône » du cinéma japonais, respecté et admiré (et dont la mort fait aujourd'hui la « une » de toute la presse de son pays). En 1989, il s'était prêté à la tentative de Kei Kumaï de renouer avec le style classique en interprétant avec une admirable rigueur *La Mort du maître de thé*, l'un des films tournés durant la brève période où de grands trusts explorèrent l'hypothèse de se lancer dans la production. La dernière apparition à l'écran de Toshiro Mifune aura été dans *Picture Bride*, de la jeune Américaine de Hawaï Kayo Hatta, sa présence ayant contribué à rendre possible ce film indépendant, présenté à Cannes en 1994.

Jean-Michel Frodon

■ **GIORGIO STREHLER**, homme de théâtre italien, fondateur du *Piccolo Teatro de Milan*, est mort jeudi 25 décembre d'une crise cardiaque à son domicile de Lugano (Suisse). Il était âgé de soixante-seize ans *(lire pages 16 et 17)*.

Anita Conti

Océanologue et écologiste avant l'heure

« JE NE SUIS, disait-elle, *qu'une créature solide à travers le vent. »* Anita Conti, aventurière des mers, océanologue et écologiste avant l'heure, est morte par une nuit de tempête, le soir de Noël, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans, à son domicile de Douarnenez (Finistère).

Née le 17 mai 1899 à Ermont (Val-d'Oise), Anita Conti, née Caracotchian, fut une aventurière, une exploratrice insatiable, mais aussi une femme du monde qui croisa des célébrités du siècle, de Pierre et Marie Curie, Blaise Cendrars et Théodore Monod au docteur Schweitzer et à Léopold Sédar Senghor. Fortunés, ses parents lui avaient donné le goût des voyages, mais aussi celui de l'eau : *« J'ai su nager avant de savoir marcher »*, se plaisait-elle à rappeler (*Le Monde* daté 15-16 décembre 1996). Elle passera donc la plus grande partie de sa vie sur l'eau, où, plusieurs décennies avant le commandant Jacques-Yves Cousteau, elle sut défendre le milieu marin et contribuer à lancer l'océanologie, alors balbutiante.

Relieuse d'art, dont le talent – qui fascinait Mac Orlan – est reconnu à Paris, Londres et New York, elle se marie en 1927 avec un attaché d'ambassade ; mais l'appel de la mer est le plus fort. Elle parcourt les mers, publie des reportages sur les piètres conditions sanitaires des parcs à huîtres, des réflexions sur la surexploitation des océans.

« Nous sommes les gérants, fugacement passagers, de terres, d'airs et d'eaux qui devront nourrir les foules de l'avenir. En conséquence, il faut léguer un domaine correctement entretenu », disait-elle à l'époque. En 1935, elle est engagée à l'Office scientifique et technique des pêches maritimes (ancêtre de l'Ifremer), et participe au lancement du premier navire océanographique, le *Président-Théodore-Tissier*.

Cette reconnaissance officielle est, pour elle, la possibilité de mener sans entraves la vie dont elle a toujours rêvé. *« Dès que je mets le pied à bord, je voltige. La vie est là »*, disait-elle. Elle « voltigera » donc inlassablement, de l'Islande à Terre-Neuve, de l'Ecosse au Spitzberg. En 1939, elle embarque sur les dragueurs de mines en Manche et en mer du Nord. Pendant cinq mois, elle met sa connaissance des courants au service des hommes qui, à bord de chalutiers de bois réquisitionnés pour la circonstance, sont chargés de désamorcer les mines magnétiques mouillées par les Allemands.

AVEC LES TERRE-NEUVAS

Elle passe ensuite en Afrique, chalute les mers chaudes avec les pêcheurs résistants pour ravitailler les armées alliées. Chargée par le gouvernement d'Alger, en 1943, d'étudier les techniques de pêche traditionnelles du littoral ouest-africain, elle prospectera ensuite les côtes du continent noir pendant plus de dix ans. Parallèlement, elle crée, en 1946, une pêcherie de requins en Guinée, à Conakry, s'inspire du savoir-faire nordique pour améliorer les techniques locales de fumage du poisson.

Son travail n'étant pas reconnu par les autorités locales, elle doit rentrer en Europe. En 1952, elle embarque sur le chalutier-saleur *Bois-Rosé* pour partager, à cinquante-trois ans, la dure vie des pêcheurs de Terre-Neuve, filme et photographie les campagnes morutières dans le Grand Nord. Elle en tirera un best-seller : *Racleurs d'océan*, qui sera suivi d'autres ouvrages – *Géants des mers chaudes* (1957), *L'Océan, les Bêtes et l'Homme* (1971). Des récits réalistes et pédagogiques, mais aussi poétiques et lyriques, à la gloire de ces hommes *« debout dans la mer »*.

A l'âge de soixante ans, toujours aussi passionnée, elle menait encore des expériences d'aquaculture en Italie. Elle naviguera jusqu'au bout de ses forces, à soixante-dix ans passés. Fatiguée, très malade depuis l'été dernier, où elle avait été atteinte d'une attaque cérébrale qui l'avait privée de la parole, Anita Conti s'était installée il y a cinq mois à Douarnenez.

Avec l'association regroupant les amis de l'exploratrice, la municipalité du port breton entendait mettre en valeur ces fabuleuses archives : 40 000 photographies, une dizaine de films, des carnets de bord, de la correspondance, etc. En février, les éditions Revue Noire doivent publier un livre avec 200 de ses photographies.

L'empressement de ses admirateurs amusait la vieille dame. Restée aventurière dans l'âme, elle préférait le présent au passé, amoureuse de *« la vie en marche, même sur le point de mourir »*. Vivre, disait-elle, *« c'est très surprenant. Tout passe, rien ne reste, et c'est ravissant »*...

J.-P. D.

■ **ANTUNES DA SILVA**, écrivain portugais, l'un des principaux représentants du néoréalisme, est mort dimanche 21 décembre à Lisbonne. Il était âgé de soixante-seize ans. Originaire de l'Alentejo, Antunes da Silva a consacré pratiquement toute son œuvre, de romancier et de poète, à cette province du Sud à la lutte des paysans contre les grands propriétaires terriens et pour une réforme agraire. Il fut plusieurs fois arrêté par la police politique du régime salazariste. Citons parmi ses principaux romans *Gaimirra* (1946), *Suao* (1960), *Alentejo é Sangue* (1966) et *Terras Velhas Semeadas de Novo* (1976). Il a également publié de nombreux articles dans plusieurs revues et journaux portugais.

■ **MAMADOU MADEIRA KEITA**, l'une des plus grandes figures du Rassemblement démocratique africain (RDA) au Mali, est décédé fin décembre à l'âge de quatre-vingts ans. Membre fondateur du RDA, Mamadou Madeira Keita s'était lancé dans la politique, après des études à l'école William Ponty de Dakar (Sénégal), l'établissement d'Afrique-Occidentale française où passaient les élites noires qui allaient jouer un rôle décisif dans l'accession à l'indépendance de leurs pays. Mamadou Madeira Keita avait occupé plusieurs postes ministériels, après l'indépendance du Mali, avant de devenir membre de la Commission nationale de défense de la révolution (CNDR), créée par le président Modibo Keita.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Seule, désormais, dans la vie,

Nicole, Georges ROSTAND

annonce la naissance de ses trente et unième, quarantième et quarante et unième arrière-petits-enfants,

le 16 novembre, de

Louis,

petit frère de

Jehanne, Marie-Clémence et Claire-Emmanuelle,

chez

Vincent et Christelle ROSTAND,

le 4 décembre, de

Victor,

petit frère de

Agathe et Oriane,

chez

Blandine et Bruno DEVAUX,

le 9 décembre, de

Barbara,

petite sœur de

Romain, Muriel, Renée et Myriam,

chez

Renaud et Marie-Claire PELISSIE DU RAUSAS.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Décès

– Brigitte Saint-Maurice et Constance,
Antoinette Constans,
Le docteur et Mme Pierre Constans,
Bernard et Eliane Constans et leurs enfants,
Claude et Jeannine Saint-Maurice et leurs enfants,
Marie-Paule Messager et ses enfants,
René Saint-Maurice,
Marie-Claire Lortet et ses enfants,
Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise CONSTANS,

épouse de

Michel SAINT-MAURICE (†),

survenu à Paris, le 23 décembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 décembre, à 15 heures, en l'église Saint-Benoît, à Issy-les-Moulineaux.

– Les familles Buis, Mallozzi, Piezel,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre MALLOZZI, diplômé du CNAM,

survenu le 21 décembre 1997, à l'âge de cinquante-cinq ans.

La bénédiction aura lieu le lundi 29 décembre, à 13 h 45, au funérarium du Mont-Valérien, suivie de l'incinération au cimetière des Ulis.

Sans fleurs ni couronnes.

– Yvette Ferrand,
Damien Ferrand,
Annie Mercier et Henri,
Arlette, Henri Bellenger,
Françoise, Jacques Bellynck et Céline,
Ariane Bellenger,
Lin, Véronique Bellenger et Wandrille, Florian, Sylvain
Remy, Annick Bellenger et Céline, Florie,
Priscille Bellenger,
Et les familles Ferrand, Bellenger, Bellynck, Bourdin, Ragoucy,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Guy FERRAND,

survenu le 19 décembre 1997, à l'âge de cinquante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le Père Stéphane Emmanuel, le lundi 29 décembre, à 15 heures, en l'église Sainte-Rosalie, 50, boulevard Blanqui, Paris-13e, Mo Corvisart, suivie de l'inhumation au cimetière intercommunal de Clamart, avenue de la Porte-Trivaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Ferrand, Bellynck,
115, rue de Reuilly,
75012 Paris.
Famille Mercier,
50, rue du Pontel,
78100 Saint-Germain-en-Laye.
Famille Bellenger,
11, rue Paul-Padé,
92140 Clamart.

– M. et Mme Michel Ordioni,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Louis Siméon de Buochberg,
ses enfants et petits-enfants,
ses enfants et belle-fille,
M. Pierre Benielli,
son beau-frère,
Mme Jean Benielli,
sa belle-sœur,
Mlle Paulette Cane,
sa cousine,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Paul ORDIONI
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,

survenu le 24 décembre 1997, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 29 décembre, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue Achille-Peretti, à Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Berteaux-Dumas,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Mme Christine Roussel,
sa femme,
Ses enfants et petits-enfants,
font part du décès de

M. Jean-Paul ROUSSEL,

survenu le 22 décembre 1997.

Un service sera célébré le lundi 29 décembre, à 17 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7e.

1, avenue de Tourville,
75007 Paris.

– Antoine Tournemelle, son fils,
Sera Tournemelle, sa mère,
Françoise Lancoulescu,
Et tous ses amis qui l'aimaient,
ont la douleur de faire part du décès de

Frédéric TOURNEMELLE,

survenu à Paris, le 18 décembre 1997, à l'âge de quarante-six ans.

L'inhumation aura lieu le lundi 29 décembre, à 11 h 15 ; on se réunira à la porte principale du cimetière du Montparnasse (*3, boulevard Edgar-Quinet*, Paris-14e).

65, boulevard de Vaugirard,
75015 Paris.
120, rue Montmartre,
75002 Paris.

Anniversaires de décès

– Il y a sept ans disparaissait

Adriana TOURAINE,
née ARENAS.

Alain Marisol,
Philippe Touraine,
Michel, Alexandra, Gabriel,
Andrea Reveyrand,
Isabelle Touraine,
Les familles Touraine, Arenas, Pierquin et Cornet
vous demandent une pensée pour celle qui a illuminé leur vie.

Communications diverses

– L'INALCO (LANGUES'O)
propose cours du soir en arabe vietnamien-russe-chinois
Modules 40 h (2 × 2 hebdo)
à partir de fin janvier 98.
Contacter Formation continue
01-49-26-42-31 (59)(81)

REPORTAGE

Les écolos guerriers du Kent

Devenus, depuis 1990, la coqueluche de la presse britannique et la bête noire des entreprises de travaux publics, les « eco-warriors » s'opposent, pacifiquement, aux projets d'aménagement qui défigurent le paysage. Ils vont même jusqu'à résister sous terre

DE Glasgow où il est né il y a presque quarante ans, Billy a gardé l'accent, mais aucune nostalgie. Billy n'aime pas les villes. Il n'y va que de temps en temps, pour toucher l'allocation-chômage. Agée de quarante-deux ans, Edwina a, elle aussi, largué les amarres, quittant les faubourgs de Douvres au début de l'automne, pour rejoindre Billy et la bande de West Wood. Elle non plus n'aime *pas les villes. Trop de béton, trop* de contraintes, trop de solitude. *« Ici, en pleine campagne, on se sent bien. Et puis il n'y a rien de tel qu'un bon feu de bois, non ? »*, s'exclame Billy, en posant un fagot sur les braises qui tapissent le fond du foyer – un grand trou, creusé dans le sol. La fumée envahit aussitôt la cahute, fermée seulement sur trois côtés.

A 13 heures, le ciel pluvieux pend comme un chiffon triste audessus des arbres rouillés et des buissons de ronces. La bruine crépite doucement sur les bâches en plastique. Dans un coin de ce « living room » improvisé, sommairement meublé d'objets de récupération, un réfrigérateur en panne sert de garde-manger. Deux ou trois autres tentes, petites huttes rondes couvertes du même plastique bleu vif, sont dispersées aux alentours. Ce sont les chambres. A l'entrée du campement, des ficelles ont été tendues en travers *du sentier : des boîtes de conserve* y sont accrochées, afin de prévenir les arrivées inopportunes. Tous les moyens sont bons, même les plus dérisoires, pour protéger le site. Canterbury et ses cars de police ne sont qu'à une demi-heure d'ici.

Combien sont-ils, en ce début d'hiver, à jouer les sentinelles dans le bois de West Wood, au cœur de la forêt de Lyminge, dans la région du Kent ? Pas plus d'une soixantaine, répartis en sept ou huit campements aux noms cosmopolites. Celui d'Edwina et Billy porte celui d'un dieu grec, Kairos, symbole de la chance, choisi par l'inventif Andy, un ancien prof d'anglais rallié à la cause des *eco-warriors* (« écoguerriers ») et autres *road protesters* (qui manifestent contre la construction de routes), célèbres en Grande-Bretagne depuis le début des années 90. Ces « Pieds Nickelés » de l'écologie, surgissant en hordes hétéroclites dès qu'apparaît un bulldozer, sont devenus la coqueluche de la presse londonienne et la bête noire des sociétés de travaux publics et du ministère des transports. La saga des squatters de West Wood est exemplaire de ce nouveau mouvement social, qui proclame son opposition à *« l'idéologie de la compétition et du chacun pour soi »*, selon l'expression de l'historien Théodore Zeldin, et combat les *« lobbies de la bagnole et du béton, faiseurs de mort et de laideur »*, comme l'assène le jargon militant.

Dans le Kent, la compagnie privée Rank a reçu, en mars, le feu vert des autorités pour bâtir, dans la forêt de Lyminge, un « village Oasis », immense complexe touristique avec lac artificiel, villas et bungalows de luxe par centaines, restaurants chics et terrain de golf. La contre-attaque des *eco-warriors*, accourus des quatre coins du Royaume-Uni pour occuper le site et *« sauver la forêt »*, a mis un terme provisoire aux plans de la compagnie. Si les patrons de Rank ont le droit pour eux, déloger ces énergumènes – dont le nombre peut passer du simple au triple en l'espace de quelques heures – risque de prendre énormément de temps et d'argent. Les rois du béton ont, jusqu'à présent, préféré temporiser.

« Ce camp-là s'appelle " Bastards " [" Salauds "] *parce qu'il est le plus proche du chemin par où arrivent les voitures de flics*, explique Billy. *Quand ils se pointent, c'est ce qu'on leur crie. »* Jusqu'à présent, concède-t-il, les patrouilles de police se sont contentées d'effectuer des contrôles d'identité. *« N'empêche que c'est du harcèlement ! »*, grommelle le gentleman-chômeur, arpentant d'un pas rogue la clairière bordée de chênes et de bouleaux. Plus loin, un autre camp a été baptisé « Forteress ». Un autre encore, « Astérix ». Partout se retrouvent ficelles et boîtes de conserve. Mais le plus astucieux, le plus spectaculaire, dans l'étrange machine de guerre mise en place par les étranges Robin des bois du Kent, ne se devine pas dès l'abord. Il se niche sous la terre ou au faîte des arbres.

Billy s'est accroupi pour écarter l'épais branchage qui cache l'accès au « tunnel » du camp Astérix. Une protection précaire, *« mais chaque minute perdue par les assaillants est une minute gagnée pour organiser la riposte »*, assure le rebelle de Glasgow. A quoi servent ces gros trous dans la terre ? A s'y enfouir, bien sûr ! Une fois descendu par une échelle de corde au fond du souterrain – d'une profondeur de 3 mètres, voire de 5 ou 6 –, l'écolo-guérillero glisse son bras dans une étroite galerie, creusée à l'horizontale dans la paroi. A l'intérieur a été installé un tuyau en plastique, d'où pend une menotte : il ne reste à l'enterré volontaire qu'à coincer son poignet dans la menotte, pendant qu'un de ses camarades achève d'immobiliser l'ensemble du dispositif en injectant dans la galerie des pelletées de béton. Le résulat est d'une efficacité redoutable. Selon la taille de ces « terriers », il faut compter *« entre une et six heures »* pour dégager, sans le blesser, l'enchaîné du sous-sol. L'un des plus célèbres *eco-warriors* du pays, champion de la spécialité, en a d'ailleurs tiré son nom de guerre : *Swampy* (« Marécageux »).

EN 1996, dans la région de Newbury, théâtre d'une des plus gigantesques batailles écolo qu'ait connues l'Angleterre, plusieurs centaines de policiers et de gardes de sécurité avaient dû être mobilisés pour « nettoyer » le site – prévu pour la construction d'une route à grand trafic. Accrochés aux arbres, bétonnés sous terre, attachés aux machines, des centaines d'opposants s'étaient relayés, jour et nuit, afin d'entraver l'ouverture du chantier. L'évacuation avait duré près de huit semaines et coûté au gouvernement plusieurs millions de livres. Cette « superproduction » militante, largement couverte par les médias, avait contribué à faire connaître à l'opinion britannique la cause des *eco-warriors*, ces trublions hirsutes prêts à braver le froid, la boue et la répression policière pour les beaux yeux d'un cerf ou la splendeur d'un chêne.

« C'est en voyant les reportages à la télé, il y a un an, que l'envie m'est venue de tout plaquer et de rejoindre les gens de Newbury », raconte un jeune dégingandé aux cheveux longs, portant bouc, lunettes et bob kaki. *« A l'époque, je cherchais du boulot, c'était galère »*, ajoute-t-il. Agé de vingt-huit ans, cet ancien étudiant, licencié en informatique et statistiques, habite West Wood depuis le mois de mai. Répondant au surnom de *Wizard* (« Magicien »), cet amateur de raves et de poésie classique partage son temps entre le creusement de tunnels – *« A la longue, je suis devenu un spécialiste ! »* – et ses livres. Wizard loge dans une petite caravane, *« offerte par un type du village »*. Il est l'un des seuls à connaître le nom des arbres. Le soir, il lit Chaucer ou Betjeman à la lueur de sa lampe à pétrole. Quand il en a assez de jouer à l'ermite, il pose sa pioche et va se reposer chez lui, dans le Sussex, où ses parents tiennent une petite ferme. *« Mes sœurs me soutiennent, ma mère aussi, même si elle est anxieuse de me voir mener cette vie-là*, sourit-il. *C'est vrai, on est les héritiers des hippies et des punks. C'est un drôle de cocktail ! »*

Comme Edwina et Billy, comme Alex et sa bande, adolescents en rupture de ban, aux narines et aux lèvres percées de multiples anneaux, comme Martin le nomade ou Andy l'intello, Wizard le poète a décidé de passer l'hiver à West Wood, par *« loyauté vis-à-vis de la forêt »*. Tel n'est pas l'avis d'Adam, un géant canadien d'à peine dix-neuf ans. Pour ce « voyageur » des temps modernes, descendant de Kerouac, il n'était pas question de subir, même pour la bonne cause, les rigueurs glacées d'un hiver britannique. Adam rêve à voix haute du Portugal et du Maroc. Expert en varappe, le jeune routard, en attendant des aventures plus exotiques, initie ses camarades à l'art de grimper aux arbres. Certains en ont besoin, d'autres non. Louise, *eco-warrior* de la première heure, a construit sa cabane au sommet d'un arbre, sans l'aide de personne. Elle y a installé un poêle en prévision des mauvais jours. C'est là qu'elle vit, avec son compagnon. Un vieux chien, à moitié sourd, leur sert de gardien. *« Au sommet d'un arbre, on a beaucoup plus chaud qu'à terre, où c'est toujours humide et froid »*, commente Billy, une pointe de regret dans la voix. Une bonne dizaine de *tree houses* (« maisons dans les arbres ») ont été installées à West Wood. *« D'ici, je vois le pub »*, peut-on lire sur une banderole accrochée à l'un de ces curieux tipis des cimes.

« C'est aux Etats-Unis que les premiers mouvements d'eco-warriors *sont nés – avec la création d'Earth First* [« La Terre d'abord »], *un groupe très radical »*, note le journaliste Danny Penman, un spécialiste *« de l'environnement et de l'underground »* parmi les plus connus de la presse d'outre-Manche. Pourquoi est-ce au Royaume-Uni que ces mouvements se sont développés de manière aussi spectaculaire ? Question d'histoire et de mémoire, explique George Monbiot, universitaire, professeur d'environnement à Oxford : *« Depuis le XVIII[e] siècle, les campagnes du royaume ont été systématiquement vidées de leurs populations rurales, au profit des gros propriétaires : c'est la fameuse " enclosure " décrite par les historiens*, souligne-t-il. *Aujourd'hui, revendiquer le respect de la nature est une manière d'exiger sa place dans la vie de la nation. Depuis Margaret Thatcher, notre société connaît un terrible mouvement d'exclusion sociale, et il ne semble pas que les choses doivent changer avec Tony Blair. Si l'on ajoute à ce tableau les destructions que les grosses compagnies ont infligées au pays, sous couvert de " développement ", on comprend mieux la réaction de ces gens. »*

La popularité des *road protests* est telle que certaines entreprises britanniques, comme le groupe Tarmac, ont intégré dans leur stratégie cette nouvelle donnée. Un *« jury d'experts indépendants »* a ainsi été mis en place par la direction de Tarmac afin d'*« améliorer »* les projets du groupe et d'en faire annuellement le *« bilan critique »*. Poudre aux yeux ou vrai signal ? Selon l'universitaire George Monbiot, la réduction massive du budget des travaux publics – dont une part importante est réservée à la construction des routes et autoroutes – est à mettre à l'actif des mouvements de protestation. *« De 23 milliards de livres en 1992, on est descendu à 6 milliards en 1996 et à moins de 4 milliards aujourd'hui »*, précise-t-il. Pour lui, il n'y a aucun doute : la révolte des *eco-warriors « est le mouvement révolutionnaire le plus important, en Europe de l'Ouest, depuis ces cinquante dernières années »*.

En France, la vague arrive timidement. Présents sur Internet (http ://www.imaginet.fr/~onafor/ecoguerrier.html) et dans la forêt de Fontainebleau, les éco-guerriers de l'Hexagone ont, jusqu'à présent, limité leurs performances à quelques opérations de sabotage contre des véhicules de l'Office national des forêts (ONF). Ces actions d'éclat avaient coûté quelques semaines de prison, durant l'hiver 1994, à trois d'entre eux. Cet automne, les éco-guerriers ont récidivé : les grilles de la réserve de chasse présidentielle de Marly-le-Roi (Yvelines) ont été arrachées, ce qui a permis à une partie des faisans – théoriquement promis aux fusils des hôtes du chef de l'Etat – de prendre la clé des champs. *« La terre est première et mère de toute vie »*, proclame l'article premier de la Déclaration des droits de la terre et des espèces des éco-guerriers parisiens, pour qui *« l'Homme, en tant qu'espèce »*, n'est qu'un *« membre parmi d'autres »* de la grande *« communauté »* terrienne. *« Le plus dingue, ce sont les ravages commis par les industriels et l'artificialisation à outrance de tous les milieux naturels*, souligne l'un de ces guérilleros anonymes. *Bientôt, on n'aura plus que des images virtuelles de la nature ! »*

AU rythme – accéléré – où se développe, en France comme au Royaume-Uni, un sentiment de désenchantement à l'égard de la politique et des partis traditionnels, il n'est pas insensé de prévoir un bel avenir à ces nouveaux adeptes de la contestation sauvage. *« Envoyer des communiqués ou organiser une manif, c'est ennuyeux et ça ne sert à rien. Au moins, quand on fait une action commando, on se marre ! »*, résume l'un d'eux. En Grande-Bretagne, lors d'une conférence de presse, un journaliste demanda à Swampy pourquoi lui et ses camarades ne suivaient pas les *« voies normales »* pour s'exprimer et préféraient narguer la loi. *« Si je m'étais contenté d'écrire à mon député*, répondit l'insolent, *est-ce que vous seriez tous là, aujourd'hui, à écouter ce que je dis ? »* A West Wood, comme à Fontainebleau, la leçon a été entendue.

Catherine Simon

Dessin : Jean-Pierre Cagnat

du Kent



Les deux procès *par Pierre Lellouche*

UN tribunal, un livre. Deux histoires, deux procès, deux idéologies, le nazisme et le communisme, qui ont ensanglanté le siècle et qui, sans prévenir, se télescopent dans le ciel troublé d'une France malade de son chômage, de ses paralysies sociales et politiques. Les Français, eux, n'en demandaient pas tant. C'est que l'exercice d'introspection collective tombe mal, dans un pays effrayé par son déclin face à la mondialisation, et qui se met à douter de tout, de ses hommes politiques bien sûr, mais aussi de lui-même... et de son histoire.

Vichy tout d'abord. Cinquante-trois ans après, Maurice Papon souille l'imagerie d'Epinal, soigneusement entretenue de de Gaulle à Mitterrand, d'une France occupée mais unanimement résistante et gaulliste. Resurgissent, au travers du secrétaire général de la préfecture de Bordeaux, l'Etat français de Vichy, ses crimes mais surtout ses rouages, ses fonctionnaires, ses grandes et ses petites lâchetés.

Le pire sans doute dans cette *histoire est que Papon n'est pas* à la hauteur du crime. Il n'est ni Bousquet, ni Laval, ni l'un des grands organisateurs de la complicité française à la « solution finale ». Un simple *« rouage »*, reconnaît lui-même Serge Klarsfeld, un fonctionnaire *zélé* et opportuniste qui servira ses chefs successifs avant, pendant et après Vichy. Il serait tellement plus simple de juger un « monstre », par définition différent du reste de la société, plutôt que le « rouage » découvert tardivement d'une machine bureaucratique anonyme. C'est en cela que la mise en cause de ce sous-fifre fait plus mal encore à l'inconscient collectif. C'est pour *cela aussi qu'on a entendu se lever* à droite, mais aussi à gauche, les voix de tous ceux qui sentent leur France, leur histoire, leur gaullisme, même, insultés par ce procès trop tardif et presque inopportun. Pourquoi le cacher : j'ai été souvent glacé devant la violence de certaines réactions entendues ici ou là, y compris dans les plus chics des dîners en ville, certains dénonçant même un *« complot étranger »* pour déstabiliser la France...

Mais alors même que la plaie Papon ne fait que commencer de s'ouvrir surgit l'autre procès du siècle : celui du communisme, instruit cette fois sous la forme d'un livre. J'ignore si Stéphane Courtois et ses coauteurs imaginaient le retentissement de leur ouvrage. J'en doute pour ma part. Si pour la première fois, les auteurs nous livrent un bilan global des ravages du communisme dans le monde depuis 1917, l'essentiel, pour ne pas dire l'essentiel des horreurs et des génocides, nous était parvenu depuis près de cinquante ans, dès le début de la guerre froide.

Là encore, comment ne pas constater combien ce procès est tardif ! Tout le monde savait, mais personne, un demi-siècle durant, ne voulut juger – hormis, derrière Aron, quelques intellectuels libéraux, rejoints au fil des années par ceux qui, comme Furet, avaient ouvert les yeux sur leur engagement communiste.

Là encore, les Français – surtout *ceux qui se réclament de la* gauche – n'ont nulle envie de ce procès-là. A chacun son *« assez, assez, assez »* ! Interrogé sur le sujet – il est vrai maladroitement – à l'Assemblée, M. Jospin se félicite publiquement de gouverner, seul dans le monde occidental, avec des communistes, dont il récrit sans vergogne l'histoire. M. Hue offre désormais au PCF le visage débonnaire du communisme post-guerre froide. Quant à la France, elle a retrouvé depuis juin ses chimères d'une économie administrée, où l'Etat embauche les jeunes et créera des emplois en obligeant les entreprises à travailler moins, le tout au nom d'un socialisme terriblement *archaïque sur le fond, mais* d'apparence si « moderne ».

Comment, dans ce contexte, être étonné de l'acquiescement des intellectuels au grand exercice de blanchiment du marxisme auquel il nous est donné d'assister ? Avocat le plus éloquent de ce courant de pensée, Jean-Marie Colombani conteste dans ces colonnes *« le parti pris idéologique »* des auteurs du *Livre noir du communisme*. Pour lui, le travail des auteurs se résume en une simple *« addition »* (85 à 100 millions de morts) sans signification historique, une addition après tout comparable à une autre, comme celle des crimes capitalistes commis en Algérie par l'armée française ou au Vietnam par *« le feu roulant des B-52 américains »*.

Nazisme et communisme se télescopent dans le ciel d'une France malade

Pour M. Colombani et, derrière lui, pour la gauche française, il *existera toujours une différence de* nature entre le crime commis par un communiste et celui commis par un nazi ou un supplétif de Vichy, *le premier étant de bonne foi* puisqu'il *« s'est engagé en croyant à un idéal relié à l'espérance démocratique »*, tandis que le second serait, lui, *« attiré par un système qui repose sur l'exclusion et qui fait appel aux pulsions les plus dangereuses de l'individu »*. Fondamentalement, la gauche française continue cinquante ans après de refuser que l'on mette sur le même plan les horreurs des uns et des autres. Ce qui lui permet de revendiquer sans complexe sa filiation marxiste au mépris d'une histoire qu'elle refuse d'accepter pour elle-même. Ce qui, accessoirement, lui permet aussi de justifier une alliance avec un communisme lavé de tout soupçon *tout en accusant la droite républicaine* de préparer une alliance avec le diable. C'est que, nous dit-on, tout ce qui viendrait mettre en parallèle les barbaries nazies et communistes (comme l'avaient fait il y a cinquante ans déjà Hannah Arendt et Raymond Aron) servirait à légitimer l'extrême droite. En somme parce que Le Pen est un danger, réel, il conviendrait de ne pas trop fouiller dans les placards de l'histoire de l'autre camp...

Décidément, le corps politique français a bien du mal à s'affranchir de son passé, de ses indigestions de fascisme à la française avant guerre et sous l'Occupation, puis de communisme à la mode soviétique après 1945. C'est ce passé-là qui resurgit aujourd'hui sans prévenir, dans une France sans repères, tiraillée à nouveau par les extrémismes.

Ce qui frappe en tout cas, de Bordeaux à Paris, c'est que le double procès instruit aujourd'hui en France contre les totalitarismes demeure toujours aussi profondément refusé, sinon par le peuple, du moins par les clercs et les élites politiques, comme tétanisés par leurs responsabilités... et par l'ombre du lepénisme.

Serait-il donc si impossible que cela de reconnaître l'ampleur du déshonneur de Vichy sans pour *autant souiller tous les Français et* toute l'histoire de France –, sans parler du gaullisme ? Serait-il donc également si impossible que cela d'être de gauche, en France, sans faire mine d'oublier ou de minimiser les horreurs engendrées par le totalitarisme communiste ? A quand, enfin, une droite et une gauche françaises décomplexées, car libérées de ce double héritage terrible ?

Il y a quelques jours, en remettant au Centre de documentation juive contemporaine les fichiers juifs de Vichy, le président de la République a appelé les Français à regarder sereinement leur *« histoire en face »*, sans complexe ni autoflagellation, pour – a-t-il ajouté – *« imaginer le présent »*. Nous en sommes, hélas ! bien loin. Raison de plus pour que, chacun à *notre place, nous devenions les* militants d'une vraie rénovation idéologique de notre vie politique, loin des spectres sanglants de ce siècle.

***Pierre Lellouche** est député (RPR) de Paris.*

L'age d'or des musées vivants

Suite de la première page

Pour être moins explosif, ce programme s'est poursuivi en 1997, et 1998 apportera son lot d'inaugurations. Pourquoi le succès du musée en cette fin de siècle ?

Il faut reconnaître que l'institution est aujourd'hui méconnaissable. C'est désormais une bizarre auberge espagnole. Lieu de délectation et outil pédagogique hérité du XIXe siècle, elle est devenue une église où l'on rend un culte aveugle à l'art devenu substitut religieux. Mais aussi une banque où sont stockées des œuvres dont la valeur est infiniment plus grande que n'importe quelle action. C'est enfin un conservatoire de la mémoire au cœur de territoires qui, villes et campagnes, se sont da*vantage modifiés depuis* la Libération qu'au cours de plusieurs siècles d'histoire. Les destructions de la guerre, les effets de reconstructions *hasardeuses et de la* spéculation, l'exode rural, le développement des banlieues, tout, dans les domaines urbains et architecturaux, aura contribué à fonder le renouveau de cette institution, l'une de celles où la réflexion architecturale est d'ailleurs le plus fortement sollicitée.

EFFET VITRINE

A la veille du troisième millénaire, le musée s'est donc transformé en une sorte d'institution culturelle « attrape-tout ». A côté des collections permanentes, on trouve des salles d'exposition temporaires, des auditoriums, des cinémas, des boutiques et des restaurants. Ecoles d'art à contenu supérieur et à vocation populaire, ils font aussi partie des circuits touristiques obligés, et à ce titre engendrent une activité *économique* non négligeable. Ce sont des pôles capables, dit-on, de régénérer des quartiers ou de freiner le déclin des villes ; l'implantation du Guggenheim à Bilbao répond parfaitement à cette théorie. Apparemment, le public a plébiscité ces lieux où il peut butiner la culture à son gré. Les esprits chagrins (ou réalistes) parleront de la superficialité de ces approches ; ils déplorent le simulacre de culture qui se joue désormais ici, trahie par le *clinquant de l'architecture* ; ils vilipendent ces groupes patrouillant au pas de charge au travers des salles, sans rien voir ni comprendre, *derrière un guide vociférant.*

Ceux qui regrettent l'âge d'or de ces établissements, où savoir rimait avec devoir, sont d'ailleurs court-circuités par les artistes eux-mêmes, qui ont trouvé à leur tour le chemin du musée. Ils veulent tous « en être ». Buren, qui entendait exposer ses œuvres sur les murs de la ville, s'affiche dans un café du Louvre, bastion du « conservatisme ». Et pour être bien sûrs d'y entrer de leur vivant, les plasticiens se lancent dans la création d'œuvres dont la taille interdit la présentation ailleurs que dans des lieux construits pour elles : les musées, évidemment.

Une autre attaque vient des puristes. Peut-on seulement « voir » une œuvre dans un tel établissement ? Un tableau – ou une *sculpture, une tapisserie*, un meuble, une installation – ne serait pas fait pour être présenté au milieu de centaines de pièces qui *toutes sollicitent l'attention exclusive* de l'amateur. L'abondance et la promiscuité tueraient donc autant que le ridicule. Sans doute un tableau d'autel ou une *statue de* saint sont-ils plus à leur place dans une église. Comme un paysage impressionniste serait davantage à son aise dans un salon bourgeois, etc. Mais, au-delà des questions de préservation, contre les dégradations du temps ou les vols, où et comment peut-on montrer ces richesses au plus grand nombre ?

Les musées étaient initialement, en Europe, l'apanage de l'Etat, et à ce titre fréquemment transformés en vitrines nationales, voire nationalistes. Les milliardaires, notamment américains, leur ont emboîté le pas, et les multinationales florissantes ont pris le relais. Elles se sont précipitées dans la brèche, offrant à leur tour au public la possibilité d'admirer des œuvres d'art, rassemblées dans des bâtiments à l'architecture impressionnante, l'ensemble étant géré par des fondations généreusement financées et devenues souvent des entreprises autonomes.

ARBITRES DES ÉLÉGANCES

Le prestige des œuvres, comme de ces édifices, rehausse la renommée de la firme fondatrice et lui confère la qualité de mécène éclairé. *Une excellente opération de* communication. Lesdites entreprises se servent avec talent de l'architecture, devenue garante de la valeur marchande des collections présentées, sur lesquelles n'ont pas toujours veillé les conservateurs les plus indépendants.

Tout n'est, certes, pas si simple. Les richissimes fondations « à l'américaine », entièrement financées, en théorie, par l'argent privé, sont accueillies, voire supportées avec une ferveur diverse par les contribuables, comme pour le Guggenheim de Bilbao. Les musées « à la française », dépendant essentiellement de fonds publics, doivent cependant compter de plus en plus sur la générosité des donateurs et mécènes. Entre les deux extrêmes, on trouve toutes les situations : la Grande-Bretagne tend ainsi à privatiser son parc muséal, les pouvoirs publics limitant à l'extrême leur part dans les *frais de fonctionnement*. Quant aux investissements, ils ne sont soutenus par les fonds de la loterie qu'à proportion de l'apport des *mécènes, ainsi en position d'ar*bitres des élégances.

Dans ce contexte, l'expertise des conservateurs, vitale pour l'au*thentification et l'analyse des* œuvres, mais nécessaire à la valorisation commerciale des collections, a bien du mérite lorsqu'elle garde sa pureté. Fondations et musées, confondus par le public dans un même statut, sont devenus des enjeux économiques et, de plus en plus, l'expression d'un libéralisme sans états d'âme. Expansionnisme économique et culturel allant de pair, les plus riches risquent de faire la loi dans l'univers des arts.

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

AU COURRIER DU « MONDE »

LA MEILLEURE MINISTRE

Ségolène Royal, après sa nomination au gouvernement, a déclaré qu'elle voulait être *« perçue dans sa fonction en tant que femme »* et *qu'il fallait donc l'appeler Madame la* ministre et non plus Madame *le* ministre. On apprend maintenant que Jacques Chirac et Lionel Jospin, *applaudis par Benoîte Groult*, militent pour le féminisme grammatical et que les textes officiels mentionneront désormais le sexe des agents (et des agentes ?) de l'Etat.

Tout ce qui concourt à l'égalité des sexes est bienvenu. Mais n'est-on pas en train, pour y parvenir, d'aller à l'encontre du but recherché ? Si Jean-Pierre Chevènement, ou Charles Pasqua avant lui, avait déclaré : *« Je veux être perçu, dans ma fonction de ministre, en tant qu'homme »* (par opposition à une femme), n'aurait-il pas été ridicule ? Si l'on affirme que Ségolène Royal est *le* meilleur ministre du gouvernement, protestera-t-elle ? Pour l'emploi du masculin sans doute, par modestie sûrement. Mais si l'on dit qu'elle est *la* meilleure ministre, n'ira-t-on pas comprendre qu'elle ne supplante que ses collègues féminines et que les mâles du gouvernement demeurent au-dessus du concours, comme le sont les hommes à l'égard d'une épreuve sportive féminine, aux performances généralement moindres ?

On doit certes regretter qu'il n'existe pas, en français, de genre grammatical générique autre que le masculin. Il faut donc en inven*ter un autre, effectivement sui generis*. Mais, en attendant, ne serait-il pas sage de s'accommoder du fait qu'un masculin générique peut englober tous les sexes, comme toutes les races ? A défaut, ne verra-t-on pas le féminisme grammatical, de conquête en conquête, conduire nos hommes politiques à haranguer, la mondialisation aidant, « les êtres humains et les êtres humaines » et donner ainsi raison à l'ironie décapante de Coluche, qui en appelait aux Belges et aux Belges ?

Pierre Handburger
Auch (Gers)

Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Oui, il faut aider la Corée

LES chiffres peuvent paraître exorbitants : 57 milliards de dollars (environ 340 milliards de francs) de crédits, sous formes diverses, programmés par le FMI, la Banque mondiale, le Japon et les Occidentaux pour venir au « secours » d'un des pays les plus riches du monde, la Corée du Sud. Entre les lignes, ici ou là, au détour des conversations, et plus particulièrement dans le tiers monde, on décèlerait assez vite un sentiment de colère et d'étonnement. Pareille mobilisation au chevet de la onzième puissance économique de la planète ! Que n'en fait-on, ne serait-ce que la moitié, pour les plus pauvres ! *Faut-il vraiment que l'épargne* mondiale soit ainsi sollicitée pour un pays un tantinet protectionniste, qui déverse ses produits à bas prix *sur* nos marchés et, suprême ingratitude, semblait ces derniers jours flirter avec un soupçon de xénophobie anti-occidentale...

La réponse est catégorique. Oui, il faut aider la Corée. La raison en est simple : aider la Corée, c'est nous aider nous-mêmes. Comme dit Jacques Attali, la Corée, plus exactement la faillite du système bancaire et financier coréen, c'est un Crédit lyonnais à l'échelle planétaire. Et de même que le gouvernement français ne pouvait laisser tomber le Crédit lyonnais, sauf à risquer un ébranlement de tout le système bancaire du pays, de même la communauté interna*tionale ne peut abandonner* Séoul, sauf à prendre la responsabilité d'une crise générale.

Effet mécanique de la mondialisation des échanges financiers et commerciaux, *« on paye maintenant pour les péchés de son voisin »*, explique Michel Camdessus, le directeur du Fonds monétaire. De la même manière que l'on profitait, hier, de sa bonne santé économique, sous forme d'exportations accrues vers un pays qui nous achetait le TGV et des Airbus. La mondialisation a créé plus d'emplois qu'elle n'en a détruits.

Face à une crise de ce type, la mondialisation, c'est-à-dire l'imbrication de plus en plus serrée des échanges, impose une forme de solidarité. Le premier à payer pour le « péché » coréen est d'ailleurs son voisin japonais. Le Japon a prêté beaucoup d'argent aux entreprises et aux banques coréennes. *Si la Corée était laissée* en défaut de paiement, l'ensemble du système financier nippon en pâtirait. Cela enfoncerait un peu *plus le Japon dans* une récession dont il a le plus grand mal à sortir. Un marasme durable dans l'une des toutes premières économies du monde ne profiterait à personne, pas plus aux Européens qu'aux Américains, pas plus aux Africains qu'aux Asiatiques.

D'où l'impérieuse nécessité d'aider la Corée. Mais, en contrepartie de la solidarité qui lui est manifestée, la Corée n'a pas le droit de chipoter sur les conditions dont l'aide est assortie. Il est normal que des firmes étrangères soient autorisées à prendre le contrôle d'entreprises coréennes ; il est bon que s'ouvre le marché coréen ; il est plus que justifié que soit exigé *de Séoul un minimum de trans*parence dans un système politico-financier où régnait jusqu'alors une opacité malsaine. La solidarité crée aussi des devoirs.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

Le redressement britannique

IL Y A QUELQUES JOURS, devant la Chambre des communes, Sir Stafford Cripps, chancelier de l'Echiquier et ministre britannique des affaires économiques, faisait le point de l'effort de redressement entrepris en Grande-Bretagne. Il apparaît ainsi que le déficit de la balance des paiements extérieurs du Royaume-Uni reste l'aspect le plus inquiétant ou le moins favorable d'une situation qui comporte, en revanche, bien des signes encourageants. Non pas que ce déficit, attaqué depuis plusieurs mois sur tous les fronts, n'ait été sensiblement atténué, puisque le taux des dépenses britanniques en dollars, qui s'élevait à 90 *millions par semaine en sep*tembre, est tombé actuellement au chiffre de 55 millions.

Comment sera couvert ce défi*cit ? Sans doute est-il possible de* fonder de sérieux espoirs sur les récents progrès de la production britannique. Malgré tout, ces progrès demandent à être confirmés, d'autant qu'ils ne seront pas forcément suivis d'un accroissement correspondant des exportations, en raison des difficultés qui s'élèvent déjà en matière de prix et de débouchés.

En vérité, seul le plan Marshall permettra à l'Angleterre, à l'instar des autres nations de l'Europe occidentale, de surmonter, au cours des prochaines années, les difficultés inextricables qui lui rendent si *difficile un retour à l'équilibre* économique et financier. Nul ne l'ignore outre-Manche, et moins que tout autre Sir Stafford Cripps, *qui cependant n'en parle guère*, préférant rappeler à ses compatriotes que le maintien de l'indépendance de leur pays dépend d'abord de leurs propres efforts.

(27 décembre 1947.)

هكذا من الأصل

BILAN La reprise de la consommation, tant annoncée depuis la rentrée, semble s'être confirmée dans les magasins à la veille des fêtes. ● LE CHAPON, soutenu par un matraquage publicitaire, est en train de rattraper la sempiternelle dinde, au menu des repas de Noël. ● LES BIENS de consommation durables prennent cette année leur revanche sur l'automobile, qui avait été choyée par les gouvernements Balladur et Juppé, entre 1993 et 1996 : la baisse de 20 % des ventes de voitures a en partie profité aux autres produits. ● LE TÉLÉPHONE MOBILE a battu tous ses records, avec plus de 700 000 ventes sur la fin de l'année, et le cap des cinq millions d'abonnés franchi. ● LES JEUX VIDÉO font plus que jamais, en 1997, figure de rouleau compresseur sur le marché du jouet, mais aussi auprès des jeunes adultes.

L'électronique grand public domine les ventes de Noël

Téléphone mobile, micro-ordinateurs, CD-Rom, jeux vidéo sont parmi les cadeaux les plus demandés en 1997. La baisse du marché de l'automobile a profité en partie aux autres biens de consommation durables

UN SONDAGE commandé à l'institut Ipsos par les Galeries Lafayette à la veille de Noël l'affirmait : seuls 3 % des Français prévoyaient d'acheter leurs cadeaux *« dans l'urgence »*, soit *« la veille ou le jour même du réveillon »*. Un bon tiers des consommateurs *« commencent à acheter leurs cadeaux un ou deux mois avant le jour J, et 39 % entre un mois et une semaine »*. Pourtant, les magasins ont observé ces derniers jours la traditionnelle ruée des clients. *« Ce devait être un "gros 3 %" »*, ironisait un vendeur, débordé, dans un magasin parisien, le 24 décembre dans l'après-midi...

Chapon, téléphone mobile, jeux vidéo, micro-informatique : le hit-parade des ventes de Noël 1997 ressemble à celui de 1996... en plus frénétique. Aux rayons alimentaires d'Auchan ou de Carrefour, on le confirme : le chapon, fermier de préférence, est en train de rattraper l'éternelle dinde de Noël, même si celle-ci fait encore la course en tête. Le matraquage publicitaire pratiqué par les éleveurs de chapons a apparemment porté ses fruits.

En matière de repas de fête, les consommateurs sont en quête de simplicité et d'authentique. Le tout nouveau leader mondial du foie gras, Rougié-Palmilord, observe cette année une demande de *« foies crus entiers à cuisiner »*, tandis que, pour les huîtres, les appellations (Marennes, Normandie...) et les systèmes d'ouverture facile sont plébiscités.

Mais l'année 1997 a surtout un petit parfum de revanche des biens de consommation durables sur l'automobile. Celle-ci, choyée par les gouvernements Balladur et Juppé, entre 1993 et 1996, a connu, après l'arrêt des primes à la casse, fin 1996, son année la plus noire depuis 1974, enregistrant en 1997 une baisse de plus de 20 % des immatriculations, soit 300 000 voitures. Un manque à gagner de quelque 20 milliards de francs... pas perdus pour tout le monde. *« Cela a libéré des marges budgétaires dans les foyers, au profit d'autres produits »*, observe Robert Rochefort, du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc).

Dans l'électro-ménager, on distinguait jusqu'à récemment deux domaines : le blanc (machines à laver, réfrigérateurs...) et le brun (hi-fi, télé, vidéo...). On assiste depuis deux ou trois ans à l'émergence d'un troisième secteur, baptisé « gris » par les professionnels, coiffant la micro-informatique et le téléphone mobile. Ce dernier a vu s'amplifier le succès déjà observé en 1996 : au moment des fêtes, 700 000 à 800 000 nouveaux abonnés auront rejoint la foule déjà nombreuse des usagers de téléphones mobiles. Là-encore, la publicité massive des opérateurs a été déterminante. *« Mais elle ne peut pas imposer à elle seule un produit,* tempère M. Rochefort. *Aujourd'hui, la capacité de décodage et de résistance du consommateur est grande. La publicité asseoit le succès des produits qui ont déjà décollé. »* C'est le cas du « mobile », qui compte désormais quelque cinq millions d'adeptes en France.

Les micro-ordinateurs, eux, ne sont pas des nouveaux venus. Mais ils ont trouvé une nouvelle dynamique en 1997 grâce à trois phénomènes. D'abord leur entrée massive dans les linéaires des grandes surfaces, qui ont contribué à leur démocratisation en même temps qu'à la baisse des prix. Ensuite, la popularisation d'Internet, qui sort progressivement le multimédia de son ghetto branché. Enfin, le foisonnement de créativité des fabricants de logiciels, qui a donné un coup de fouet à la vente de CD-ROM, culturels ou éducatifs, mais aussi de jeux. Le micro est en passe de devenir le premier concurrent de la console de jeu.

Les jeux vidéo font encore en 1997 figure de *« véritable rouleau compresseur sur le marché du jouet »*, affirme François Loizel, chef de groupe jouets à la centrale d'achats d'Auchan. Après une première vague, vite retombée, au début de la décennie, lors de l'arrivée de Sega et Nintendo, un nouveau duel a relancé ce marché : Sony Playstation contre Nintendo 64. Avec un avantage au premier, *« qui sait mieux commercialiser des produits grand public et a développé un marketing ciblé sur les adultes autant que sur les adolescents »*, analyse un représentant de Micromania. Près de 2 millions de consoles, de toutes marques, se seraient vendues en 1997 en France, dont un tiers au moment des fêtes. Si l'on y ajoute deux ou trois logiciels de jeux par console, le marché frôlerait les 3 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Le Credoc veut voir dans cette bonne tenue des ventes de Noël la confirmation de la reprise de la consommation observée depuis la rentrée. *« Les gens avaient annoncé qu'ils ne dépenseraient pas beaucoup, mais ils n'ont apparemment pas tenu parole,* déclare M. Rochefort. *Le désir de consommer semble être revenu, avec une tendance nette à mêler plaisir et utilité. »* Rarement les voeux de *« bonne année »* ont eu autant de chances de se réaliser qu'en 1998...

Pascal Galinier

César à la conquête du monde

César, l'empereur français du masque et de la panoplie, a choisi l'offensive. Le 31 octobre, en pleine nuit d'Halloween, la PME de Saumur (265 millions de francs de chiffre d'affaires prévu en 1997) signait un protocole de rachat du numéro deux américain du déguisement, Disguise (300 millions de francs de chiffre d'affaires), se propulsant ainsi au premier rang mondial de la spécialité. C'est la quatrième acquisition réalisée par le PDG de César, Richard Roizen, depuis 1990.

Objectif : mieux s'intégrer aux traditions locales et s'affranchir de la trop grande saisonnalité de l'activité. En France, 75 % des ventes de déguisements se réalisent autour de Noël. En Espagne, en Italie, et surtout en Europe du Nord, la période du carnaval, en février, est plus importante. Aux Etats-Unis, c'est Halloween qui génère le gros de l'activité : Disguise réalise 100 % de son chiffre d'affaires à cette époque. M. Roizen se félicite de l'émergence de cette fête dans la tradition française, tout en se défendant d'être un cheval de Troie de la culture américaine : *« C'est une fête celte avant tout »*, affirme-t-il. D'ailleurs, s'il est détenteur des grandes licences américaines (Disney, Warner, etc.), César reconnaît que les grands classiques de la panoplie sont éternels, à l'image de leurs héros : la princesse, Ivanhoé, Zorro...

700 000 téléphones portables vendus pour les fêtes

LES TROIS OPÉRATEURS de téléphonie mobile, France Télécom, SFR (groupe Générale des eaux) et Bouygues Télécom n'en reviennent pas : pour les fêtes, les ventes de portables ont dépassé leurs prévisions les plus optimistes. A la veille de Noël, ils estimaient entre 700 000 et 800 000 le nombre des nouveaux abonnés ralliés à l'un de leurs réseaux pendant le seul mois de décembre. Le taux d'équipement des Français en téléphones mobiles devrait ainsi atteindre 9 % à la fin de l'année, soit 5 millions d'abonnés.

« C'est un phénomène de société », assure Marie-Pierre Sibilat, directrice de la publicité de SFR, qui souligne que les ventes de décembre représentent le double de celles de novembre. *« On a multiplié les campagnes de promotion,* reconnaît-elle, *mais le bouche-à-oreille a aussi fonctionné. Le téléphone portable n'est plus perçu comme un gadget, on ne peut plus s'en passer. »* Si les cadres l'ont depuis longtemps plébiscité, ce sont maintenant *« les mères de famille qui l'adoptent, pour s'assurer de la sécurité de leurs enfants, et pour la liberté de mouvement qu'il procure »*.

Chez France Télécom, dont le réseau Itinéris a gagné environ 400 000 nouveaux clients dans le mois, on se félicite d'approcher désormais les 3 millions d'abonnés. Chez Bouygues Télécom, on se frotte aussi les mains. Selon son porte-parole, Hugues de Jessey, les objectifs de 1997 auront été dépassés de 50 % : au lieu des 300 000 abonnés supplémentaires espérés cette année, le dernier-né des opérateurs aura engrangé entre 450 000 et 500 000 clients supplémentaires.

GRAND PUBLIC

Pour M. de Jessey, Bouygues n'est pas pour rien dans l'explosion des ventes en cette fin d'année. *« Dans tous les pays, l'arrivée d'un troisième opérateur a été un élément déclencheur,* affirme-t-il. *En ce qui nous concerne, nous sommes arrivés à un moment où le marché français était encore arriéré. Nous avons attaqué le marché d'une façon différente des deux autres opérateurs, en ciblant le grand public, et en faisant une offre compatible avec ses attentes, par le biais du forfait. »*

Dans un marché réputé pour l'âpreté de la concurrence qui y règne, une fois n'est pas coutume : chacun se congratule pour cette année *« fabuleuse pour les trois opérateurs »*.

Anne-Marie Rocco

NEC injecte de nouveau des capitaux dans Packard Bell

NIPPON Electric Company (NEC) paye cher ses ambitions mondiales dans la micro-informatique. Le groupe japonais va devoir injecter 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs), sous forme de prêt, dans Packard Bell, société américaine qui regroupe l'ensemble de ses intérêts dans l'informatique personnelle hors du Japon. NEC, qui avait déjà investi 873 millions de dollars dans Packard Bell, augmentera également sa participation de 19,8 % à 49 % en transformant des actions qui, jusqu'à présent, ne lui donnaient pas de droit de vote.

NEC devient ainsi l'actionnaire prépondérant de Packard Bell, dans lequel il était entré en août 1995. Les autres actionnaires voient leurs parts se réduire : les fondateurs, qui contrôlaient encore juridiquement la société, ne conservent que 38,38 % tandis que le français Bull, qui détenait 19,8 %, voit sa part tomber à 12,62 %. Le Français garantira à hauteur de 20 % le prêt fourni par NEC à Packard Bell.

COOPÉRATION

Les liens entre ces trois entreprises sont anciens. NEC détient 17,7 % du capital de Bull. Le français dispose d'un accord de coopération avec Packard Bell depuis que ce dernier lui a racheté Zenith Data Systems (ZDS), constructeur de micro-ordinateurs qui a accumulé énormément de pertes. Numéro deux de la micro-informatique aux Etats-Unis, derrière Compaq, Packard Bell connaît une forte croissance, mais n'a jamais obtenu une rentabilité satisfaisante.

Si NEC est amené, aujourd'hui, à renflouer Packard Bell, c'est parce qu'il mise sur ce partenariat pour devenir, dans les années qui viennent, le numéro un mondial de la micro-informatique. Mathématiquement, il est actuellement le numéro deux, avec 10,2 % de part de marché, contre 10,3 % pour Compaq. Mais ce résultat traduit surtout son poids sur le marché japonais, qui a été longtemps totalement fermé aux produits étrangers. Le groupe, qui dispose d'une grande puissance industrielle et financière, espère s'imposer sur le marché mondial grâce à Packard Bell, sa tête de pont américaine.

A.-M. R.

Iberia pourrait être privatisée en 1998

EN 1998, Iberia pourrait être intégralement privatisée si le redressement de la compagnie aérienne se confirme et si les conditions du marché le permettent. Au plus tard, la privatisation aura lieu au premier semestre 1999. Dès février ou mars 1998, British Airways et American Airlines, avec lesquelles la compagnie espagnole a conclu un accord de coopération cet été, prendront chacune 5 % à l'occasion d'une augmentation de capital de 20 milliards de pesetas (800 millions de francs), à laquelle souscrira également l'Etat. Celle-ci constituera la seconde partie de sa recapitalisation – Iberia a déjà reçu 87 milliards de pesetas, – acceptée par Bruxelles en échange d'un plan de restructuration sévère : gel des salaires, réduction des effectifs, désengagement progressif de la compagnie argentine Aerolineas... Reste toutefois une interrogation : Bruxelles n'a toujours pas donné son feu vert à l'alliance entre British Airways et American Airlines.

Entre 25 % et 30 % des actions d'Iberia seront vendues à des investisseurs espagnols ; entre 55 % et 60 % feront par ailleurs l'objet d'une mise en Bourse, enfin, 5 % à 7 % des actions seront cédées aux salariés qui, en contrepartie, accepteront une baisse de leur rémunération. La valorisation d'Iberia n'est pas connue. Mais selon certains analystes la vente d'Iberia devrait rapporter plus de 20 milliards de francs à son actionnaire, la holding publique SEPI (Société d'Etat de participations industrielles) – soit la moitié des recettes de privatisation prévues l'an prochain.

Avec un résultat net de 3,37 milliards de pesetas en 1996, Iberia a renoué avec les bénéfices pour la première fois depuis 1989. En 1997, elle devrait gagner 11 milliards de pesetas. La direction d'Iberia, qui a mis en place un nouveau plan d'économies pour la période 1997-1999, prévoit d'améliorer encore ses résultats. Réduction des coûts de 3 % par an et amélioration de la productivité de 20 % sur ces trois ans sont à l'ordre du jour.

V. Ma

Taïwan cherche 56 milliards de francs pour son TGV

LE CONSORTIUM Taiwan High Speed Rail (THSRC), composé notamment des constructeurs allemand Siemens et franco-britannique GEC Alsthom, cherche à boucler avant la fin juin 1998 un tour de table de 280 milliards de dollars taïwanais (environ 56 milliards de francs) pour son projet de TGV de 350 kilomètres entre Taipeh et Kaoshiung. les banques locales devraient apporter près de 42 milliards de francs. Il resterait alors à trouver 14 milliards de francs auprès des investisseurs occidentaux qui pourraient se montrer réticents au lendemain de la crise asiatique.

Sélectionné par les autorités taïwanaises il y a quelques semaines, THSRC attend la confirmation du contrat pour mars 1998. GEC Alsthom et Siemens, qui espéraient détenir chacun 20 % du capital du consortium, pourraient être contraints de revoir leurs ambitions à la baisse, selon le quotidien *Les Echos* du 26 décembre. La SNCF et la RATP sont associés au projet, *via* leur filiale d'ingénierie Systra. Dans un second temps, il est envisagé que la SNCF et son homologue allemande Deutsche Bahn puissent devenir opérateurs du projet.

DÉPÊCHES

■ **TOYOTA : le premier constructeur japonais pourrait débourser 45,8 milliards de yens** (environ 2,1 milliards de francs) pour porter sa participation dans le troisième opérateur de téléphonie mobile japonais Nippon Idou Tsushin à plus de 50 %, selon le quotidien *Nihon Keizai*. Toyota veut se diversifier pour réaliser plus de 10 % de ses revenus en dehors du secteur automobile, notamment les communications et l'immobilier.

■ **GAZODUC : la Russie, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et la Mongolie** ont signé, jeudi 25 décembre, un mémorandum sur l'étude d'un projet de gazoduc de 4 000 kilomètres qui acheminerait le gaz sibérien dans le Sud-Est asiatique, rapporte l'agence Itar Tass. Le projet, d'un coût estimé à 60 milliards de francs, a pour ambition de transporter au moins 20 milliards de m^3 de gaz par an pendant au moins trente ans.

هكذا من الاصل

■ **LA BOURSE DE TOKYO a perdu 3,25 %, à 14 802,60 points, vendredi 26 décembre, effaçant les gains des séances précédentes. Le marché redoute de nouvelles faillites.**

■ **LE DOLLAR était en légère baisse face au yen, vendredi 26 décembre, en milieu d'après-midi à Tokyo. Il cotait 130,26 yens, contre 130,40 yens dans la matinée.**

■ **LA BOURSE DE SÉOUL, en réaction *au déblocage de l'aide de 10 milliards de dollars*, a enregistré, vendredi, une hausse de 6,74 %, les investisseurs jugeant le pire passé.**

■ **LE WON s'échangeait en nette *hausse, vendredi 26 décembre. Il ou*vrait à 1 400 par dollar, contre 1 836 mercredi en clôture, pour se négocier en fin de journée à 1 505 (+ 22 %).**

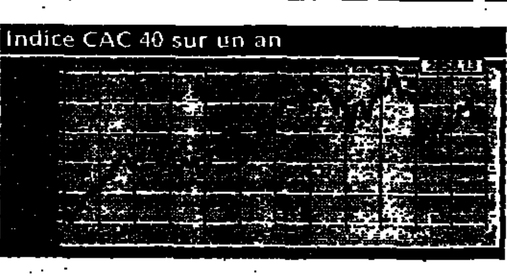
■ **LE TRÉSOR AMÉRICAIN vendra *pour 12 milliards de dollars en bons à* un an le 6 janvier pour contribuer à rembourser 14,8 milliards de dollars en bons arrivant à maturité.**

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↘ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↘ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

Paris se replie dans le calme



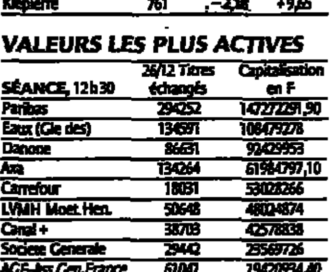
L'UNE DES RARES places financières à fonctionner en Europe avec celle de Madrid, la Bourse de Paris était très calme vendredi dans un volume d'affaires quasi nul. En baisse de 0,40 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un recul de 0,27 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises perdaient en moyenne 0,32 % à 2 864,91 points. Le volume des affaires s'élève sur le marché à règlement mensuel à 871 millions de francs dont 769 millions sur les 40 valeurs de l'indice vedette.

En cette trêve des confiseurs, les rares opérateurs présents dans les salles de marché regrettaient que la Bourse n'ait pas suivi l'exemple du Matif. En effet le marché à terme des obligations à la criée était clos ce vendredi, les transactions étant effectuées sur le marché électronique Globex.

Le dollar évoluait également dans des limites étroites, valant 5,93 francs contre 5,9340 francs mercredi soir. Du côté des valeurs, Grandvision, qui vient d'accéder au marché à règlement mensuel, était en hausse de 4,9 %, avec 2 700 titres. Le Crédit lyonnais progressait de 6,2 % à 293,10 francs (4 022 titres) et Damart gagnait 4,3 % avec 100 titres. En revanche Christian Dalloz reculait de 4,8 % et Sagem de 2,8 %.

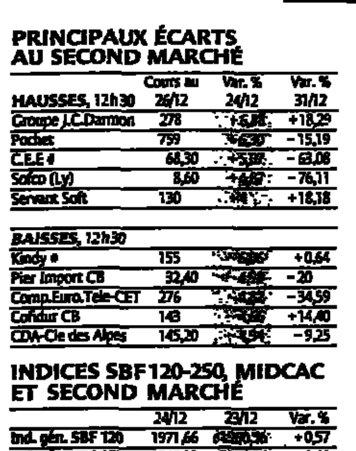
Canal Plus, valeur du jour

LES PERFORMANCES commerciales de Canal Plus continuent d'impressionner favorablement les investisseurs. Mercredi 24 décembre, le titre de la chaîne cryptée a enregistré l'une des plus fortes hausses de la Bourse de Paris avec un gain de 4,90 % à 1 070 francs. Le groupe, qui a fait état de plus d'un million d'abonnés numériques en Europe (700 000 en France, 250 000 en Espagne et 200 000 en Italie), a reconnu que ces chiffres étaient supérieurs aux prévisions initiales. Par ailleurs, la chaîne à péage pourrait bientôt être autorisée à diffuser des films le vendredi soir en France.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 26/12	Var. % 24/12	Var. % 31/12
Credit Lyonnais CI	293,10	[illegible]	+120,37
Grandvision ex.GPS	238,70	[illegible]	+13,53
Intertechnique	1300	[illegible]	+67,74
Bouygues Offs.	249,90	[illegible]	+87,89
Worms & Cie	441	[illegible]	+40,22
Gaumont #	405	[illegible]	−5,81
Damart	3973	[illegible]	−4,26
Geophysique	777	[illegible]	+115,83
Canal +	1101	[illegible]	−3,92
Metaleurop	60,80	[illegible]	+44,24
BAISSES, 12h30			
Dev.R.N-P.Cal Li #	44	[illegible]	+1,14
Dynaction	145	[illegible]	+18,75
G.F.C.	515	[illegible]	+9,69
Pathe	1115	[illegible]	−10,80
SFIM	965	[illegible]	−6,31
Gaz et Eaux	2440	[illegible]	+21,01
Sagem SA	2583	[illegible]	−17,47
Christian Dalloz	709	[illegible]	+15,02
Cred.Fon.France	85,10	[illegible]	+26,07
Klepierre	761	[illegible]	+9,65



VALEURS LES PLUS ACTIVES

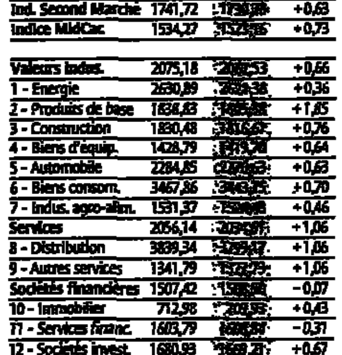
SÉANCE, 12h30	26/12 Titres échangés	Capitalisation en F
Paribas	294252	147272291,90
Eaux (Gle des)	134591	108479278
Danone	86631	92429953
Axa	134264	61984797,10
Carrefour	18031	53028266
LVMH Moet Hen.	50648	48024874
Canal +	38703	42578838
Societe Generale	29442	23569726
AGF-Ass.Gen.France	61041	19420934,40
Elf Aquitaine	27696	18309728

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

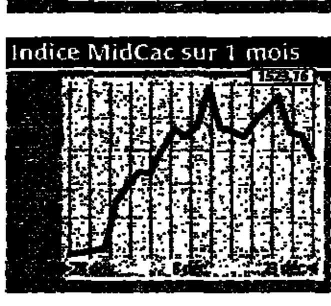
HAUSSES, 12h30	Cours au 26/12	Var. % 24/12	Var. % 31/12
Groupe J.C.Darmon	278	[illegible]	+18,29
Pochet	759	[illegible]	−15,19
C.E.E #	68,30	[illegible]	−63,08
Sofco (Ly)	8,60	[illegible]	−76,11
Servant Soft	130	[illegible]	+18,18
BAISSES, 12h30			
Kindy #	155	[illegible]	+0,64
Pier Import CB	32,40	[illegible]	−20
Comp.Euro.Tele-CET	276	[illegible]	−34,59
Cofidur CB	143	[illegible]	+14,40
CDA-Cie des Alpes	145,20	[illegible]	−9,25

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	24/12	23/12	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1971,66	[illegible]	+0,57
Ind. gén. SBF 250	1869,33	[illegible]	+0,60
Ind. Second Marché	1741,72	[illegible]	+0,63
Indice MidCac	1534,27	[illegible]	+0,73
Valeurs indus.	2075,18	[illegible]	+0,66
1 - Energie	2630,89	[illegible]	+0,36
2 - Produits de base	1834,83	[illegible]	+1,85
3 - Construction	1830,48	[illegible]	+0,76
4 - Biens d'équip.	1428,79	[illegible]	+0,64
5 - Automobile	2284,85	[illegible]	+0,63
6 - Biens consom.	3467,86	[illegible]	+0,70
7 - Indus. agro-alim.	1531,37	[illegible]	+0,46
Services	2056,14	[illegible]	+1,06
8 - Distribution	3839,34	[illegible]	+1,06
9 - Autres services	1341,79	[illegible]	+1,06
Sociétés financières	1507,42	[illegible]	−0,07
10 - Immobilier	712,98	[illegible]	+0,43
11 - Services financ.	1603,79	[illegible]	−0,31
12 - Sociétés invest.	1680,93	[illegible]	+0,67







Tokyo sous les 15 000 points

LA BOURSE DE TOKYO a nettement baissé, vendredi 26 décembre, effaçant les gains des deux séances précédentes. Le marché craint une nouvelle fois qu'une allocation moins généreuse de crédits bancaires ne déclenche d'autres faillites d'entreprises. L'indice Nikkei a perdu 497,50 points, soit 3,25 %, à 14 802,60 points. Selon Hiroshi Arano, de Dai-Ichi Kangyo Asahi, les actions des sociétés dont le risque-crédit paraît élevé seront attaquées par intermittence jusqu'au début de l'année prochaine. L'année boursière japonaise se terminera mardi 30 décembre à l'issue d'une demi-séance.

En revanche, la Bourse de Séoul a enregistré une forte hausse de 6,74 %, les investisseurs pensant que le pire est passé pour la Corée du Sud avec l'accord intervenu mercredi sur le déblocage anticipé d'une aide de 10 milliards de dollars. Certains opérateurs pensent que ce sentiment haussier ne durera pas car le marché se prépare encore des temps difficiles avec toute une série de faillites d'entreprises.

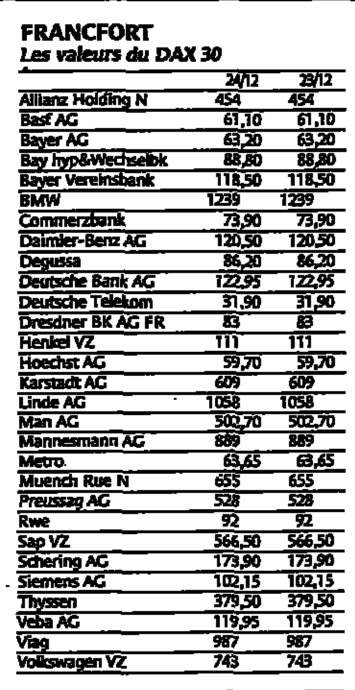
En Europe, à part Paris et Madrid, les places ne rouvriront leurs portes que lundi 29 décembre.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 24/12	Cours au 23/12	Var. en %
Paris CAC 40	2864,28	[illegible]	+0,21
New-York/DJ indus.	7696,50	[illegible]	+0,06
Tokyo/Nikkei	14925	[illegible]	+0,84
Londres/FT100	5013,90	[illegible]	−0,72
Francfort/Dax 30	4121,79	[illegible]	—
Frankfort/Commer.	1349,28	[illegible]	—
Bruxelles/Bel 20	2881,41	[illegible]	−0,49
Bruxelles/Général	2357,47	[illegible]	−0,49
Milan/MIB 30	1320	[illegible]	—
Amsterdam/Gé. Cbs	597,30	[illegible]	+0,18
Madrid/Ibex 35	616,58	[illegible]	—
Stockholm/Affarsal	2334,05	[illegible]	—
Londres FT30	3227,30	[illegible]	−0,41
Hong Kong/Hang S.	10842,44	[illegible]	−0,25
Singapour/Strait t	1572,96	[illegible]	+2,33

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	24/12	23/12
Alcoa	68,87	69,50
Allied Signal	35,75	35,50
American Express	85,50	85,25
AT & T	62,12	61,68
Boeing Co	47,68	48
Caterpillar Inc.	46,56	47,06
Chevron Corp.	75,37	74,68
Coca-Cola Co	64,62	64,87
Disney Corp.	95,31	97,50
Du Pont Nemours&Co	58,18	57,06
Eastman Kodak Co	57,75	57,62
Exxon Corp.	60,12	60,18
Gén. Motors Corp.H	58,93	59,37
Gén. Electric Co	71,06	71,06
Goodyear T & Rubbe	61,31	62,18
Hewlett-Packard	59,93	60,62
IBM	99,12	98,62
Intl Paper	42,56	42,56
J.P. Morgan Co	110,75	111,87
Johnson & Johnson	65,06	66,06
Mc Donalds Corp.	45,93	46,37
Merck & Co.Inc.	101,18	104,37
Minnesota Mng.&Mfg	84,25	83,50
Philip Moris	44,18	44,43
Procter & Gamble C	78,06	77,50
Sears Roebuck & Co	42,18	41,37
Travelers	51,12	52,43
Union Carb.	42,12	42
Utd Technol	69	69,31
Wal-Mart Stores	37,18	37,18

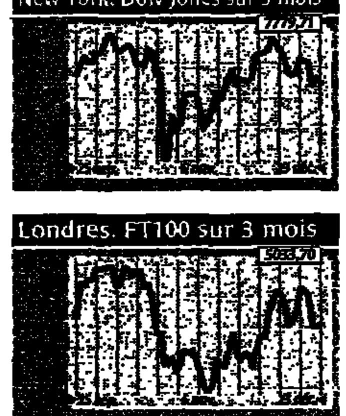


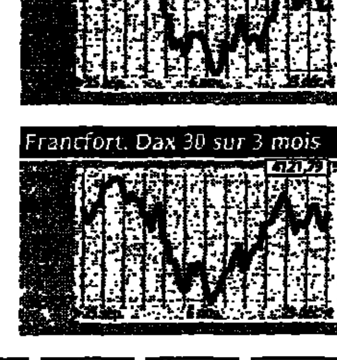
LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

	24/12	23/12
Allied Lyons	5,10	5,11
Barclays Bank	15,85	16,02
B.A.T. Industries	5,37	5,36
British Aerospace	16,70	16,71
British Airways	5,55	5,58
British Petroleum	7,97	7,96
British Telecom	4,76	4,70
B.T.R.	1,80	1,80
Cadbury Schweppes	6,01	6,13
Eurotunnel	0,60	0,59
Forte	—	—
Glaxo Wellcome	14,25	14,23
Granada Group Plc	9,24	9,19
Grand Metropolitan	5,93	5,90
Guinness	5,58	5,61
Great Ic	7,25	7,20
H.S.B.C.	14,45	14,50
Impérial Chemical	9,20	9,30
Legal & Gen. Grp	5,09	5,13
Lloyds TSB	7,48	7,62
Marks and Spencer	5,81	5,77
National Westminst	9,95	10,07
Peninsular Orienta	6,74	6,85
Reuters	6,49	6,31
Saatchi and Saatch	1,10	1,10
Shell Transport	4,24	4,24
Tate and Lyle	4,90	4,95
Zeneca	20,67	20,60

FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

	24/12	23/12
Allianz Holding N	454	454
Basf AG	61,10	61,10
Bayer AG	63,20	63,20
Bay hyp&Wechselbk	88,80	88,80
Bayer Vereinsbank	118,50	118,50
BMW	1239	1239
Commerzbank	73,90	73,90
Daimler-Benz AG	120,50	120,50
Degussa	86,20	86,20
Deutsche Bank AG	122,95	122,95
Deutsche Telekom	31,90	31,90
Dresdner BK AG FR	83	83
Henkel VZ	111	111
Hoechst AG	59,70	59,70
Karstadt AG	609	609
Linde AG	1058	1058
Man AG	502,70	502,70
Mannesmann AG	889	889
Metro	63,65	63,65
Muench Rue N	655	655
Preussag AG	528	528
Rwe	92	92
Sap VZ	566,50	566,50
Schering AG	173,90	173,90
Siemens AG	102,15	102,15
Thyssen	379,50	379,50
Veba AG	119,95	119,95
Viag	987	987
Volkswagen VZ	743	743





LES TAUX

PARIS ↗ Jour le jour | PARIS → OAT 10 ans | NEW YORK ↗ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↗ Jour le jour | FRANCFORT → Bonds 10 ans

Timide hausse du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français était orienté à la hausse, vendredi 26 décembre. Dès les premières transactions sur le marché électronique, le Matif gagnait 2 centièmes, à 101,70. A la veille de Noël, le marché obligataire français avait terminé en baisse de 8 centièmes à l'issue d'une séance écourtée, le marché sur les contrats de taux d'intérêt ayant fermé ses portes à 13 h 30. Le volume d'échange était resté très faible. Le marché obligataire avait cédé du terrain sous l'effet de prises de bénéfices mais son orientation reste haussière dans le contexte de la crise asiatique.

Aux Etats-Unis, le rendement moyen sur les bons du Trésor à 30 ans était remonté à 5,899 %, contre 5,87 % la veille, après la publication d'un recul des demandes d'allocations chômage la semaine dernière.

Notionnel 5,5 % première échéance, 1 an — 101,78

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 24/12	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,37	[illegible]	5,82	[illegible]
Allemagne	3,12	[illegible]	5,83	[illegible]
Grande-Bretagne	7,12	[illegible]	NC	[illegible]
Italie	6,19	[illegible]	6,07	[illegible]
Japon	0,40	[illegible]	NC	[illegible]
Etats-Unis	5,40	[illegible]	5,88	[illegible]

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 24/12	Taux au 23/12	indice (base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,22	[illegible]	98,50
Fonds d'État 5 à 7 ans	5	[illegible]	100,09
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,47	[illegible]	101,48
Fonds d'État 10 à 15 ans	5,81	[illegible]	101,20
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,39	[illegible]	102,67
Obligations françaises	5,76	[illegible]	101,02
Fonds d'État à TME	−1,95	[illegible]	98,23
Fonds d'État à TRE	−2,18	[illegible]	98,86
Obligat. franç. à TME	−2,20	[illegible]	99,14
Obligat. franç. à TRE	+0,07	[illegible]	100,14

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

	Achat 24/12	Vente 24/12	Achat 23/12	Vente 23/12
Jour le jour	[illegible]	—	[illegible]	—
1 mois	[illegible]	3,59	[illegible]	3,65
3 mois	[illegible]	3,65	[illegible]	3,73
6 mois	[illegible]	3,75	[illegible]	3,78
1 an	[illegible]	4	[illegible]	3,95
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 9 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Francs 12 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Ecu 6 mois	[illegible]	—	[illegible]	—
Pibor Ecu 12 mois	[illegible]	—	[illegible]	—

MATIF

Échéances 24/12	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
		[illegible]		[illegible]	
		[illegible]		[illegible]	
		[illegible]		[illegible]	
		[illegible]		[illegible]	

LES MONNAIES

US/F ↘ 5,9484 | US/DM ↘ 1,7726 | US/¥ ↗ 129,8500 | DM/F ↘ 3,3465 | £/F ↘ 9,9105

Faiblesse du dollar

LE DOLLAR cédait du terrain, vendredi 26 décembre, à Paris au cours des premiers échanges entre banques. La devise américaine s'échangeait à 5,9280 francs et 1,7719 deutschemark, contre 5,9340 francs et 1,7740 deutschemark au cours des dernières transactions interbancaires de mercredi soir.

Quelques heures plus tôt, à Tokyo, la tendance était identique. Le billet vert perdait quelques fractions face au yen, les investisseurs étant dissuadés d'en acheter par la crainte d'une intervention de la Banque du Japon (BoJ). En clôture, le dollar cotait 130,22-26 yens, contre 130,37-40 yens dans la matinée.

Les marchés des changes étaient fermés jeudi à New York pour les fêtes de Noël.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 23/12	% 22/12	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	334,6500	[illegible]	322	346
Ecu	6,6170	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,9484	[illegible]	5,6400	6,2400
Belgique (100 F)	16,2180	[illegible]	15,6300	16,7380
Pays-Bas (100 fl)	296,9800	[illegible]	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,4110	[illegible]	3,1500	3,6500
Danemark (100 krd)	87,8300	[illegible]	82	93
Irlande (1 iep)	8,6340	[illegible]	8,1800	9,0200
Gde-Bretagne (1 L)	9,9105	[illegible]	9,4500	10,3000
Grèce (100 drach.)	2,1225	[illegible]	1,8000	2,3000
Suède (100 krs)	76,3400	[illegible]	70	80
Suisse (100 F)	414,3800	[illegible]	401	426
Norvège (100 k)	81,6600	[illegible]	76,5000	85,5000
Autriche (100 sch)	47,5640	[illegible]	46,0500	49,1500
Espagne (100 pes.)	3,9540	[illegible]	3,6500	4,2500
Portugal (100 esc.	3,2700	[illegible]	2,9000	3,6000
Canada 1 dollar ca	4,1438	[illegible]	3,8500	4,4500
Japon (100 yens)	4,5778	[illegible]	4,3700	4,7200
Finlande (mark)	110,4600	[illegible]	104,5000	115,5000

PARITES DU DOLLAR	26/12	24/12	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,7726	1,7746	−0,11
TOKYO : USD/Yens	129,8500	129,2800	+0,44

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant :	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,9572	5,9552	5,9670	5,9650
Yen (100)	4,5705	4,5664	4,5742	[illegible]
Deutschemark	3,3456	3,3451	3,3499	3,3494
Franc Suisse	4,1422	[illegible]	4,1504	[illegible]
Lire ital. (1000)	3,4134	[illegible]	3,4136	[illegible]
Livre sterling	9,8928	[illegible]	9,9422	[illegible]
Peseta (100)	3,9639	3,9461	3,9577	3,9551
Franc Belge (100)	16,243	16,209	16,243	16,215

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,55	3,63	3,72
Eurodollar	5,90	5,86	5,86
Eurolivre	7,44	7,57	7,58
Eurodeutschemark	3,60	3,61	3,70

L'OR

	cours 24/12	cours 23/12
Or fin (k. barre)	55800	56000
Or fin (en lingot)	55550	56700
Once d'Or Londres	292,50	—
Pièce française(20f)	325	325
Pièce suisse (20f)	329	326
Pièce Union lat(20f)	324	324
Pièce 20 dollars us	2350	2400
Pièce 10 dollars us	1380	1380
Pièce 50 pesos mex.	2090	2100

LE PÉTROLE

En dollars	cours 26/12	cours 24/12
Brent (Londres)	17,35	17,33
WTI (New York)	18,29	18,39
Light Sweet Crude	18,31	18,35

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	26/12	24/12
Dow-Jones comptant	131,38	[illegible]
Dow-Jones à terme	142,87	143,17
CRB	231,95	[illegible]
MÉTAUX (Londres)		dollars/tonne
Cuivre comptant	1735,75	1736,50
Cuivre à 3 mois	1765,50	1752,50
Aluminium comptant	1499,50	1495,50
Aluminium à 3 mois	1534	1525,50
Plomb comptant	525,50	536,25
Plomb à 3 mois	542,50	542,50
Etain comptant	5262,50	[illegible]
Etain à 3 mois	5305	[illegible]
Zinc comptant	1091,50	1083,50
Zinc à 3 mois	1117,50	[illegible]
Nickel comptant	5852,50	[illegible]
Nickel à 3 mois	5970	5975

MÉTAUX (New-York)		$/once
Argent à terme	619,70	633,50
Platine à terme	—	[illegible]
Palladium	187,15	192,65
GRAINES, DENRÉES (Chicago)		$/boisseau
Blé (Chicago)	335,75	337,25
Maïs (Chicago)	267	269
Grain. soja (Chicago)	679,50	686,75
Tourt. soja (Chicago)	204,30	207,20
GRAINES, DENRÉES (Londres)		£/tonne
P. de terre (Londres)	—	[illegible]
Orge (Londres)	74,40	74,50
SOFTS		$/tonne
Cacao (New-York)	1649	1650
Café (Londres)	1690	1700
Sucre blanc (Paris)	307,40	[illegible]
OLÉAGINEUX, AGRUMES		cents/tonne
Coton (New-York)	67,43	67,57
Jus d'orange (New-York)	84,50	84,80

هكذا من الاصل.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 26 DÉCEMBRE

Liquidation : 23 janvier
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS -0,30 %
CAC 40 : 2865,44

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	960	960	—	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	915	915	—	1000
Renault (T.P.)	1770	[illegible]	—	1000
Rhone Poulenc(T.P)	2260	[illegible]	—	1000
Saint Gobain(T.P.)	1265	1265	—	1000
Thomson S.A (T.P)	910	[illegible]	—	1000
Accor	1137	1115	-1,93	100
AGF-Ass.Gen.France	317,80	317,70	-0,03	30
Air Liquide	894	887	-0,78	70
Alcatel Alsthom	737	736	-0,13	40
Atos (ex.Axime) CA	750	744	-0,80	10
Axa	465	460,10	-1,05	60
Bail Investis.	770	767	-0,38	100
Bancaire (Cie)	995	975	-2,01	100
Bazar Hot. Ville	515	515	—	50
Bertrand Faure	428	428	—	5
BIC	407	410	+0,73	25
BIS	490	490	—	20
B.N.P.	307	305,60	-0,45	25
Bollore Techno.	760	777	+2,23	50
Bongrain	2500	2510	+0,40	50
Bouygues	675	672	-0,44	50
Bouygues Offs.	238,50	249,90	+4,77	10
Bull#	62,40	62,60	+0,32	10
Canal +	1070	1101	+2,89	20
Cap Gemini	475	480	+1,05	40
Carbone Lorraine	1850	1872	+1,18	50
Carrefour	2951	2950	-0,03	100
Casino Guichard	329,10	326,50	-0,79	10
Casino Guich.ADP	259	259	—	10
Castorama Dub.(Li)	706	705	-0,14	25
C.C.F.	407,50	403,50	-0,98	25
Cegid (Ly)	619	624	+0,80	25
Cerus Europ.Reun	34,70	34,60	-0,28	40
Cetelem	800	820	+2,50	45
CGIP	1950	1950	—	100
Chargeurs	340	340	—	100
Christian Dalloz	725	709	-2,20	10
Christian Dior	570	570	—	62
Ciments Francais	227	223,50	-1,54	25
Cipe France Ly #	179,80	[illegible]	—	10
Clarins	425,50	430	+1,05	50
Club Mediterranee	407	403	-0,98	25
Coflexip	660	660	—	10
Colas	848	860	+1,41	40
Comptoir Entrep.	11,70	12	+2,56	10
Comptoirs Mod.	3000	2991	-0,30	100
CPR	482	480	-0,41	50
Cred.Fon.France	87	85,10	-2,18	100
Credit Lyonnais CI	276	293,10	+6,19	300
Cred.Nat.Natexis	334	338,10	+1,22	100
CS Signaux(CSEE)	177,50	179	+0,84	100
Damart	3810	3973	+4,27	50
Danone	1077	1067	-0,92	10
Dassault-Aviation	1291	1293	+0,15	50
Dassault Electro	585	583	-0,34	80
Dassault Systemes	177,70	177,90	+0,11	5
De Dietrich	272	268	-1,47	25
Deveaux(Ly)#	660	663	+0,45	20
Dev.R.N-P.Cal Li #	45,80	44	-3,93	100
Dexia France	680	677	-0,44	100
DMC (Dollfus Mi)	106	107	+0,94	75
Dynaction	150	145	-3,33	25
Eaux (Cie des)	805	803	-0,24	100
Eiffage	280,80	282	+0,42	50
Elf Aquitaine	663	663	—	50
Eramet	223,20	224,50	+0,58	20
Eridania Beghin	955	940	-1,57	65
Essilor Intl	1756	1774	+1,02	20
Essilor Intl.ADP	1620	[illegible]	—	20
Esso	470	464,50	-1,17	50
Eurafrance	2440	2425	-0,61	200
Euro Disney	7,15	7,10	-0,69	5
Europe 1	1152	[illegible]	—	100
Eurotunnel	5,90	5,95	+0,84	[illegible]
Fimalac SA	480	482	+0,41	140
Finextel	106,20	106	-0,18	100
Fives-Lille	339,10	340	+0,26	50
France Telecom	209	207,60	-0,66	25
Fromageries Bel	4350	4345	-0,11	50
Galeries Lafayette	2975	2985	+0,33	100
GAN ex.dt sous	145,50	145	-0,34	10
Gascogne (B)	459	460	+0,21	80
Gaumont #	388,20	405	+4,32	50
Gaz et Eaux	2500	2440	-2,40	50
Geophysique	750	777	+3,60	10
G.F.C.	530	515	-2,83	100
Grandvision ex.GPS	225	238,70	+6,08	10
Groupe Andre S.A.	595	595	—	50
Groupe GTM	445	449	+0,89	50
Gr.Zannier (Ly) #	135	135,50	+0,37	10
Guilbert	822	824	+0,24	10
Guyenne Gascogne	1820	1808	-0,65	100
Hachette Fil.Med.	1210	1220	+0,82	20
Havas	418,90	418	-0,21	15
Havas Advertising	770	779	+1,16	50
Imetal	711	711	—	50
Immeubl.France	353	355	+0,56	50
Infogrames Enter. ●	179	179	—	20
Ingenico	118	118,90	+0,76	10
Interbail	158	156,50	-0,94	100
Intertechnique	1240	1300	+4,83	100
ISIS	660	653	-1,06	50
Jean Lefebvre	379	376	-0,79	50
Klepierre	778	761	-2,18	100
Labinal	1448	1458	+0,69	100
Lafarge	373	374,90	+0,50	25
Lagardere	197,10	194,80	-1,16	40
Lapeyre	337	342	+1,48	10
Lebon	287	287	—	50
Legrand	1128	1115	-1,15	10
Legrand ADP	730	719	-1,50	10
Legris indust.	202,90	203	+0,04	20
Locindus	740	740	—	100
L'Oreal	2109	2113	+0,18	10
LVMH Moet Hen.	947	950	+0,31	10
Marine Wendel	660	655	-0,75	100
Metaleurop	59,10	60,80	+2,87	25
Metrologie Inter.	15,15	15,20	+0,33	10
Michelin	293	289	-1,36	12
Moulinex #	147	147,90	+0,61	10
Nord-Est	116,50	115,60	-0,77	50
Nordon (Ny)	380,10	381,50	+0,36	70
NRJ #	840	850	+1,19	10
Olipar	67	[illegible]	—	60
Paribas	506	502	-0,79	50
Pathe	1145	1115	-2,62	100
Pechiney	224,40	223,30	-0,49	100
Pernod-Ricard	345,50	346,40	+0,26	20
Peugeot	720	713	-0,97	35
Pinault-Print.Red.	3115	3115	—	100
Plastic Omn.(Ly)	761	750	-1,44	20
Primagaz	485	489	+0,82	40
Promodes	2434	2412	-0,90	20
Publicis #	498,40	499	+0,12	25
Remy Cointreau	103	104,50	+1,45	40
Renault	168,90	166	-1,71	25
Rexel	1790	1780	-0,55	20
Rhone Poulenc A	252,60	254,80	+0,87	25
Rochette (La)	24,85	24,85	—	10
Rue Imperiale(Ly)	4913	4914	+0,02	200
Sade (Ny)	193,30	195,50	+1,13	100
Sagem SA	2645	2583	-2,34	50
Saint-Gobain	820	818	-0,24	100
Salomon (Ly)	518	[illegible]	—	10
Salvepar (Ny)	450,10	459,80	+2,15	50
Sanofi	628	637	+1,43	25
Sat	1660	1670	+0,60	100
Saupiquet (Ns)	566	575	+1,59	50
Schneider SA	313	310,30	-0,86	50
SCOR	282,20	280,10	-0,74	25
S.E.B.	814	814	—	20
Sefimeg CA	308	309	+0,32	100
SEITA	214	210,50	-1,63	50
Selectibanque	66,30	66,10	-0,30	100
SFIM	990	965	-2,52	160
SGE	151,50	152,60	+0,72	85
Sidel	392	388	-1,02	15
Silic CA	800	800	—	100
Simco	403,50	401,10	-0,59	100
S.I.T.A	1120	1129	+0,80	50
Skis Rossignol	104,90	104,90	—	25
Societe Generale	803	799	-0,49	30
Sodexho Alliance	3080	3110	+0,97	100
Sommer-Allibert	205	203	-0,97	5
Sophia	225	229,50	+2	75
Spir Communic. #	359	365	+1,67	30
Strafor Facom	381	383	+0,52	35
Suez Lyon.des Eaux	645	641	-0,62	60
Synthelabo	745	742	-0,40	10
Technip	628	630	+0,31	20
Thomson-CSF	185	183,10	-1,02	20
Total	624	622	-0,32	50
UIF	404	403,90	-0,02	100
UIS	210	212	+0,95	25
Unibail	603	600	-0,49	100
Union Assur.Fdal	788	785	-0,38	10
Usinor	79,50	81	+1,88	20
Valeo	378	380,90	+1,03	20
Vallourec	339	340	+0,29	100
Via Banque	166,10	168	+1,14	100
Worms & Cie	421	441	+4,75	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1360	1365	+0,36	[illegible]
Elf Gabon	950	975	+2,63	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Nominal (1)
ABN Amro Hol.#	115,60	[illegible]	-1,81	[illegible]
Adecco S.A.	1560	1560	—	[illegible]
Adidas AG #	793	[illegible]	+3,40	[illegible]
American Express	509	[illegible]	-0,98	[illegible]
Anglo American #	245	[illegible]	+2,04	[illegible]
Amgold #	239	[illegible]	—	[illegible]
Arjo Wiggins App.	15,60	[illegible]	—	[illegible]
A.T.T. #	370,90	[illegible]	-1,02	[illegible]
Banco Santander #	175	[illegible]	+3,42	[illegible]
Barrick Gold #	115	[illegible]	-0,78	[illegible]
B.A.S.F. #	201,10	[illegible]	+0,94	[illegible]
Bayer #	206,50	[illegible]	+3,77	[illegible]
Crown Cork ord.#	285,20	[illegible]	—	[illegible]
Crown Cork PF CV#	262	[illegible]	—	[illegible]
Daimler Benz #	403	[illegible]	+3,59	[illegible]
De Beers #	118	[illegible]	+1,69	[illegible]
Deutsche Bank #	403	[illegible]	-0,24	[illegible]
Diageo Plc #	56,05	[illegible]	-0,08	[illegible]
Dresdner Bank	273	[illegible]	-0,29	[illegible]
Driefontein #	42	[illegible]	-2,38	[illegible]
Du Pont Nemours #	343,90	[illegible]	-0,66	[illegible]
Eastman Kodak #	337	[illegible]	+0,89	[illegible]
East Rand #	1,21	[illegible]	+9,09	[illegible]
Echo Bay Mines #	16,90	[illegible]	-0,59	[illegible]
Electrolux #	424	[illegible]	—	[illegible]
Ericsson #	214	[illegible]	-0,93	[illegible]
Ford Motor #	280	[illegible]	—	[illegible]
Freegold #	28,70	[illegible]	-0,69	[illegible]
Gencor act.regr.	9,10	[illegible]	+6,59	[illegible]
General Elect. #	421	[illegible]	+0,71	[illegible]
General Motors #	371,80	[illegible]	-1,69	[illegible]
Gle Belgique #	550	[illegible]	—	[illegible]
Hanson PLC reg.	25,80	[illegible]	+1,74	[illegible]
Harmony Gold #	14,25	[illegible]	-0,70	[illegible]
Hitachi #	40,75	[illegible]	+2,33	[illegible]
Hoechst #	202	[illegible]	-1,73	[illegible]
I.B.M #	600	[illegible]	-1,33	[illegible]
I.C.I #	91,25	[illegible]	-0,05	[illegible]
Ito Yokado #	285,10	[illegible]	+0,35	[illegible]
Kingfisher plc #	84,95	[illegible]	-2,17	[illegible]
Matsushita #	84,95	[illegible]	-4,53	[illegible]
Mc Donald's #	274,90	[illegible]	-1,01	[illegible]
Merck and Co #	618	[illegible]	-2,58	[illegible]
Mitsubishi Corp.#	43,55	[illegible]	-0,11	[illegible]
Mobil Corporat.#	410	[illegible]	+2,92	[illegible]
Morgan J.P. #	■ 657	[illegible]	—	[illegible]
Nestle SA Nom. #	8750	[illegible]	-0,57	[illegible]
Nipp. MeatPacker #	68,60	[illegible]	—	[illegible]
Nokia A	383,50	[illegible]	+4,82	[illegible]
Norsk Hydro #	274	[illegible]	+2,18	[illegible]
Petrofina #	2263	[illegible]	-1,01	[illegible]
Philip Morris #	263,60	[illegible]	-1,55	[illegible]
Philips N.V #	354	[illegible]	-1,69	[illegible]
Placer Dome Inc #	76,50	[illegible]	-0,39	[illegible]
Procter Gamble #	470	[illegible]	-0,76	[illegible]
Quilvest	301	[illegible]	+0,33	[illegible]
Randfontein #	9,50	[illegible]	+2,10	[illegible]
Rio Tinto PLC #	71,50	[illegible]	+7,27	[illegible]
Royal Dutch #	318,40	[illegible]	-1,97	[illegible]
Sega Enterprises	111,60	[illegible]	-6,72	[illegible]
Saint-Helena #	18,60	[illegible]	-0,53	[illegible]
Schlumberger #	433	[illegible]	+1,59	[illegible]
SGS Thomson Micro.	351,40	[illegible]	-0,39	[illegible]
Shell Transport #	41,30	[illegible]	-0,36	[illegible]
Siemens #	345,70	[illegible]	+0,95	[illegible]
Sony Corp. #	524	[illegible]	-2,67	[illegible]
Sumitomo Bank #	64,90	[illegible]	+6,24	[illegible]
T.D.K #	449,90	[illegible]	-4,37	[illegible]
Telefonica #	178	[illegible]	-1,68	[illegible]
Toshiba #	23,75	[illegible]	-2,31	[illegible]
Unilever act.Div.#	345,10	[illegible]	—	[illegible]
United Technol. #	412	[illegible]	+0,70	[illegible]
Vaal Reefs #	263	[illegible]	-2,92	[illegible]
Volkswagen A.G #	3221	[illegible]	+1,45	[illegible]
Volvo (act.B) #	157,20	[illegible]	—	[illegible]
Western Deep #	119,90	[illegible]	-0,75	[illegible]
Yamanouchi #	120,10	[illegible]	+7,41	[illegible]
Zambia Copper	12,45	[illegible]	+1,20	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 26 DÉCEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	117,65	1,405
CEPME 9% 89-99 CA#	107,30	3,304
CEPME 9% 92-06 TSR	123,40	8,210
CFD 9,7% 90-03 CB	121,70	8,248 o
CFD 8,6% 92-05 CB	119,80	2,686
CFF 10% 88-98 CA#	104,60	3,918
CFF 10,25%90-01CB#	115,40	8,172 d
CLF 8,9% 88-00 CA#	109,52	5,291
CLF 9%88-93/98 CA#	100,41	8,211
CNA 9% 4/92-07	123,45	5,942 d
CRH 8,6% 92/94-03	115,10	4,359
CRH 8,5% 10/87-88#	105,15	7,010
EDF 8,6% 88-89 CA#	107,80	7,376
EDF 8,6% 92-04 #	116,85	6,262
Finansder 9%91-06#	125,80	0,863 o
Finansd.8,6%92-02#	114,25	7,964
Floral9,75% 90-99#	108,25	4,286
OAT 88-98 TME CA#	100,02	4,549
OAT 9/85-98 TRA	—	1,167
OAT 9,50%88-98 CA#	102,64	4,919
OAT TMB 87/99 CA#	99,92	3,134
OAT 8,125% 89-99 #	105,46	4,857
OAT 8,50%90/00 CA#	108,96	6,474
OAT 85/00 TRA CA#	102,80	1,658
OAT 10%5/85-00 CA#	112,59	5,973 o
OAT 89-01 TME CA#	101,05	4,503 o
OAT 10% 90-01 ecu	115,10	8,488
OAT 7,5%7/86-01CA#	109,50	3,267
OAT 8,5% 91-02 ecu	113	6,727
OAT 8,5% 87-02 CA#	116,76	8,838
OAT 8,50% 89-19 #	—	1,560
OAT.8,50%92-23 CA#	137	5,402 d
SNCF 8,8% 87-94CA	104,80	8,608
Suez Lyon.Eaux 90	982	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	35	40
Baccarat (Ny) ◆	495	495
Bains C.Monaco	515	518
Bque Transatlant. ◆	197,90	197,90
B.N.P.Intercont.	890	869
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) ◆	7,60	7,60
Centenaire Blanzy	354,90	354,60
Champex (Ny) ◆	22,60	22,60
CIC Un.Euro.CIP	481	482
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2449	2449
Generali Fce Assur	1220	1202
Continental Ass.Ly.	499	499
Darblay ◆	545	545
Didot Bottin	670	669
Eaux Bassin Vichy ◆	3195	3195
Ecia	1240	1200
Ent.Mag. Paris ◆	1150	1150
Fichet Bauche ◆	38	38
Fidei	30,40	30,80
Finalens ◆	261,10	261,10
F.I.P.P. ◆	270,80	270,80
Fonciere (Cie)	570	579
Fonc. Lyonnaise #	696	697
Foncina #	514	[illegible]
Francarep	271	278
France S.A.	1151	1150
From. Paul-Renard ◆	950	950
Gevelot ◆	1150	1150
G.T.I (Transport)	204,50	204,40
Immobail	150,10	150
Immobanque	593	593
Locamion (Ly) ◆	413,30	413,30
Lucia ◆	56,50	56,50
Monoprix	300	300
Metal Deploye ◆	340	340
Mors	4,67	4,80
Navigation (Nle) ◆	133	138
Optorg	330,10	330,10
Paluel-Marmont	520	520
Exa.Clairefont(Ny)	813	813
Parfinance ◆	242	242
Paris Orleans	255	250,10
Promodes (CI) ◆	1858	1858
PSB Industries Ly	500	500
Rougier #	301	[illegible]
Saga ◆	160	160
S.I.P.H. ◆	302	302
Sofragi ◆	4540	[illegible]
Taittinger	3380	3395
Tour Eiffel ◆	260	260
Vicat	530	500
Caves Roquefort ◆	1850	1850
Elyo ◆	307	307
Finaxa	370	[illegible]
Gaillard (M) ◆	1501	1501
Givaudan-Lavirotte ◆	1290	1290
Grd Bazar Lyon(Ly) ◆	143,60	143,60
Gd Moul.Strasbourg ◆	1806	1806
Hotel Lutetia	372	[illegible]
Hotels Deauville ◆	556	556
Immeubl.Lyon (Ly) ◆	500	500
L.Bouillet (Ly) ◆	300	[illegible]
Lloyd Continental ◆	9600	9600
Lordex (Ny) ◆	0,05	[illegible]
Matussiere Forest	53,90	[illegible]
Moncey Financiere ◆	2452	[illegible]
M.R.M. (Ly)	365	[illegible]
Part-Dieu(Fin)(Ly)	99,95	100
Poliet	495,10	[illegible]
Sabeton (Ly)	670	[illegible]
Sarose (Ly)	900	[illegible]
Sechilienne(Ly) ◆	1110	[illegible]
Sucr.Pithiviers	3200	[illegible]
Tanneries Fce (Ny)	279,90	[illegible]
Teleflex L. Dupont	100	[illegible]
Union Gle Nord(Li) ◆	232	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	350,10	[illegible]
Commerzbank AG	235,50	[illegible]
Fiat Ord	16,90	[illegible]
Gold Fields South	75	[illegible]
Kubota Corp.	14	[illegible]
Montedison act.ep.	9,60	[illegible]
Olympus Optical	32,10	[illegible]
Robeco	545	[illegible]
Rodamco N.V.	167,10	[illegible]
Rolinco	512	[illegible]
Sema Group Plc #	141,60	[illegible]
Solvay SA	360	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 26 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	41	46,05
AFE #	516	511
Aigle #	336	335
Albert S.A (Ns)	143	143
Altran Techno. #	1719	1772
Arkopharma#	300	295,20
Montaignes P.Gest. ◆	1965	1965
Assystem #	187	190
Bque Picardie (Li) ◆	735	735
Bque Tarneaud(B)#	315,10	315,50
Bque Vernes ◆	173,80	141,80
Beneteau #	1105	1110
B I M P ◆	110	110
Boiron#(Ly)	326,50	326,50
Boisset (Ly) #	341,60	335
But S.A.	272	272
Cardif SA	1065	1065
C.E.E #	65	65,30
CFPI # ◆	380	380
Change Bourse (M)	225	225
CNIM CA#	196	196
Codetour	350	350
Comp.Euro.Tele-CET	290	296
Confiandey #	284,90	285
C.A. Hte Normandie	314	314
C.A. Paris IDF	798	795
C.A.Ille & Vilaine	303	299
C.A.Loire Atl.Ns #	284	285
C.A.Pas de Calais	537	540
C.A.du Nord#(Li)	490	490
C.A. Oise CCI	316,10	319
C.A. Somme CCI	309	300
C.A.Toulouse (B)	420	425
Devanlay	624	620
Devernois (Ly)	549	549
Ducros Serv.Rapide ◆	32	32
Emin-Leydier (Ly)#	355	350
Europ.Extinc.(Ly)	389,90	389,90
Expand s.a	740	740
Factorem ◆	621	621
Faiveley #	160,10	160,50
Finacor	54	54,80
Fininfo	705	705
Assur.Bq.Populaire	665	665
Gautier France #	254,80	250
Gel 2000	37	37
GEODIS #	288,10	288
GFI Industries # ◆	1100	1100
Girodet (Ly) # ◆	21	19
GLM S.A.	218	218
Gpe Guillin # Ly	200	200
Kindy #	165	155
Guerbet	200	197
Hermes internat.1#	387	394
Hurel Dubois	651	655
ICBT Groupe #	187	184,50
I.C.C.	139	140,10
ICOM Informatique	502	503
Idianova	72,50	75
Int. Computer #	41,80	41,80
IPBM	58	58,75
M6-Metropole TV	613	617
Manitou #	700	691
Manutan	430	429,90
Marie Brizard #	580	580
Maxi-Livres/Profr#	39,95	38,80
Mecelec (Ly) ◆	52,75	52,75
MGI Coutier #	249	247
Monneret Jouet Ly#	162,80	165
Naf-Naf #	79,90	76,60
Norbert Dentres.#	680	683
NSC Groupe Ny ◆	773	779
Onet #	882	885
Paul Predault #	125	131,30
P.C.W. 19	—	
Petit Boy #	82	79
Phyto-Lierac #	215	210,10
Pochet	714	709
Poujoulat Ets (Ns)	226	224
Radiall #	610	615
Robertet #	990	990
Rouleau-Guichard	225	224
Secoridev #	99	99,20
Smoby (Ly)#	510	491,10
Sofco (Ly)	8,20	8,60
Sofibus ◆	371	371
Sogeparc (Fin)	385	385
Sopra #	600	[illegible]
Steph.Kelian #	64,80	64,80
Sylea	555	554
Teisseire-France	156	155
TF1	605	601
Thermador Hol. #	302	298,10
Trouvay Cauvin #	103	101,60
Unilog	793	795
Union Fin.France	575	573
Viel et Cie #	151	150,10
Vilmorin et Cie #	473,40	472,20
Virbac	455	458

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 26 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor ◆	18	18
Belvedere	603	610
BVRP	239	242
Coil	114	120
Electronique D2	504	[illegible]
FDM Pharma n.	165	165
Genset ◆	360,10	360,10
Guyanor action B ◆	6,75	6,75
High Co. ◆	141,20	[illegible]
Infonie	64	66
Joliez-Regol ◆	75	75
Mille Amis	35	35
Naturex	68,20	68,10
Olitec	730	735
Picogiga ◆	175	175
Proxidis	18,50	[illegible]
R21 Santé	375,10	375
Stelax ◆	6	6

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
VENDREDI 26 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin Cl. ◆	835	835
Générale Occidentale ◆	178	178
Sté lecteurs du Monde ◆	127,10	127,10
Via Crédit (Banque) ◆	25,30	25,30

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 24 décembre

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa) ◆	140,08	133,41
Agipi Actions (Axa) ◆	120,71	114,96
BANQUES POPULAIRES		
Valorg ◇	2401,33	2368,84
BNP — 3615 BNP		
Natio Court Terme	14395	14395
Natio Epargne	2248,53	2226,27
Natio Oblig. M.T. C/D	872,78	864,14
Natio Ep. Croissance	3258,53	3194,64
Natio Ep. Patrimoine	141,88	139,10
Natio Epargne Retraite	164,29	161,07
Natio Epargne Trésor	11445,65	11422,80
Natio Euro Valeurs	1067,22	1046,29
Natio Euro Oblig.	1044,58	1034,24
Natio Euro Opport.	1053,96	1033,29
Natio Inter	1115,92	1094,04
Natio Opportunités	190,29	186,56
Natio Revenus	1120,77	1109,67
Natio Sécurité	11309,38	11309,38
Natio Valeurs	1379,08	1352,04
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	93724,86	93724,86
Oblig. ttes caté.	281,17	277,01
CDC-GESTION (Groupe Caisse des dépôts)		
Livret Bourse Inv. D PEA ◆	863,80	838,64
Nord Sud Dévelop. C ◆	2601,96	2596,77
Nord Sud Dévelop. D ◆	2458,57	2453,66
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C ◇	317,51	311,28
Patrimoine Retraite D ◇	307,90	301,86
Sicav Associations C ◆	2448,71	2448,71
CDC TRÉSOR		
Fonsicav C ◇	19935,82	19935,82
Mutual. dépôts Sicav C ◇	19553,38	19553,38
CAISSE D'EPARGNE		
Écur. Act. Futur D PEA ◇	289,14	283,47
Écur. Capitalisation C ◇	259,42	259,42
Écur. Expansion C ◇	84181,69	84181,69
Écur. Géovaleurs C ◇	3611,67	3540,85
Écur. Investis. D PEA ◇	230,81	226,28
Écur. Monépremière ◇	11489,35	11489,35
Écur. Monétaire C ◇	13187,78	13187,78
Écur. Monétaire D ◇	12223,67	12223,67
Écur. Trésorerie C ◇	323,68	323,68
Écur. Trésorerie D ◇	311,11	311,11
Écur. Trimestriel D ◇	2033,85	2033,85
Éparcourt-Sicav D ◇	195,88	195,88
Géoptim C ◇	13265,06	13069,02
Géoptim D ◇	12184,50	12004,43
Horizon C ◇	2301,64	2256,51
Prévoyance Écur. D ◇	107	107
Sensipremière C ◇	13789,77	13755,38
Fonds communs de placements		
Écur. Capipremière C ◇	12256,49	12232,03
Écur. Sécuripremière C ◇	12173,40	12161,24
CRÉDIT AGRICOLE (Indocam)		
Amplia ◇	121311,77	121311,77
Atout Amérique	190,92	186,26
Atout Asie	84,13	82,08
Atout France Europe	860,98	839,98
Atout France Monde	218,90	213,56
Atout Futur C	825,47	805,34
Atout Futur D	777,07	758,12
Coexis	1994,48	1961,14
Dièze	2215,51	2178,48
Elicash ◇	963526,06	963526,06
Eurodyn	2690,61	2624,99
Indicia ◆	1744,69	1701,82
Moné.J C ◇	12097,32	12097,32
Moné.J D ◇	11460,06	11460,06
Oblifutur C	565,70	556,24
Oblifutur D	542,06	533
Oraction	1434,14	1399,16
Revenu-Vert	1204,66	1184,52
Sévéa ◆	115,63	112,81
Synthésis	18969,37	18633,96
Uni Associations ◇	119,52	119,52
Uni-Foncier	1433,20	1398,24
Uni-Garantie C	1945,34	1912,82
Uni-Garantie D	1487,87	1463
Uni-Régions	1608,59	1569,36
Univar C ◇	313,53	313,53
Univar D ◇	300,48	300,48
Univers Actions	246,51	240,50
Univers-Obligations	256,47	252,18
CIC BANQUES		
Francic	148,23	146,04
Francic Pierre	138,98	[illegible]
Europe Régions	232,90	229,46
CIC PARIS		
Associc ◇	1140,50	1140,50
Cicamonde	1555,57	1518,26
Converticic	404,17	398,20
Ecocic	1695,26	1645,88
Mensuelcic	10164,27	10063,63
Oblicic Mondial	3971,30	3912,61
Oblicic Régions	1210,03	1192,15
Rentacic	164,34	161,91
CRÉDIT LYONNAIS		
Euro Solidarité	1377,45	1363,81
Lion 20000 C	17361,09	17361,09
Lion 20000 D	16242,84	16242,84
Lion-Associations C	11228,68	11228,68
Lion-Associations D	11228,68	11228,68
Lion Court Terme C	26778,76	26778,76
Lion Court Terme D	23592,37	23592,37
LionPlus C	1612,08	1580,47
LionPlus D	1537,77	1507,62
Lion Trésor	2526,25	2501,24
Oblilion	2244,93	2222,70
Sicav 5000	731,09	716,75
Slivafrance	1238,07	1213,79
Slivam	589,56	578
Slivarente	252,80	247,88
Slivinter	800,83	785,13
Trilion	5118,53	5062,84
CRÉDIT MUTUEL FINANCE		
Avenir Alizes	2417,68	2370,27
CM Option Dynamique	135,21	[illegible]
CM Option Equilibre	269,25	266,25
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	159,88	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	933,83	933,83
Créd.Mut.Ep.Ind.C	144,99	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J	23225,29	23225,29
Créd.Mut.Ep.Monde	1689,08	1648,87
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1919,25	1882,62
Créd.Mut.Ep.Quatre	1087,86	1066,53
Fonds communs de placements		
CM Option Modération	103,41	102,39
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	539,85	516,60
Saint-Honoré Capital	20495,52	19898,36
St-Honoré March. Emer.	704,07	673,35
St-Honoré Pacifique	630,11	602,98
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux ◇	1852,73	1852,73
Stratégie Actions	1132,38	1088,83
Stratégie Rendement	2036,51	1972,41
LA POSTE		
Amplitude Amérique C ◇	115,81	[illegible]
Amplitude Europe C ◇	170,54	[illegible]
Amplitude Europe D ◇	167,68	163,59
Amplitude Monde C ◇	1014,60	[illegible]
Amplitude Monde D ◇	967,93	[illegible]
Amplitude Pacifique C ◇	86,85	[illegible]
Elanciel D PEA ◇	186,76	[illegible]
Émergence Poste D PEA ◇	153,53	[illegible]
Géobilys C ◇	689,15	[illegible]
Géobilys D ◇	652,04	[illegible]
Kaleis Dynamisme C ◇	1110,56	[illegible]
Kaleis Équilibre C ◇	1084,11	[illegible]
Kaleis Sérénité C ◇	1050,27	[illegible]
Latitude C ◇	150,32	[illegible]
Latitude D ◇	136,95	[illegible]
Oblitys D ◇	638,68	[illegible]
Plénitude D PEA ◇	208,61	[illegible]
Poste Gestion C ◇	15073,50	[illegible]
Revenus Trimestr. D ◇	5255,10	[illegible]
Solstice D ◇	2359,76	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	38475,73	[illegible]
Actimonétaire D	30482,82	[illegible]
Cadence 1 D	1070,93	[illegible]
Cadence 2 D	1059,77	[illegible]
Cadence 3 D	1048,83	[illegible]
Capimonétaire C	415,78	[illegible]
Capimonétaire D	375,15	[illegible]
Sogeoblig C/D	9470,05	[illegible]
Interoblig C	7675,38	[illegible]
Intersélection France D	740,78	[illegible]
S.G. France opport. C	2117,58	[illegible]
S.G. France opport. D	2021,50	[illegible]
Sogenfrance C	1989,41	[illegible]
Sogenfrance D	1818,42	[illegible]
Sogépargne D	301,46	[illegible]
Soginter C	2317,08	[illegible]
Fonds communs de placements		
Favor D ◆	1444,37	[illegible]
Sogefiance D ◆	1727,23	[illegible]
Sogenfrance Tempo D ◆	239,06	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

هكذا من الاعلان

COMMUNICATION 1997 aura été une année d'expérimentations pour la publicité. L'affichage événementiel et la réclame sur le réseau téléphonique, accessible par carte ou à partir de son domicile, ont été testés avec succès en Europe du Nord, où les professionnels de la communication cherchent de nouvelles astuces pour rendre visibles leurs campagnes. ● CES TECHNIQUES, qui relèvent encore de l'anecdote, pourraient préfigurer la publicité du troisième millénaire. ● LE FEUILLETON socio-romantique imaginé pour vanter les mérites du Nescafé depuis trois ans se termine entre Noël et Nouvel An. La saga a mêlé fiction et publicité durant huit épisodes, suivis essentiellement par un public féminin. ● LES MARQUES qui n'ont pas accès aux séries télévisées investissent en revanche en toute liberté le cinéma, qui y trouve un moyen de faire baisser ses coûts de production.

Les publicitaires cherchent à investir de nouveaux espaces

En 1997, le téléphone, l'affichage événementiel ou la promotion de produits dans les films ont gagné en importance. Souvent anecdotiques, ces expériences préfigurent une nouvelle génération de messages

NON CONTENTS d'envahir les pages de nos journaux, de hacher nos programmes télévisés ou de s'exposer sur 12 mètres carrés dans nos rues, quelques publicitaires avant-gardistes prévoient d'envoyer leur campagne dans les étoiles ou d'interrompre nos conversations téléphoniques par des messages promotionnels. Un avant-goût de ce que pourrait être la publicité du troisième millénaire.

Un annonceur peut, depuis le 17 décembre, s'offrir, moyennant 6 millions de francs, une « publicité cosmique » ; il couvrira de son slogan une fusée russe qui décollera pour un vol habité au printemps ou à l'été prochain, le temps d'un aller et retour du centre spatial de Baïkonour (Kazakhstan) à la station Mir. Cette proposition n'est pas le fait d'un plaisantin. Au dire de son promoteur, la société MagicSystem (Magic Touch), qui est allée proposer l'idée aux Russes et tente depuis de la commercialiser auprès des publicitaires occidentaux, *« deux options fermes de réservation »* auraient déjà été prises par des annonceurs américains.

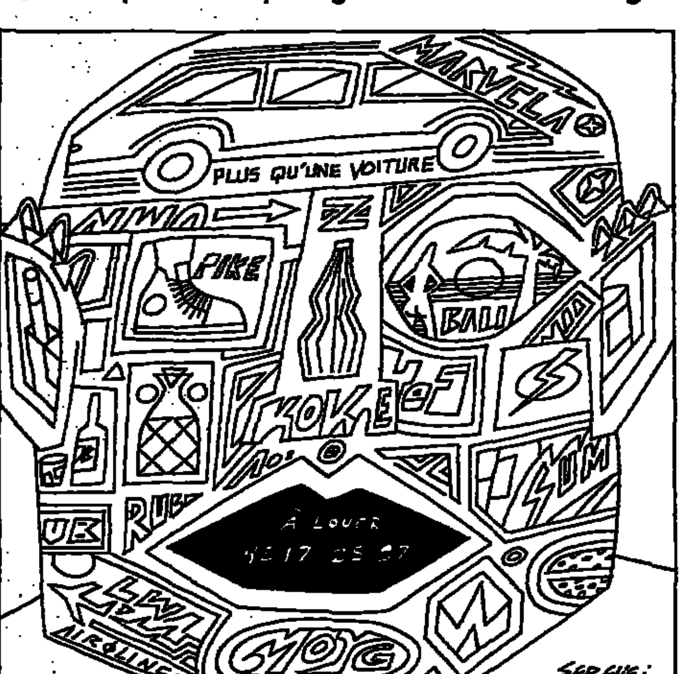
Les publicitaires, pas forcément convaincus qu'il y ait de la vie ailleurs que sur Terre, veulent avant tout créer l'événement. *« Avec un tout petit peu de relations publiques, cette opération peut avoir des effets secondaires intéressants, notamment au niveau de la couverture télévisée »*, confirme Philippe Deshous, le directeur général de Leo Media (BL/LB).

La fusée sera recouverte de film adhésif imprimé numériquement, comme pourrait l'être n'importe quelle autre surface : *« Nous travaillons pour la Mairie de Paris au projet d'habillage de la tour Maine-Montparnasse pour l'an 2000. La surface totale à recouvrir avoisine les 28 000 mètres carrés »*, indique Jean-Claude Abecassis, le fondateur et premier actionnaire de Magic Touch, qui estime ne pas avoir à ce jour en France *« de véritable concurrent »*.

POULE AUX ŒUFS D'OR

Les experts en médias estiment déjà que l'impression numérique sur film adhésif révolutionne l'affichage publicitaire en transformant des espaces qui *a priori* ne s'y prêtaient pas en supports événementiels. D'autres entreprises s'engouffrent dans ce marché, convaincues d'avoir trouvé là une poule aux œufs d'or : Décapub propose des autocollants géants à mettre au sol près des rayons des grandes surfaces, quand d'autres, tel Ludéric Evénements, offrent de recouvrir des bus entiers de publicité autocollante.

« La publicité fait aujourd'hui partie de notre quotidien, explique Marion Huppé, de Western International Media. *Pour surprendre, il faut arriver avec une création très différente ou utiliser un support sur lequel on n'a pas l'habitude de voir de la publicité. »* Outre le lanceur, les annonceurs pourront désormais s'afficher sur la façade de l'hôtel Georges V, sur les cabines des téléphériques de la vallée du Mont-Blanc, sur des autobus, des fenêtres et façades vitrées de bâtiments, des distributeurs de billets, des meubles et même des ascenseurs. Autre terrain d'avenir : le téléphone. Portés par un marché des télécommunications en effervescence, deux nouveaux concepts publicitaires pourront coexister.



Un premier, déjà bien introduit en France, consiste à offrir des cartes prépayées par un annonceur qui diffuse un message promotionnel, mais offre en contrepartie quelques unités téléphoniques gratuites. Proposée aux annonceurs pour fidéliser leur clientèle, la carte téléphonique publicitaire a déjà séduit plus de quatre-vingts entreprises françaises, selon la société Intercall, spécialiste français de ces cartes téléphoniques prépayées sans puce et qui fait depuis deux ans la promotion de sa *« carte interactive à valeur ajoutée »* auprès des agences de communication.

L'idée plaît : ses effectifs et son chiffre d'affaires devraient doubler en 1998. Pourtant, utiliser le crédit téléphonique s'apparente à un parcours du combattant : après avoir composé un numéro vert figurant au dos de la carte, l'utilisateur réalise un code secret avant de pouvoir accéder au numéro de son correspondant. Entre les deux dernières manipulations, un message publicitaire aura été diffusé par l'annonceur.

Une autre version du téléphone publicitaire, qui existe déjà en Suède et a été testée à Berlin, permet, elle, de téléphoner gratuitement de chez soi à condition d'accepter de voir sa conversation interrompue par des messages promotionnels. Contre toute attente, l'expérience allemande, conduite à la fin novembre, a montré que le système pouvait fonctionner ; en tout cas sur une période test de dix semaines. Selon l'opérateur Otelo, 97 % des cinq mille foyers berlinois ayant participé à *l'expérience ont préféré* la publicité au paiement de leurs communications téléphoniques : la moitié d'entre eux ont téléphoné au moins trois fois par jour et un million d'appels ont été enregistrés.

RENTABILITÉ INCERTAINE

Chaque personne pouvait, ou non, choisir de téléphoner sans frais en sélectionnant, si elle acceptait la publicité, les types de produits vantés. Une trentaine d'annonceurs ont ainsi diffusé leurs messages. Si la rentabilité est incertaine pour les publicitaires – quelle efficacité attendre de ces messages promotionnels ? –, *« la technique fonctionne et les clients sont intéressés »*, a indiqué le porte-parole d'Otelo, Stefanie Reuter.

En France, on pourrait y échapper. France Télécom, qui a étudié le principe, se refuse pour l'instant à *« proposer un service dégradé à ses clients »*. Seule une société indépendante a tenté l'expérience dans des cabines localisées dans les supermarchés. Le projet a achoppé : l'utilisateur devait écouter une minute de publicité pour avoir droit à deux minutes de communication locale.

Florence Amalou

« Clap » de fin sur un mélo autour d'une tasse de café

« PIERRE ET SYLVIE vont-ils se retrouver ? ». Le couple de divorcés dont les tribulations amoureuses alimentent depuis trois ans les écrans publicitaires qui entourent le « 20 heures » pourrait se retrouver définitivement autour d'un café entre Noël et le Nouvel An. Le neuvième et dernier épisode de la série publicitaire Nescafé Spécial Filtre (Nestlé) sera diffusé sur TF 1, France 2, France 3 et TMC du 25 au 31 décembre.

Depuis avril 1995, les deux héros, Sylvie et Pierre, la quarantaine aisée, se quittent sans se quitter vraiment. Entre eux, il y a Chloé, leur fille, qui aura fêté ses neuf ans cette année. Sylvie dépose sa fille chez son ex-mari pour le week-end, vient la rechercher, appelle Pierre à la rescousse lorsqu'une araignée l'effraie la nuit, devient timidement jalouse ou discrètement aguichante. Lui est là, tendre et complice, toujours prompt à lui proposer une tasse de café. Un café instantané Nescafé bien sûr. Car ce feuilleton est d'un genre nouveau, il appartient à la famille romantico-commerciale.

« AU CENTRE, IL Y A UN PRODUIT »

Pas question de cultiver l'ambiguïté, il s'agit bien de publicité. *« Je ne suis pas là pour faire la production d'un* soap opera *dans les écrans de publicité, je suis là pour améliorer l'image de la marque Nescafé*, explique le publicitaire Marc Drillech, de l'agence Publicis Conseil. *Le plus facile dans ce type de communication, c'est de raconter l'histoire. Le plus difficile, c'est de ne pas oublier qu'il y a au centre un produit. »* Le ton réaliste serait même *« dangereux »* : *« Le risque est toujours d'en faire trop, de tomber dans le mélo ou le burlesque, et donc de perdre toute crédibilité. »*

Cette série, qui raconte une histoire façon « tranches de vie », a obtenu de bons résultats. L'expérience Nescafé, inédite en France, aura permis d'obtenir *« les meilleurs scores possibles »* concernant l'attrait pour le produit et l'attachement à la marque. Et selon une enquête menée par la SOFRES en novembre 1996 auprès de 2 000 personnes, 56 % des Français se seraient pris au jeu en se déclarant *« curieux de connaître le prochain épisode »*, et les deux tiers auraient affirmé *« avoir plaisir à retrouver les personnages »*.

Le niveau de mémorisation serait même le plus haut jamais enregistré par la marque depuis 1992. La série aurait surtout fonctionné auprès des femmes, qui auraient déclaré acheter plus de café soluble après avoir vu les spots. Pour autant, les deux héros n'ont pas été façonnés à partir d'études socioculturelles, mais plutôt en se fondant sur une démarche de bon sens. *« On est parti du principe qu'être divorcé n'est plus un tabou, que cela concerne près de 30 % de la population aujourd'hui »*, affirme-t-on chez Publicis Conseil.

De l'avis des spécialistes, le genre saga publicitaire ne coûterait pas plus cher qu'une campagne classique. Il faut, certes, produire un plus grand nombre de films – l'agence a choisi de diffuser quatre premiers épisodes la première année, puis un tous les six mois, alors qu'un spot a habituellement une durée de vie d'environ deux ans et demi, – mais des économies d'échelle sont possibles : les mêmes comédiens ont joué dans les neuf épisodes filmés par un seul et même réalisateur, Denis Fiel, de la société de production Frog. La complexité du système vient du « plan média » : *« Il est très difficile d'obtenir en France de bonnes places dans les écrans de* prime time *pour des* spots *de quarante secondes »*, indique-t-on à l'agence de publicité.

Si la fidélisation fonctionne, l'interactivité avec les consommatrices aurait, elle, trouvé ses limites. Le site Web de Publicis a proposé, il y a dix-huit mois, un jeu sur la série publicitaire : les internautes étaient appelés à imaginer la suite. Le jeu n'a recueilli en quatre mois que 60 réponses. Si le gagnant a obtenu un stage au sein de l'agence de publicité, aucune des créations n'a été retenue. D'après l'agence, *« il y avait des idées intéressantes »*, mais qui avaient tendance à *« oublier le produit »*.

Les publicitaires qui ont conçu cette campagne préfèrent mettre un terme à l'expérience alors que les résultats sont encore bons : *« Il faut éviter de s'embourber dans l'habitude, même si à l'étranger de telles séries peuvent durer sept à neuf ans. »* Une publicité renouvelée devrait voir le jour mi-1998.

Fl. A.

Quand le cinéma joue avec les marques

PLANTER un décor, trouver un héros, raconter une belle histoire et mettre au centre le produit à vendre : dans la droite ligne des publicitaires qui s'évertuent à rendre leurs spots télévisés moins indigestes en s'essayant à la fiction, le placement de produits commerciaux dans les films de cinéma est en plein essor. Il fait désormais partie des outils de communication des annonceurs.

Du dernier Pedro Almodovar au dessin animé *Hercule*, créé par Disney, en passant par le désormais promotionnel « James Bond », aucun metteur en scène ne résiste à l'attrait des marques. Au départ, le système repose sur un échange de bons procédés : un annonceur prête à l'équipe du film le matériel qu'il aurait normalement dû louer ou bien verse une contribution sonnante et trébuchante pour que sa marque figure dans certaines scènes. Selon les professionnels du cinéma, cet échange permet de réaliser de réelles économies.

Dans le film *Le Clone*, de Fabio Conversi, qui sortira au printemps prochain, la société informatique Hewlett-Packard a prêté pour 1,2 million de francs d'ordinateurs. *« Si on avait dû louer pendant six semaines ce matériel, cela aurait coûté près de deux cents mille francs »*, explique l'un des spécialistes français du placement produit, Olivier Bouthillier, de la société Marques et Films. Pour lui, faire figurer une marque dans une histoire devient presque un acte culturel : *« En France, 90 % des longs métrages utilisent le placement produit, parce que 90 % des histoires sont des histoires contemporaines et que les produits, les marques, font aujourd'hui partie de la vie »*.

Ce métier, qui existe depuis trente-cinq ans aux Etats-Unis et depuis vingt ans en France, se pratique différemment des deux côtés de l'Atlantique. Si, aux Etats-Unis, le metteur en scène n'est plus qu'*« un technicien au service de la production »*, forcé de subir de vastes accords commerciaux contractés par ses producteurs, en Europe l'auteur garde la main avec le montage final : au cours de cette opération, il choisit de couper les scènes qu'il ne veut pas voir figurer dans son œuvre. Cela étant, certains metteurs en scène peuvent décider, seuls, de faire appel à une marque sans qu'un accord de communication ait été négocié. Simplement pour rogner un peu sur les coûts des décors ou pour créer une ambiance particulière.

C'est le cas de Pedro Almodovar, qui, dans son dernier long métrage, *En chair et en os*, a filmé plusieurs plans qui mettent en scène la marque Habitat au moyen de sacs, pendules et autres accessoires aisément attribuables au marchand de meubles fétiche des yuppies. D'après les producteurs, *Ciby 2000 et Habitat*, aucun accord de communication n'aurait été négocié.

« RIEN N'EST GRATUIT »

« Habitat s'est retrouvé presque par hasard à l'écran, tout n'est pas forcément calculé et prévu d'avance », affirme un spécialiste. Pourtant, la longueur des plans est telle que l'intrusion de la marque a presque provoqué une gêne au sein de Ciby 2000 : *« Lorsqu'on a vu la place que prenait la marque, on a essayé de négocier quelque chose avec Habitat afin qu'ils puissent participer à la promotion du film, mais nous avons manqué de temps »*, indique Isabelle de Courrèges, chargée de cette production. Officiellement, Almodovar, qui refuse le *« partenariat »* dans ses films, en fait un parti pris créatif.

Tous les annonceurs n'ont pas la chance d'Habitat. Chez Disney, par exemple, *« rien n'est gratuit »*, affirme un professionnel. La publicité indirecte s'est largement glissée dans le dernier dessin animé, *Hercule* : un plan plein écran montre une carte de crédit American Express, le héros du dessin animé est chaussé de Nike Her, un détournement de Nike Air – à l'instar des stars du sport – et boit même du Gatorade. Le placement de ces produits, négocié directement aux Etats-Unis, s'inscrit parfois dans de vastes opérations croisées de communication.

C'est notamment le cas d'American Express, également partenaire du parc d'attraction Disneyland Paris. Aucune législation n'interdit à une marque de faire sa promotion dans un long métrage pour enfants diffusé au cinéma – *« c'est la liberté de l'œuvre d'art »*. En revanche, elle est strictement interdite dans les animations et autres sitcoms diffusés à la télévision. *« C'est ce qui rend des sitcoms comme "Hélène et les garçons" aussi peu crédibles*, analyse M. Bouthillier, *car dans n'importe quelle chambre d'adolescent vous trouverez des cannettes de Coca, des posters Nike, et cætera. »*

Convaincu que le cinéma contemporain ne pourra plus se passer des marques, ce spécialiste renvoie ceux qui voient dans le dernier « James Bond » *« un catalogue publicitaire monstrueux »* aux seules stratégies de communication des annonceurs : *« Il n'y a pas plus de marques présentes dans ce "James Bond" que dans les précédents. La seule différence, c'est qu'avant les annonceurs ne le faisaient pas savoir. Aujourd'hui, elles puisent au cinéma un contenu publicitaire qui leur permet de parler d'autre chose que de prix et de performances. »*

Fl. A.

Leo Burnett acquiert 49 % de Bartle Bogle Hegarty

Le premier réseau publicitaire aux Etats-Unis, Leo Burnett, a annoncé l'acquisition de 49 % du capital de l'agence créative londonienne Bartle Bogle Hegarty (BBH). Le montant de la transaction avoisinerait 50 millions de dollars (environ 300 millions de francs), selon des sources confidentielles citées par le *Wall Street Journal*. BBH, actuellement engagée dans une compétition contre quatre autres agences pour s'occuper de la publicité des jeans Levi's aux Etats-Unis (540 millions de francs), pourra mettre en avant les tarifs négociés par Leo Burnett pour acheter l'espace publicitaire.

Leo Burnett ne prévoit pas d'augmenter sa participation au-delà de 49 %. L'agence britannique conservera son indépendance opérationnelle. Richard Fizdale, son PDG, estime que *« BBH pourra atteindre une marge brute de 1 milliard de dollars d'ici dix ans »*. Leo Burnett, qui emploie 8 100 personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 5,72 milliards de dollars cette année et BBH, avec ses 378 salariés, de 350 millions de dollars.

هكذا من الأصل

Sa majesté la soie

De plus en plus durs à produire, de plus en plus concurrencés, ses fils, assemblés, traités et colorés à l'infini, restent l'apanage de Lyon

LYON
de notre envoyé spécial

Jusqu'au 1er mars 1998, le Musée des tissus de Lyon expose, presque en intégrale, une collection de haute couture contemporaine intitulée *Hymne à la soie*. Peu s'en étonneront, Rhône-Alpes est la première région textile française, et son musée, riche de trois millions de références – dont de rares pièces coptes et sassanides –, n'a pas son pareil dans tout l'Hexagone...

Cette double fortune provient de la soie, dont les traditions remontent ici au siècle de Louis XI. Longtemps exalté par les tentures de Versailles, les gilets des petits marquis et les prouesses de la couture (Gabrielle Chanel, Madeleine Vionnet...), ce tissu des dieux revient donc orner son lieu de naissance sous la griffe Ted Lapidus et la signature d'Olivier, son fils.

Pour sa collection automne-hiver 1994-1995, ce jeune styliste avait enrôlé le Gotha de la soie lyonnaise dans un exercice de style surprenant et fastueux : fausse fourrure de soie (Bianchini-Férier), doudoune en granité de soie (Verel de Belval), manteau-igloo en taffetas brodé (Buche)... Tout un univers d'émotions, suave et crissant, aux moires mystérieuses, où la délicatesse magique de la Chine ancienne sert l'allure du grand chic français.

A ce jour, aucune ville ne dispute la suprématie lyonnaise en matière de soies difficiles, et de qualité extrême : c'est ici que les couturiers français et leurs homologues italiens, Valentino, Armani, commandent ces soies *« façonnées »* (jacquards), qui exigent adresse et patience, que les châteaux du monde entier refont faire à l'identique leurs tentures anciennes. Repliée sur le grand luxe, la ville produit toutefois vingt fois moins de soie qu'au début du siècle. Un sursaut se produisit en 1973, quand des soyeux de la région, dans l'espoir de resserrer leurs liens avec la mode, créèrent le Salon Première Vision, pour y présenter des modèles en phase avec les tendances. L'opération réussit au-delà de tout espoir : en s'ouvrant aux exposants de toute l'Europe, Première Vision est devenu le premier Salon mondial des tissus. Mais la soie lyonnaise, elle, ne s'en porta guère mieux : dans la même période, Lyon divisait sa production par deux.

Conservatoire des techniques les plus raffinées, la ville a souffert d'une crise globale que Claude Szternberg, président du principal syndicat textile, résume en deux mots : *« La soie ne fait l'objet d'aucun engouement. »* Atonie du marché, chute des prix, concurrence des ersatz à *« effet soie »* (le tencel, dérivé de la viscose, produit un toucher « peau de pêche »)... A tout cela s'ajoutent les difficultés des pays producteurs comme la Chine, qui s'orientent de plus en plus vers les produits finis pour améliorer leurs rentrées de devises. On va donc au-devant d'une pénurie de fibres.

Pour y remédier, les industriels européens, à l'appel des Lyonnais, ont lancé un projet, Eurochrysalide, visant à améliorer les races de vers à soie et à les implanter en partenariat en Asie du Sud-Est, afin d'obtenir, d'ici une dizaine d'années, une soie grège de qualité.

L'excellence dans les tissages fins

Si la soie décida de la vocation textile de la région Rhône-Alpes, elle n'est plus le moteur de sa prospérité. Pourtant, c'est bien l'aptitude locale à tisser des fils fins qui a permis à cette région de se reconvertir dans des fibres artificielles – certaines ne dépassant pas le centième de micron de diamètre – qui, le cas échéant, doteront la soie de vertus nouvelles (Lycra, acétate, polyester, nygel, Lurex, etc.). Juste retour des choses : il fut un temps où la soie s'encanaillait dans les rubans de machine à écrire, les filtres, les parachutes... Tout comme une autre soie, produite en tissant le fil d'une certaine araignée, sert aujourd'hui – par sa souplesse et sa résistance – à la confection des gilets pare-balles.

Cette volonté d'innovation s'est exercée dans d'autres domaines : si le soyeux Brochier est célèbre pour avoir tissé les fibres qui revêtent le nez du Concorde, les métiers lyonnais travaillent également la fibre de porcelaine, la fibre de carbone, la fibre de verre des supports informatiques, les textiles sportswear (Quintenas), ceux liés au bâtiment, à l'aérospatiale (aramide)...

VAGUE DE RACHATS

Si la plupart des soyeux lyonnais poursuivent dans la voie royale – mais aride – de la grande tradition, d'autres ont obliqué vers les nouveaux textiles. D'autres encore ont su transformer leur faiblesse en force. Depuis quelques décennies, les métiers de la soie – tisseurs, moulineurs, imprimeurs, etc. – ont enduré une vague de rachats. Acquises par leur ancien client, Hermès, les six entreprises du groupe Perrin en arrivent à produire aujourd'hui désormais plus de la moitié de la soie rhônalpine.

Au siège de Bucol, la plus ancienne, des échantillons du XVIIIe siècle dorment dans les archives, où l'odeur de poussière se mêle au parfum acide de la soie. Pour ancrer cette tradition dans le présent, Jean-François Perrin, le PDG, propose deux fois l'an, comme tout bon fournisseur, de nouveaux échantillons aux couturiers : *« Jadis, nos clients se décidaient davantage sur les dessins, les couleurs. Aujourd'hui, ils préfèrent s'interroger sur la résistance, le comportement au lavage... »* Pour leur fournir le meilleur outil, le groupe a informatisé sa création et automatisé ses métiers, aujourd'hui capables de maîtriser indépendamment 12 000 fils en chaîne. Egalement associée à la haute couture, la maison Bouton-Renaud se spécialise, elle, dans le velours de soie féminin. Ce qui n'est pas sans risque. Jean-Claude Renaud, son PDG, admet que *« le velours est en plein regain depuis trois ans. Mais il est à craindre qu'après l'uni, le froissé, le façonné, et aujourd'hui, l'effet fourrure, il ne finisse par lasser »*. Comment parer à la démode ? *« En étant plus créatif. »* L'entreprise, qui s'offre le luxe de peindre à la main certains façonnés (au rythme de 1,20 m l'heure), panache aussi bien ses voies précieuses de viscose ou d'acétate. Là encore, la technicité vient au secours de l'excellence.

Seconde branche de la soie lyonnaise, l'ameublement est confronté à des difficultés tout autres. Avec 100 000 documents – dont certains trois fois séculaires –, Tassinari et Châtel s'impose comme la mémoire du genre. C'est là que Jacquard inventa son procédé, que Dufy créa des décors. Au début des années 80, cette institution familiale changea de mains, jusqu'à échouer dans un groupe de blanchisserie en gros. On ne sait comment son rival, Prelle, a pu rester indépendant.

Cette manufacture de 42 employés, perchée sur la Croix-Rousse, met en avant son *« extrême prudence »*... et la raréfaction des concurrents. Fournisseur obligé des châteaux et des grands musées, Prelle tisse encore à la main sur des métiers en bois. Son rythme : une trentaine de centimètres par jour ! Encore cette tâche paraît-elle *« vite expédiée »*, en regard du temps infini accordé aux choix des dessins et des couleurs. Résultat : il y eut un tissu, l'an dernier, pour coûter 100 000 francs le mètre !

Jacques Brunel



OLIVIER LAPIDUS

Tissu « Peau d'Ane » (création Perrin) pour une robe d'Olivier Lapidus.

Le carré magique du Faubourg

LES FEMMES ayant négligé le cheval pour adopter la voiture, le foulard est devenu l'emblème naturel du plus prestigieux des selliers. Né en 1937, le fameux carré Hermès s'est incarné dans neuf cents modèles, dont les mesures n'ont jamais varié : 90 centimètres de côté, 63 grammes d'un tweel de soie, souple et gonflant, brillant et léger, qui fera sa fortune. Malgré un léger fléchissement ces derniers temps – en Extrême-Orient, beaucoup de femmes ont déjà acquis ce statut-symbole –, le carré emblématique entre toujours pour une bonne part dans la fortune du 24, rue du Faubourg-Saint-Honoré : la maison l'utilise dans son prêt-à-porter (cravates, chemises, sacs, etc.), pour ses vitrines de Noël, et même pour le flaconnage d'un parfum...

Tous les carrés ont trois patries : Paris, pour le dessin, le Brésil pour la matière première (la soie qui en provient est plus chère, mais meilleure) ; enfin, la région de Lyon pour la fabrication, à laquelle se relaient les diverses entreprises du groupe Perrin : si Verel de Belval et Perrin s'occupent de tisser le tweel, Siegl se charge de l'impression. Cette dernière met une automatisation poussée au service du meilleur procédé possible : l'impression au cadre, à la main. La chaîne est close par le roulottage, qui ourle à la main les bords du carré pour les coudre d'un fil de soie.

C'est ainsi que vingt mois s'écoulent entre la première idée d'un modèle et sa livraison en boutique. De quoi justifier l'extraordinaire fortune qui auréole ces tableaux vivants depuis 1927 et fait courir les collectionneurs de modèles anciens. Si certains, comme Ex-Libris, l'Hiver, Flacons, Clés ou Brides de Gala sont devenus des classiques cent fois réédités, Hermès continue d'enrichir sa collection d'une vingtaine de modèles chaque année, sans compter les recolorations diverses. Chaque cru apporte son best-seller. L'année dernière, vouée à l'Afrique, a ainsi assuré la fortune du carré Persona, qui avait pris pour thème les masques tribaux.

J. B.

Chaussons, mules et pantoufles

Avec 50 millions de paires produites en 1996, la charentaise, créée en 1670 à partir de chutes récupérées dans la fabrication des feutres de la marine royale, semble indéchaussable et signe la triste allure du pied français dans le froid hivernal. Depuis quelques jours, la pantoufle d'Angoulême s'affiche même sans complexe aux pieds des juniors avec « la Taise » (300 F), un modèle monté sur une semelle de basket. A l'heure où les habitants de l'Hexagone passent en moyenne vingt et une heures par semaine devant leur poste de télévision (source Médiamétrie), la pantoufle révèle la fracture sociale entre la France du repli et celle du voyage.

Entre pieds alourdis par des savates informes et pieds séducteurs, le marché de la pantoufle évolue à pas feutrés. Avec 75 millions de pièces achetées en 1996 (source Fédération française de l'industrie de la chaussure), les Français restent les premiers consommateurs en Europe. Endolori et contraint à longueur de jour, le pied impose ses exigences. Isotoner, leader en valeur en France, triomphe avec ses semelles anti-chocs et ses modèles variés, de la ballerine de velours au bottillon en laine polaire (de 90 F à 140 F). Autre adepte du cocooning, Barry Comfort, une marque américaine, attaque le marché français avec des pantoufles aux coussinets relaxants vendues à moins de 100 F en hypermarchés. L'espagnol Camper a même lancé l'été dernier les « At Home Ecologic », des babouches tonifiantes aux plantes (300 F).

Loin d'un usage purement fonctionnel, d'autres marques privilégient l'esthétique. Les dandys fortunés soignent leur chausse dans l'intimité. Pantoufles de chèvre velours fabriquées par les artisans bottiers de John Lobb (1 900 F), doublure cachemire avec les chaussons en cuir Malo (1 490 F) ou mules en chevreau chez Charvet (775 F), classicisme et belles matières triomphent en toute discrétion. L'imaginaire du voyage signe le luxe des nouveaux esthètes. Des souliers de massage aux zoris en chanvre et en velours chez Facteur Céleste (480 F), les traditions japonaises prennent les devants. Chez Liwan, les babouches libanaises en soieries moirées (de 550 F à 750 F) réveillent les passions orientalistes.

Invitation à l'évasion et à la sensualité, les souliers d'intérieur de la créatrice Evelyn Paul s'appellent « Aladin » ou « Apollon » et sont travaillés dans des matériaux de choix, du lin brodé de fils d'argent par Lesage au velours orné de boutons en verre de Murano (de 550 F à 1 650 F).

Ses modèles sont aussi prisés sur le bitume, tout comme les mules boudoir de Christian Louboutin. *« Ce que j'aime, c'est la nonchalance et la musique de la mule lorsqu'elle claque au pied d'une femme. C'est pour moi la chaussure la plus lascive »*, affirme le créateur. Violine et vert d'eau façon Pompadour, en cuir de Cordoue ou en python, leur luxe décontracté (de 1 300 F à 1 800 F) en font l'accessoire fétiche des hôtesses aux pieds fins.

Anne-Laure Quilleriet

★ Adresses parisiennes : Camper, 25, rue du Vieux-Colombier, 75006. Facteur Céleste, vendu au Printemps Haussmann. Charvet, 28, place Vendôme, 75001. Liwan, 8, rue Saint-Sulpice, 75008. John Lobb, 21, rue Boissy-d'Anglas, 75008. Christian Louboutin, 19, rue Jean-Jacques-Rousseau, 75002. Malo, 12, avenue Montaigne. 75008. Evelyn Paul, 11, rue d'Assas, 75008. Les Taises, en vente à La Savaterie, 81, rue Rambuteau, 75001.



DR

La « Taise », charentaise basket.

Exposition hommage au couturier Gianni Versace à New York

CINQ MOIS après la mort du couturier assassiné à Miami le 15 juillet, le Costume Institute du Metropolitan Museum de New York consacre une exposition d'environ quatre-vingts pièces au flamboyant Calabrais de la mode, habilleur de Liz Hurley, Madonna, Diana et les autres.

Plusieurs thèmes ont été choisis par Richard Martin, commissaire de l'exposition : l'Art (avec les robes aux imprimés Marylin de Warhol...), les matériaux, l'Histoire – des madones byzantines aux gladiatrices de maille métallique en passant par la Renaissance pop –, le rêve, etc. Le scénographe de l'exposition, qui privilégie le spectaculaire, n'est autre que Richard Gluckman, responsable de l'image des magasins Versace à New York.

NOUVEAUX MAGASINS

Si Donatella Versace, vice-présidente de la maison de couture italienne, a décidé, *« par respect pour la mémoire de* [mon] *regretté frère »*, de renoncer au défilé de « Versace Atelier » de janvier 1998, les affaires continuent. Les collections masculines, *« cœur de l'activité du groupe »*, seront présentées le 10 janvier à Milan. Les larmes familiales valent de l'or, puisque les Etats-Unis – où les ventes auraient augmenté depuis la mort du couturier – représentent un enjeu considérable pour la marque en 1998 : ouverture de magasins à New York, San Diego, Philadelphie, lancement de la ligne de maquillage dès le début de l'an prochain.

Lorsque les lumières s'éteindront sur l'exposition de New York, une nouvelle boutique ouvrira ses portes à Londres, avec, parmi d'autres, une pièce façon *« backroom couture »* où les fans pourront choisir des vêtements tout noirs.

Laurence Benaïm

★ Metropolitan Museum de New York. Exposition Gianni Versace, jusqu'au 22 mars 1998. 1000, Fifth Avenue. New York 10022. tél. : (212) 570-39-08.

هكذا من الأصل

Neige sur tous les massifs

UNE MASSE D'AIR fraîche et instable s'est installée sur l'ouest de l'Europe dans un flux de nord-ouest rapide. Samedi, de hautes pressions se reconstituent sur la péninsule Ibérique, mais n'amèneront pas d'amélioration significative sur la France. Les giboulées se déclencheront surtout près de la Manche et de l'Atlantique. Elles seront plus tardives dans l'intérieur. Il continuera à neiger à basse altitude sur tous les massifs.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. – Le temps restera agité avec encore de fréquentes averses. Le vent de nord-ouest faiblira. Il fera de 9 à 11 degrés.

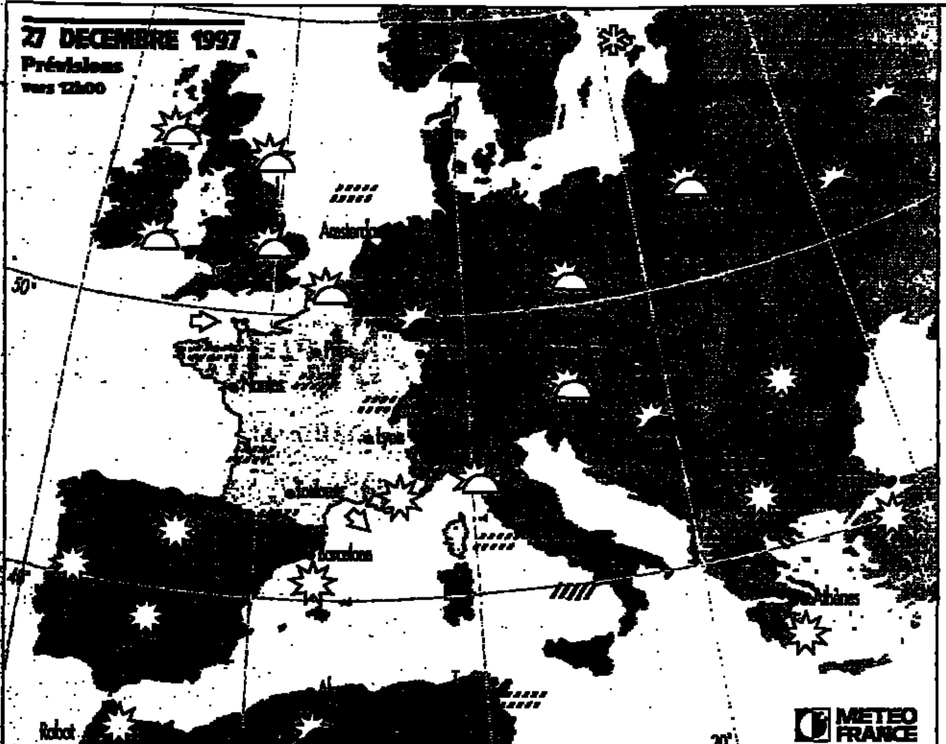
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Des averses se déclencheront le matin près des côtes. Elles se multiplieront dans l'intérieur l'après-midi. Entre deux intempéries, le soleil fera parfois de belles percées. Il fera de 7 à 10 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Il neigera toute la journée sur les Vosges et le Jura dès 700 mètres d'altitude. En plaine, les éclaircies perdront du terrain au profit d'un ciel d'averses. Il fera de 6 à 8 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le temps restera maussade avec un vent d'ouest soutenu et de fréquentes averses. Elles tendront à s'atténuer l'après-midi. Il neigera en montagne à partir de 800 mètres d'altitude. Il fera de 8 à 11 degrés.

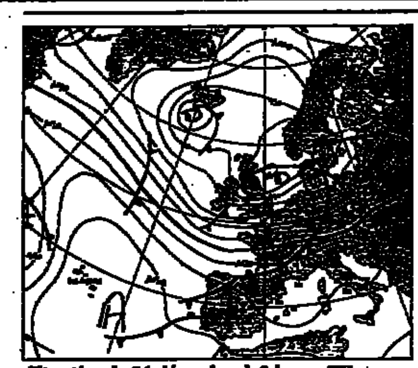
Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Il continuera de neiger sur le relief à basse altitude. Dans les vallées, le temps sera souvent maussade. Les averses de pluie prendront le pas sur les éclaircies. Il fera de 6 à 9 degrés en plaine.

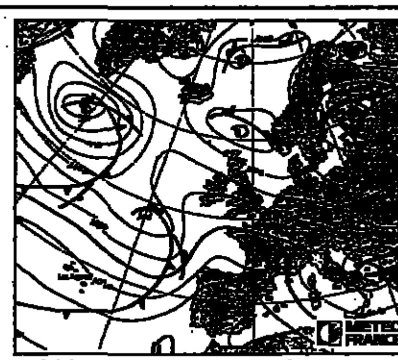
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – La tramontane soufflera toute la journée près du golfe du Lion. Elle offrira de bons moments de soleil tout autour de la Méditerranée. Il fera de 9 à 13 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 27 DECEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	7/14	P
BIARRITZ	9/12	P
BORDEAUX	6/11	P
BOURGES	5/7	P
BREST	6/9	P
CAEN	6/8	P
CHERBOURG	6/9	P
CLERMONT-F.	5/8	P
DIJON	4/7	N
GRENOBLE	3/7	P
LILLE	5/7	P
LIMOGES	4/6	P
LYON	4/7	N
MARSEILLE	5/11	S
NANCY	5/8	P
NANTES	5/9	P
NICE	6/14	S
PARIS	6/9	P
PAU	5/9	P
PERPIGNAN	7/12	S
RENNES	6/9	P
ST-ETIENNE	5/8	P
STRASBOURG	6/8	N
TOULOUSE	6/9	P
TOURS	5/8	P
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	24/29	P
FORT-DE-FR.	25/30	N
NOUMEA	26/32	N
PAPEETE	25/29	N
POINTE-A-PIT.	22/30	P
ST-DENIS-RÉ.	23/29	C
EUROPE		
AMSTERDAM	5/7	P
ATHENES	11/16	S
BARCELONE	6/13	S
BELFAST	3/7	S
BELGRADE	4/11	N
BERLIN	2/5	P
BERNE	2/4	P
BRUXELLES	4/5	S
BUCAREST	-2/3	S
BUDAPEST	3/6	P
COPENHAGUE	2/5	N
DUBLIN	3/7	S
FRANCFORT	4/5	P
GENEVE	3/6	P
HELSINKI	-2/1	*
ISTANBUL	8/13	S
KIEV	-2/2	N
LISBONNE	9/14	S
LIVERPOOL	4/6	S
LONDRES	3/7	S
LUXEMBOURG	2/3	P
MADRID	3/8	S
MILAN	3/9	N
MOSCOU	-4/0	N
MUNICH	1/6	P
NAPLES	9/14	P
OSLO	-8/-5	C
PALMA DE M.	7/13	S
PRAGUE	1/5	N
ROME	8/14	P
SEVILLE	6/14	S
SOFIA	-3/5	S
ST-PETERSB.	-1/1	*
STOCKHOLM	-3/4	*
TENERIFE	13/17	C
VARSOVIE	2/5	N
VENISE	4/9	S
VIENNE	2/5	N
AMÉRIQUES		
BRASILIA	20/29	N
BUENOS AIR.	18/26	N
CARACAS	23/30	S
CHICAGO	-4/-1	N
LIMA	24/27	C
LOS ANGELES	8/16	S
MEXICO	10/20	S
MONTREAL	-6/-2	C
NEW YORK	3/6	C
SAN FRANCIS.	8/14	S
SANTIAGO/CHI	11/25	S
TORONTO	-4/2	N
WASHINGTON	3/7	C
AFRIQUE		
ALGER	8/15	N
DAKAR	20/26	S
KINSHASA	22/31	N
LE CAIRE	11/18	S
MARRAKECH	7/19	S
NAIROBI	15/23	C
PRETORIA	20/31	S
RABAT	7/16	S
TUNIS	10/16	P
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	24/32	C
BOMBAY	19/28	S
DJAKARTA	27/33	C
DUBAI	17/24	C
HANOI	19/21	P
HONGKONG	17/22	C
JERUSALEM	10/18	C
NEW DEHLI	10/18	N
PEKIN	-9/0	S
SEOUL	3/11	S
SINGAPOUR	25/30	P
SYDNEY	19/24	C
TOKYO	11/17	C


Situation le 26 décembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 28 décembre à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **EUROPE.** Spécialiste du Vieux Continent, Visit Europe y propose plusieurs forfaits dont, notamment, en janvier, des séjours en semaine à Londres à partir de 1 170 F par personne (Eurostar, 2 nuits en chambre double avec petits déjeuners), jusqu'en mars, des week-ends à Rome à partir de 1 980 F (vols Air France, 2 nuits) et, de janvier à mars, des week-ends à Prague à partir de 2 280 F (vols Austrian Airline, 2 nuits). Renseignements au 01-46-75-75-25-04.

■ **FRANCE.** Sortie du guide 1998 du chèque-vacances (70 F) : près de 1 250 pages, plus de 50 000 adresses, des cartes départementales, plus de 13 000 nouveaux points d'accueil dont quelque 4 000 sites culturels ainsi que le rappel des réductions et avantages accordés aux porteurs de chèques-vacances. Renseignements au 01-41-06-15-22.

SPORTS D'HIVER

Cap au sud

L'ENSEMBLE des Alpes du Sud bénéficient d'un enneigement exceptionnel lié à un « retour d'est », grosse dépression venant d'Italie, en général observée au début du printemps. Il reste quelques disponibilités pour la semaine du Jour de l'an. Notamment dans le Queyras (de 2 000 F à 2 500 F la semaine, appartement pour quatre personnes, tél. : 04-92-45-09-46), à Briançon (pistes reliées au domaine Grand-Serre - Chevalier, 2 800 F à 5 000 F la semaine en demi-pension pour deux à l'hôtel, tél. : 04-92-21-01-01), à Auron (hôtel 2 étoiles, 400 F la demi-pension par jour) à Isola 2000 (en location et hôtel 3 ou 4 étoiles), ainsi qu'à Valberg sur toute la gamme d'hébergement et dans la Vallée de la Blanche, en Haute-Provence, à Saint-Jean-Montclar, au Grand-Puy comme à Chabanon (autour de 2 000 F la semaine, en pension complète). Les trois départements concernés, Hautes-Alpes (comité départemental du tourisme, tél. : 04-92-53-62-00), Alpes-de-Haute-Provence (CDT, tél. : 04-92-31-57-29) et Alpes-Maritimes (CRT, tél. : 04-93-37-78-78), s'exposent jusqu'au 31 décembre au Printemps Haussmann de Paris. Forfait hebdomadaire unique à 990 F pour nombre de stations.

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement au mercredi 24 décembre. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 En montagne ou le 3615 Corus, et sur Internet : http://www.skifrance.fr.

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes ; le second, en haut des pistes.

DAUPHINÉ, ISÈRE

Alpe-d'Huez : 55-140 ; Alpe-du-Grand-Serre : 30-50 ; Auris-en-Oisans : 20-50 ; Autrans : 30-50 ; Chamrousse : 50-70 ; Le Collet-d'Allevard : 20-60 ; Les Deux-Alpes : 40-120 ; Lans-en-Vercors : 05-50 ; Meaudre : 05-40 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 00-50 ; Les Sept-Laux : 10-50 ; Villard-de-Lans : 20-50.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 20-85 ; Les Carroz-d'Araches : 16-130 ; Chamonix : 30-140 ; Chatel : 30-90 ; La Clusaz : 10-60 ; Combloux : 15-45 ; Les Contamines-Mont-Joie : 10-40 ; Flaine : 30-130 ; Les Gets : 15-45 ; Le Grand-Bornand : 05-70 ; Les Houches : 20-50 ; Megève : 08-60 ; Morillon : 5-130 ; Morzine-Avoriaz : 10-85 ; Praz-de-Lys-Sommand : 30-50 ; Praz-sur-Arly : 15-40 ; Saint-Gervais : 20-45 ; Samoëns : 05-70 ; Thollon-les-Memises : 25-35.

SAVOIE

Les Aillons : 02-50 ; Les Arcs : 30-145 ; Arèches-Beaufort : 00-60 ; Aussois : 20-n. c. ; Bonneval-sur-Arc : 20-60 ; Bessans : 30-40 ; Le Corbier : 20-55 ; Courchevel : 05-55 ; La Tania : 10-30 ; Crest-Voland-Cohennoz : 08-20 ; Flumet : 15-40 ; Les Karellis : 30-70 ; Les Menuires : 24-75 ; Saint-Martin-de-Belleville : 15-75 ; Méribel : 10-55 ; La Norma : 40-100 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 15-40 ; La Plagne : 50-95 ; La Rosière 1850 : 25-60 ; Saint-François-Longchamp : 30-80 ; Les Saisies : n. c. ; Tignes : n. c. ; La Toussuire : 40-60 ; Val-Cenis : 30-40 ; Val-Frejus : 20-120 ; Val-d'Isère : 48-80 ; Valloire : 20-60 ; Valmeinier : 15-60 ; Valmorel : 10-60 ; Val-Thorens : 40-90 ;

ALPES-DU-SUD

Auron : 150-250 ; Beuil-les-Launes : 40-150 ; Isola 2000 : n. c. ; Montgenèvre : 60-100 ; Orcières-Merlette : 30-140 ; Les Orres : 50-100 ; Pra-Loup : 30-160 ; Puy-Saint-Vincent : 120-220 ; Risoul 1850 : 80-110 ; Le Sauze-Super-Sauze : 30-150 ; Serre-Chevalier : 80-200 ; Superdevoluy : 30-100 ; Valberg : n. c. ; Val-d'Allos-Le Seignus : 50-150 ; Val-d'Allos-La Foux : 120-220 ; Vars : 80-110.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : n. c. ; Barèges : n. c. ; Cauterets-Lys : 30-70 ; Font-Romeu : 20-60 ; Gourette : 10-40 ; Luz-Ardiden : 20-50 ; La Mongie : 22-45 ; Peyragudes : 10-40 ; Piau-Engaly : 30-40 ; Saint-Lary-Soulan : 05-50 ; Luchon-Superbagnères : 10-30.

AUVERGNE

Le Mont-Dore : 00-30 ; Besse-Super-Besse : 10-10 ; Super-Lioran : 50-35.

JURA

Métabief : 00-28 ; Mijoux-Lelex-la-Faucille : 05-30 ; Les Rousses : 05-35.

VOSGES

Le Bonhomme : 15-30 ; La Bresse-Hohneck : 20-25 ; Gérardmer : 15-20 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n. c. ; Ventron : 10-10.

■ **SÉCURITÉ.** Le ministère de la jeunesse et des sports reconduit pour la saison 1997-1998 la campagne « Sécurité sur les pistes de ski », dont le slogan est « Prudence = bonnes vacances ». Un dépliant détaillant les dix règles de conduite des usagers sur les pistes a notamment été édité à 1,5 million d'exemplaires.

■ **TRANSPORTS.** Un dispositif de transport par autocar, « Satobus-Alpes », permet, depuis le 19 décembre, aux vacanciers débarquant à l'aéroport ou à la gare TGV de Lyon-Satolas, de rejoindre rapidement une trentaine de grandes stations de ski des Alpes du Nord. Un système perfectionné de réservations accessible par téléphone (04-72-35-94-96) ou sur Internet (www.satobus-alps.com.) informe sur les horaires de correspondance et averti le transporteur qui prendra en charge le client durant la totalité de son transfert. Des liaisons supplémentaires et directes peuvent être organisées sur demande pour des groupes d'au moins quatre personnes, avec un délai de réservation de vingt-quatre heures.

■ **FOND.** 240 stations et villages passés au crible dans le *Guide ski de fond France*, publié par le magazine *Détours de France*. Pour chacun des six massifs français, une carte et la présentation des sites labellisés France-ski de fond et des autres domaines. Altitudes, kilométrage des pistes, hébergement, accès et répertoire d'adresses utiles.

■ **MOYENNE MONTAGNE.** 45 villages de montagne, souvent mieux préservés que les stations d'altitude, s'organisent pour la deuxième année consécutive, afin de faire parler d'eux. Une brochure commune, *Villages de montagne*, présente chaque station, photos à l'appui, ainsi qu'hôtels et résidences locatives dans les différents massifs des Alpes, du Jura, du Massif central et des Pyrénées. Compter, pour une semaine en janvier, en pension complète « deux étoiles », 1 900 F-2 000 F. Centrale de réservation, tél. : 04-50-54-70-55.

■ **LES HOUCHES.** Dans la vallée de Chamonix, la station-village des Houches, située à 1 000 mètres d'altitude, organise les 24 et 25 janvier la Coupe du monde de Télémark (slalom géant le samedi, slalom, course de fond et saut dans le cadre de l'épreuve *« classic »*, le dimanche). Hors vacances scolaires, des tarifs *« semaines blanches »*, associant hébergement et forfait des remontées mécaniques, s'appliquent à l'hôtel (à partir de 1 900 F, 7 jours en demi-pension) comme aux locations (à partir de 1 000 F). Réservation : 04-50-55-51-71.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97289

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I						■					
II						■					
III					■		■				
IV											
V				■				■			
VI						■					
VII			■						■		
VIII						■					
IX		■				■				■	
X						■					
XI						■					

HORIZONTALEMENT

I. Maman depuis quelques jours. A quitté la forêt pour s'installer au salon. – II. Perce le cuir. L'Ancien était amiral, le Jeune devint consul. – III. Pour conduire le cheval. Ni clerc ni religieux. – IV. Couverte de sueur. – V. Partie de la couronne. Surveille le monde pour le compte des Etats-Unis. Des rois qui ont perdu leur tête. – VI. Fille de famille. Tapas sur les nerfs. – VII. A l'arrière d'un coupé. Fruit vert. Mesure la muraille. – VIII. Souple. Décision de cour. – IX. Pour aller loin, il faut le prendre. Voyelles. – X. Occasionna. Pousse après la coupe. – XI. Jet de pierre. Comté du sud-est de l'Angleterre.

VERTICALEMENT

1. Friandise festive. – 2. Arbre à huile ou bancoulier. L'actinium. – 3. Rejetée. Premier roi des Hébreux. – 4. Pour une belle espagnole. Contribua à la mise de fonds. – 5. Au bout de la jetée. Coupable ou capable de crimes. – 6. Bâtisseur de pyramides. – 7. Un peu de sport. Qui est encore au point de départ. – 8. Se rendit. Comme des pages bien lisibles. – 9. Plus populaires avec des bretelles. Robustes et inébranlables. – 10. Au départ des mots. Note. – 11. Encore plus démunis en hiver.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97288

HORIZONTALEMENT

I. Actes. Aorte. – II. Champagne. – III. Ho. Pourceau. – IV. Accotée. Dnn. – V. Tort. Rédige. – VI. Liée. Sète. – VII. Manège. Tend. – VIII. Etc. Liberté. – IX. Déraison. UV. – X. Insalubre. – XI. Censé. Sénés.

VERTICALEMENT

1. Achat. Médoc. – 2. Chocolaté. – 3. Ta. Crincrin. – 4. Empotée. Ans. – 5. Spot. Eglise. – 6. Auer. Eisa (Asie). – 7. Agréés. Bois. – 8. Onc. Détenue. – 9. Rééditer. BN. – 10. Argenture. – 11. Ecume. Devès.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037


Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex


Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 *bis*, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Les flammes illustrées de 1996

LES 702 NOUVELLES FLAMMES illustrées – ces marques rectangulaires promotionnelles qui jouxtent les couronnes d'oblitération annulant le timbre-poste – mises en service en 1996 en France (669), à Monaco (28) et dans les départements et territoires d'outre-mer (5), marquent une progression après quatre années de décrue. Le *Supplément 1996 au catalogue des oblitérations mécaniques à flammes illustrées ou stylisées* édité par *Le Monde des philatélistes* sous la férule de Dominique Buffier établit le palmarès des départements les plus prolifiques en nouveautés : le Nord (22 nouvelles flammes) précède le Finistère (15). En revanche, la Creuse se signale par l'absence de toute nouveauté.

La rareté de l'année revient à la Guyane : une flamme mise en service le 4 juin 1996 à Kourou pour le lancement d'Ariane 5 fut retirée le jour même... à la suite de l'explosion de la fusée.

Un répertoire thématique (d'« Action sociale » à « Vins et vignes »), des index et une étude sur les flammes dont le dessin ne change pas d'une année sur l'autre complètent utilement cette brochure.

P. J.

★ 74 p., 90 F plus port, auprès du service de vente au numéro du *Monde*, 21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél. : 01-42-17-29-85.

EN FILIGRANE

■ *Diana. Les entreprises postales du monde entier n'en finissent pas de rendre hommage à la princesse Diana.* Comores, Dominique, Gambie, Grenade, Guyana, Liberia, Micronésie, Nevis, Palau, Saint-Vincent, Ouganda, République centrafricaine, Niger... lui ont déjà consacré de nombreux timbres. A noter aussi, pour couronner le tout, quelques émissions « locales » *douteuses de Mordovie, du Tatarstan* ou de Batoum.

■ **Les postes étrangères en Grèce.** Alain Nicolas et Alexandre Galinos viennent de publier un très important ouvrage, bilingue grec-anglais, sur les postes étrangères et les oblitérations utilisées dans le monde hellénique jusqu'en 1923, date du traité de Lausanne qui redéfinit de nombreuses frontières des Balkans. Sont ainsi détaillés les bureaux français, bien sûr, mais aussi ottomans, autrichiens, russes, égyptiens, bulgares, britanniques, italiens, serbes, à l'origine de près de 1 600 marques postales (postes navale, maritime, militaire, ferroviaire). Un index précise les lieux d'utilisation.



★ *Foreign Post Offices and their cancellations in the Helladic Territories*, 460 p., 450 F, port recommandé compris, auprès d'Alexandre Galinos, BP 67805, GR – 15303, Stavros, Grèce (règlement par chèque en francs français).

هكذا من الاصل

THÉÂTRE Acteur, metteur en scène et directeur du Piccolo Teatro de Milan, en Italie, Giorgio Strehler est mort, jeudi 25 décembre au matin, d'une crise cardiaque dans sa résidence de Lugano, en Suisse. Il était âgé de soixante-seize ans. ● DEPUIS les années 30, il a voué sa vie à la passion du théâtre, s'attachant, au Piccolo Teatro, qu'il fonda en 1947, comme plus tard à Paris, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, qu'il dirigea de 1982 à 1989, à redéfinir les règles du théâtre de répertoire et à créer les pièces d'auteurs vivants. ● C'EST de cette passion, de cette foi dans le théâtre comme « le cœur de la civilisation, grand lieu de la sociabilité, de la confrontation, de la dialectique, de l'émotion », qu'ont voulu témoigner Roger Planchon et Patrice Chéreau, pour lesquels Strehler était un exemple, un maître, un ami. *(En raison de cette actualité, le Guide culturel est supprimé.)*

La mort trop brutale de Giorgio Strehler, Arlequin du théâtre d'art

Le metteur en scène et acteur italien, fondateur et directeur du Piccolo Teatro de Milan en 1947, est mort, jeudi 25 décembre, d'une crise cardiaque à son domicile de Lugano, en Suisse. Il était âgé de soixante-seize ans

LA NOUVELLE est tombée le jour de Noël : Giorgio Strehler est mort comme il a vécu, dans une de ces fulgurances qui jadis le portait vers le meilleur du théâtre et qui, cette fois ultime, l'a emporté loin de nous, sans prévenir, brutalement. Trop brutalement. *Le* 28 novembre, il était à Paris, à l'invitation de l'Académie expérimentale des théâtres, et méditait face au public réuni au Théâtre du Vieux-Colombier sur le questionnement de sa vie, « Le Piccolo Teatro de Milan et la quête du théâtre d'art ».

Le Piccolo aura été toute sa vie, l'unique objet de ses passions et le toit de ses inoubliables emportements, petit théâtre étriqué à quelques pas du Dôme de Milan, dont il aura fait, dès sa création en 1947, l'une, sinon la plus belle des enseignes de la scène artistique mondiale. Sa carrière comptera plus de deux cents mises en scène de théâtre, cinquante mises en scène d'opéra et d'innombrables lectures de textes anciens et modernes, dont il voulait faire partager au plus grand nombre le plaisir qu'il avait pris à s'en emparer.

Ce morceau de trottoir de l'étroite via Rovello est tout ce que l'Italie d'après guerre aura accordé à celui qui était l'égal de ses frères en génie, Federico Fellini et Luchino Visconti. Quand le cinéma portait ces deux-là aux quatre coins du monde, Giorgio Strehler suivait leurs traces sur tous les continents, empruntant les chemins moins immédiatement glorieux du spectacle vivant, qu'il s'agisse du théâtre dont il aura révolutionné très tôt l'esthétique et les missions, ou de l'opéra où il excellait pareillement, familier de la maison voisine du Piccolo, la Scala de Milan. Milan bourgeoise, corrompue et trop fière pour offrir à l'un des siens le peu qu'il demandait : un théâtre à sa dimension, ou plutôt cette « cité du théâtre » dont il avait rêvé et que la Ville, après des décennies de tergiversation, aura fini par lui accorder mais trop tard, et encore, à la condition d'en partager la direction avec Jack Lang. Cet ami de trente ans est venu le 9 janvier dans la capitale lombarde en médiateur entre le *maestro* et les autorités municipales, aveugles jusqu'à l'inacceptable à ce talent trop grand pour elles.

Sa mort en Suisse, dans la très calme ville de Lugano qui lui correspondait si peu, est plus qu'un symbole, l'ultime protestation de l'artiste disparu. C'est là qu'il s'était installé en 1992, après avoir décidé de « *démissionner de l'Italie* ». Non seulement la municipalité milanaise *ne cessait de lui chercher des poux* dans la tête mais la justice alors s'en mêlait, l'accusant d'avoir détourné des subventions de la Communauté européenne destinée à l'école d'acteurs du Piccolo. C'en était trop pour Giorgio Strehler – il sera lavé de tous soupçons le 10 mars 1995. Son dévoué chauffeur était donc contraint de le véhiculer presque chaque jour des bords du lac suisse jusqu'à la métropole honnie, « *devenue une ville du tiers-monde sans en avoir la vitalité* », disait-il. Pour lui, l'explication était simple : « *Il n'y a plus en Italie de classe politique cultivée.* »

Le combat politique aura été inséparable de ses engagements artistiques. Antifascisme et Résistance auront été les parents de sa citoyenneté. Né le 14 août 1921 à Barcola, près de Trieste, d'un père d'origine autrichienne et d'une mère d'origine française, Giorgio Strehler, après ses premiers pas au théâtre dans des compagnies de fortune et des études de droit qu'il interrompt pour suivre les cours de l'Académie des « Filodrammatici » de Milan, rejoint la Résistance en 1943. Il est arrêté et interné au camp de Mürren en Suisse où il met en scène trois courtes pièces de l'un de ses auteurs de chevet, Luigi Pirandello. Relâché, il fonde un ciné-club avec Dino Risi tout en suivant les cours du Conservatoire de Genève. Sous le pseudonyme de Georges Firmy (du nom de sa grand-mère française), il crée en 1945 la Compagnie des masques et met en scène *Meurtre dans la cathédrale*, de T. S. Eliott, et *Caligula*, d'Albert Camus.

Un homme de grande séduction et des plus hautes ambitions

Quelques mois plus tard, il rejoint Milan, dévastée, où il retrouve son ami d'avant guerre, celui qui a accompagné ses premiers pas sur les planches, Paolo Grassi. Celui-ci lui dégotte un revenu : commissaire-liquidateur de la Fédération du spectacle... Strehler préfère l'écriture et signe des recensions dans *Milano Sera*. Dès 1946, les deux amis, inséparables, parfaitement complémentaires, discutent de la fondation d'un théâtre.

Strehler multiplie les mises en scène et les rôles à Florence et à Milan, au Théâtre Odéon, où il a connu ses premières joies de spectateur, et particulièrement en découvrant *Arlequin, serviteur de deux maîtres*, de Carlo Goldoni, dans une mise en scène de Max Reinhardt, en 1932. Les témoins de cette époque euphorique s'accordent pour dépeindre le jeune Strehler tel que les années n'auront jamais réussi à le changer : homme vif, costaud, au regard clair surmonté de cheveux noirs alors, homme de grande séduction et des plus hautes ambitions. Seule modification à cette description, l'apparition, à l'aplomb de son visage inchangé, d'une crinière blanche, soyeuse, soigneusement mal entretenue.

Quand cet homme-là décidait de s'intéresser à l'autre, passant dès ses premiers mots d'un vouvoiement qui ne lui correspondait pas à un tutoiement toujours chaleureux, amical, presque amoureux, le plaisir de la rencontre, de la discussion, toujours vive, excessivement dramatisée, merveilleusement claire, prenait alors un tour qui s'inscrivait pour longtemps dans la mémoire. Celui qui se considérait comme le fils de Jacques Copeau, Louis Jouvet et Bertolt Brecht, et qui savait vous en convaincre aussitôt, pouvait parler indifféremment dans leurs langues comme dans la sienne. Ici, en français, un mot de Copeau ; là, en allemand, une notation de Brecht ; plus loin, en italien, quelques vers empruntés à Dante. Entre 1953 et 1955, Giorgio Strehler choisit de naviguer entre son jeune Piccolo et le Berliner Ensemble où il suit l'enseignement de Brecht. Il en devient l'ami, lui offrant bientôt une machine à écrire Olivetti sur laquelle le dramaturge allemand écrirait, plus tard, quelques-unes de ses plus belles pages. De lui, comme de tous les auteurs qu'il a servis, Giorgio Strehler aura su restituer par les moyens esthétiques les plus simples la singularité et la transcendance.

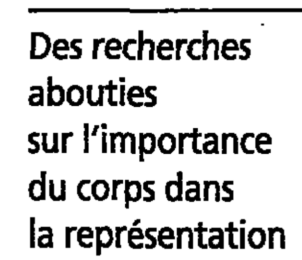


GÉRARD UFÉRAS/RAPHO

Giorgio Strehler en mars 1997

C'est particulièrement vrai de Carlo Goldoni et surtout de son *Arlequin* dont le metteur en scène n'aura cesser de questionner les moindres chausse-trapes pour en donner, encore et encore, une vision chaque fois renouvelée. Cela de 1947, année de la première représentation, jusqu'à 1997, où, pour la 2 304ᵉ fois le 14 mai à 23 heures, le rideau du Piccolo tombait sur la représentation dédiée au cinquantième anniversaire du théâtre.

Arlequin aura été présenté presque partout dans le monde, et partout avec la même ferveur de toute une troupe et le même engouement des publics, au point de devenir emblématique non seulement de l'art de Strehler mais de la rénovation du théâtre européen. Pourquoi ? Pour ses recherches, abouties, sur l'importance du corps dans la représentation théâtrale, sur le caractère avant-gardiste qu'il y a à essayer de se rapprocher au plus près de l'authenticité d'un texte ancien pour le restituer avec une force intacte à un public apparemment à cent lieues de ces œuvres du passé, sur la nécessité de construire l'espace scénique comme on restituerait l'espace du rêve, quitte à mettre à nu la machinerie pour en restituer la magie, sur l'association en scène des meilleurs artistes, qu'il s'agisse des acteurs (Marcello Moretti puis depuis 1962-1963 Ferruccio Soleri), des décorateurs (Luciano Damiani et Ezio Frigerio), costumiers, compositeurs, musiciens, éclairagistes, accessoiristes qui tous concourent avec une simplicité exorbitante à servir un texte au plus près de la compréhension, de la connivence, de l'émotion des spectateurs. Hautement artiste, presque hautainement intellectuel, Giorgio Strehler n'aura eu d'autres soucis que l'invention d'un théâtre populaire, à l'image du credo développé dans les mêmes années à Paris par Jean Vilar.



Strehler rêve d'un théâtre hellénistique qui réunit, fédère, associe le peuple à son élaboration. Quand Brecht lui explique un peu plus tard que le seul théâtre qui vaille est celui qui divise la communauté, l'Italien ne veut pas l'accepter, refuse de le comprendre. Il plaide alors pour « *un théâtre aussi nécessaire que le métro, un théâtre public pensé pour un public nouveau, un théâtre de fête contre le divertissement, un théâtre d'art pour tous* ».

Tout en restant fidèle à ses engagements premiers, Giorgio Strehler partagera, un peu plus tard, la vision de Bertolt Brecht. « *La société est bien plus contradictoire, la vie est bien moins schématique que nous le pensions quand nous étions plus jeunes* », dira-t-il. 1954-1955 est une saison manifeste dans l'histoire du Piccolo. Strehler présente *La Trilogie de la villégiature*, de Goldoni, *La Cerisaie*, de Tchekhov, *El Nost Milan*, de Bertolazzi et, enfin, il crée *L'Opéra de quat'sous*, de Brecht. Ainsi affirme-t-il son style dont les pôles seront la redéfinition des règles du théâtre de répertoire et la création des auteurs vivants. Le temps est venu d'une scène utopiste et épique – Goldoni, Shakespeare et Brecht représenteront plus du quart de ses productions dramatiques. La France s'intéresse tôt à ses productions, recevant *L'Opéra de quat'sous*, au TNP en 1960, *Les Géants de la montagne*, de Pirandello, au Théâtre des Nations en 1967 et, pour la première d'une longue série d'invitation, *Arlequin, serviteur de deux maîtres*, au Théâtre de l'Est parisien en 1968, tous spectacles joués à guichets fermés et ovationnés.

Des recherches abouties sur l'importance du corps dans la représentation

En 1968, le temps vient de contester les institutions, et le Piccolo Teatro n'échappe pas à ce réexamen des positions acquises. Giorgio Strehler quitte une première fois son théâtre au mois de juillet pour, écrit-il au conseil d'administration, « *expérimenter de nouvelles méthodes de travail en toute indépendance* ». Très vite, il cherchera, vainement, à diriger une nouvelle salle. En novembre 1971, il conclut un accord pour six ans de travail avec Herbert von Karajan au Festival de Salzbourg où il doit relancer la programmation théâtrale tout en revisitant les ouvrages de Mozart. Mais, en 1972, sans renoncer à travailler en Autriche, il décide de retrouver Milan et le Piccolo dont il prend, seul, la direction, Paolo Grassi étant devenu superintendant de la Scala. Entre-temps, Patrice Chéreau sera venu au Piccolo pour y travailler pendant trois saisons.

Les lignes de force du Piccolo sont inchangées, et le talent de Giorgio Strehler continue de s'affirmer, entre deux invitations lancées par l'étranger et particulièrement par l'Odéon à Paris dont la troupe devient une pensionnaire attitrée. « *Le théâtre du cri, le langage du désespoir ne me concernent pas*, dit-il alors dans ces colonnes. *Mes angoisses se concentrent sur les problèmes posés par l'accouchement difficile d'une société nouvelle. Le travail sur scène n'a pas d'aboutissement, il est une quête qui dégage une chaleur blanche... ou rouge. Des hommes tels que Brook, Chéreau, Stein ou encore Ariane Mnouchkine* [tous invités du Piccolo] *ont tout à voir et rien à voir avec moi. Chacun chante sur sa tonalité, mais nous avons une filiation commune, une parenté.* »

Strehler, à la faveur des élections européennes de 1979, retrouve le goût de l'action politique. Membre du Parti socialiste italien depuis 1939, siégeant alors au comité directeur de cette formation, il s'engage aux côtés de Paolo Grassi, Heinrich Böll et de nombreux artistes et intellectuels dans la rédaction d'un Manifeste européen en faveur de la culture – Strehler, devenu sénateur, quittera le PSI en 1987, fâché par les agissements de Bettino Craxi. En 1981, il soutient, par l'entremise de Jack Lang, la *candidature de François Mitterrand* à la présidence de la République et en devient l'ami. En 1982, il préside le jury du Festival de Cannes juste avant d'être nommé directeur de l'Odéon-Théâtre de l'Europe, dont il assurera la direction de 1983 a 1989. Là, il donnera une version magistrale de *L'Illusion comique*, de Corneille, avec une distribution française et affirmera très haut son souci d'un théâtre pancontinental. Souci qui se traduira par la création d'un réseau des théâtres de l'Europe encore vivace aujourd'hui.

Les années 90 auront donc été pour Giorgio Strehler celles d'un long et douloureux malentendu avec ses concitoyens. Il a pourtant accepté de diriger les manifestations du cinquantième anniversaire du Piccolo au printemps de cette année mais on sentait bien, déjà, que la foi n'y était plus, malgré les encouragements de ses proches et le patient travail de M. Lang. Cette incompréhension d'un pays pour l'un des siens n'est évidemment pas pour rien dans sa disparition. Elle ne la rend que plus triste, plus inacceptable encore. Et donne à la communauté artistique internationale le besoin, plus impérieux encore, de défendre à Milan son rêve d'une maison de théâtre qui ne s'effraierait pas du passage dans le nouveau millénaire.

Olivier Schmitt



du théâtre d'art

est mort, jeudi 25 décembre,

هكذا من الاصل

Il était un maître, il était un ami

Roger Planchon, dont la carrière de metteur en scène doit tant à Strehler, évoque des moments passés avec ce « Maestro superbe »

IL SE DISAIT l'enfant du Cartel – Jouvet, Dullin, Pitoëff, Baty. Il prit un jour le théâtre en charge et pour plusieurs générations. Il reprit la leçon d'exigence morale du Berliner Ensemble de Brecht, mais même ses spectacles les plus engagés furent une leçon de plaisir théâtral.

Adolescents, nous faisions le voyage à Berlin pour voir *Galileo Galilei* par le Berliner et à Milan pour voir la même pièce au Piccolo. A Berlin, dans la grande scène du pape qui s'babille, le Saint-Père enfilait des vêtements raides et pesants comme des armures ; à Milan, le pape enfilait des dessous en dentelle presque féminins. A Berlin, l'espion qui écoutait aux portes était une brute de la police secrète ; dans la mise en scène de Strehler, l'espion était un pauvre homme qui rangeait les chaises à l'église. Nous nous disions que la mise en scène de Berlin était forte mais que Strehler, plus près du catholicisme, avec son souci de réalisme, rendait plus évidente, plus vraie, la fable de Brecht.

A cette époque, ceux qui se déplaçaient en Europe pour voir les spectacles-phares n'étaient pas des programmateurs, des décideurs, ils n'avaient pas le regard blasé de la *jet society* théâtrale qui vient faire son marché : ils étaient des disciples. Chaque pas de l'aventure théâtrale de Strehler, pour nous, engageait le théâtre, mieux, la marche des idées. L'œuvre de Roland Barthes, par exemple, est redevable à Strehler pour qui ses livres, le « plaisir du texte » de Barthes, doivent beaucoup à l'évidence au plaisir théâtral des spectacles de Strehler que Barthes a médité, et, chacun le sait, Strehler a « donné à voir » Goldoni, comme disait Eluard, aux professeurs, aux historiens, aux critiques.

Strehler, c'était aussi des acteurs exemplaires, une collaboration avec les artistes les plus grands d'Europe, Luciano Damiani, Ezio Frigerio, dont les décors fécondèrent la production théâtrale mondiale et une équipe de machinistes, constructeurs, peintres qui, avec lui, retrouvèrent le secret du grand artisanat d'art. On le sait moins mais la bonne tenue des films historiques américains ou italiens tournés ces années-là doit beaucoup à ces grands artisans.

Strehler fut aussi le *Maestro* superbe qui parfois dans la vie singeait un maestro et qui parfois était si démuni, si abattu, si émouvant. Je me souviens d'une soirée à Paris. Il avait présenté *El Nost Milan*, un spectacle somptueux, exigeant, populaire, que presque toute la critique parisienne avait rejeté. Il était là, dans les coulisses, défait, hébété, si humble. Alors, Paolo Grassi, son grand administrateur, et quelques-uns proposèrent pour le distraire de l'entraîner dans les boîtes de strip-tease. La plus folle des nuits commença.

> Chaque pas de son aventure, pour nous, engageait la marche des idées

Nous passions d'une boîte à l'autre avec Strehler, dos à la scène, qui peu à peu reprenait son appétit de lutter. Toutes les petites filles de Paris qui cette nuit-là tortillaient leurs derrières s'interrogeaient sur ce curieux Italien gominé qui, sans un regard pour elles, parlait haut et fort de Jouvet, de Brecht, de l'importance de Goldoni.

Bien des années plus tard, sur la scène du théâtre de Villeurbanne, il fit, pour neuf cents spectateurs, une sorte de conférence-confidence improvisée avec la même foi, la même passion. Il était là, dans son pull-over noir, toujours gominé, admirable, séducteur, qui nous fit ce soir-là des confidences bouleversantes et aussi, par exemple, un parallèle entre Molière et Goldoni qui est probablement la réflexion la plus profonde sur ces deux auteurs depuis qu'on réfléchit sur leurs œuvres. Beaucoup d'entre nous, devant tant d'amour du théâtre, tant de savoir, tant de simplicité de ce vieux maître, avaient les larmes aux yeux. J'en témoigne.

Certains à Milan hier ont été soulagés. Pour ces politiques, pour ces élus, pour ces fonctionnaires responsables, il était le vieillard impossible, usé, qu'il fallait dégommer. Pour nous, il était un des grands Européens italiens qui nous permettaient de croire que l'Europe qu'il faut faire peut être autre chose que celle dont aujourd'hui on désespère. Cette Europe mesquine qui ne fait que réduire ses budgets artistiques, qui n'a jamais eu le souci de la création européenne, et qui devant la montée du chômage tremble de ne pas être assez démagogue – sans parvenir à réduire celui-ci – et qui ne sait pas rêver d'une Europe dont les artistes tel Giorgio Strehler pourraient être le ciment.

Notre dernière conversation fut la suivante : il a existé un cinéma italien que les responsables politiques n'ont pas su préserver. Sa disparition est comparable à la disparition d'une grande ville, Saint-Pétersbourg, Paris, Montréal : une catastrophe mondiale. Il existe encore un théâtre européen ; les responsables politiques, les décideurs le liquident sous prétexte de le remodeler, disait-il. Sa disparition sera l'équivalent de la disparition du cinéma italien. A propos, comment ça va en France ? Ma réponse fut dubitative.

Strehler m'a souvent dit que j'étais son frère, son ami. Je ne sais pas s'il était sincère mais mon chagrin aujourd'hui est lourd comme celui d'un frère. Mon chagrin, ma reconnaissance, je sais que je les partage avec tous ses spectateurs qu'il a si longtemps éblouis.

Roger Planchon







PHOTOGRAPHIES NICOLAS TREATT

Au Théâtre de l'Odéon, à Paris, en 1977, Giorgio Strehler dirige « Arlequin, serviteur de deux maîtres », de Carlo Goldoni. Ce spectacle, créé en 1947 au Piccolo Teatro de Milan, a connu sept versions.

Toute une vie sur l'illusion théâtrale

Le metteur en scène Patrice Chéreau revient sur l'honneur d'une œuvre engagée et poétique

IL ÉTAIT le maître que je m'étais choisi. Il était le théâtre tout entier, celui qui pensait que le théâtre avait une responsabilité dans le monde et dans la société, celui qui m'a tout appris, l'espace théâtral, le travail du sens, comment raconter une histoire à travers la poésie du théâtre, comment allier la légèreté à la gravité.

Tous ces émerveillements à mes yeux d'adolescent balbutiant, *Il Campiello, Les Bas-Fonds, El Nost Milan, Galilée*, la magie des *Baruffe Chiozzotte* et des *Géants de la montagne*, avec Valentina Cortese, il y a trente ans, à l'Odéon ; son discours à la mort de Paolo Grassi, sa collaboration exemplaire avec lui, leur travail commun pour établir un théâtre en Italie, des institutions dans un pays qui n'y était pas habitué – et ne l'est toujours pas ; ce qu'il nous a appris à Richard Peduzzi et à moi, sa collaboration inouïe avec son décorateur Luciano Damiani, sa rencontre avec Brecht, toutes les versions de l'*Arlecchino*, son génie de la lumière avec Guido Baroni et Mimo Campolini.

Tous ces techniciens et ces machinistes admirables avec qui j'ai travaillé après lui dans cette sorte d'intérim que j'ai fait au Piccolo Teatro de Milan entre 1969 et 1972 quand il en était parti ; tous ces gens qu'il avait formés et qui l'avaient formé, dépositaires d'un art souverain du théâtre, d'un savoir-faire exigeant et léger, immémorial, plongeant ses racines dans la culture des siècles précédents.

Son travail sur les opéras, sa connaissance de la musique, sa longue réflexion de toute une vie sur l'illusion théâtrale, le poids du concret allié à la force de l'illusion, le mélange des deux, bouleversant ; toutes ces choses dans lesquelles je me reconnais profondément aujourd'hui.

Giorgio Strehler, l'honneur du théâtre comme service public, d'un théâtre engagé et poétique, d'un théâtre qui s'insurge contre toutes les injustices. Alors bien sûr, un peu de cabotinage, les cheveux teints en bleu, le col roulé noir qui nous faisait rire, mais à la fin, ce théâtre enfin construit, cette grande salle douloureuse à Milan, rêvée depuis vingt ans, enfin terminée et dans laquelle il n'entrera jamais.

C'est un monde qui meurt avec lui aujourd'hui, comme un grand iceberg qui s'effondre dans la mer. Le moule avec lequel on faisait ces hommes-là est cassé.

Patrice Chéreau

Depuis 1947

● **1947.** Giorgio Strehler fonde en 1947 le Piccolo Teatro de Milan. Il y invente un théâtre neuf, dont l'exemple le plus parfait est *Arlequin serviteur de deux maîtres*, de Carlo Goldoni, qui depuis et dans ses différentes versions n'a pas quitté l'affiche en Italie et ailleurs. Marcello Moretti, le premier, a tenu le rôle d'Arlequin. A la saison 1962-1963, le rôle revient à Ferruccio Soleri, qui ne l'a jamais abandonné, sauf pour quelques représentations, où il a été remplacé par Angelo Corti. En 1991, Strehler mettait en scène sa septième version d'*Arlequin*, servie par ses élèves du Piccolo Teatro ; 1997 a été l'année de l'« *Arlequin* des cinquante ans » – toujours avec Ferruccio Soleri –, qui sera présenté en mars 1998 à Paris.

● **1955.** Cette année marque de manière définitive le style Strehler : il présente *La Trilogie de la villégiature*, de Goldoni, *La Cerisaie*, de Tchekhov, *El Nost Milan*, de Bertolazzi, et crée *L'Opéra de quat'sous*, de Brecht – dont il montera de nombreuses pièces. Redéfinition des règles du théâtre de répertoire et création des auteurs vivants (Genet, Beckett...) seront les pôles constants d'une carrière qui compte plus de deux cents mises en scène de théâtre, cinquante mises en scène d'opéra et d'innombrables lectures de textes anciens et modernes.

● **1982.** Giorgio Strehler est nommé directeur du Théâtre de l'Europe – fonction qu'il exercera jusqu'en 1989 –, à Paris, à l'Odéon, par le ministre de la culture, Jack Lang. En 1983, il commence à répéter *L'Illusion comique*, de Corneille, en français. Malade, il doit s'interrompre. La pièce sera créée en 1984 et reprise en 1985 avec une distribution en partie renouvelée.

● **1995.** Présentation à l'Odéon-Théâtre de l'Europe de sa mise en scène la plus récente, *L'Ile des esclaves*, de Marivaux.

« Tout le mal du monde nous appartient mais le bien aussi »

« **DIRE** que l'art est inutile est un guet-apens que nous tendent les forces du mal », *disait avec conviction Giorgio Strehler dans un entretien au* Monde, *tout de passion, d'émotion, de révolte et d'enthousiasme* (Le Monde *du 10 juillet 1995*). *Il y parlait de son amour du théâtre, sa vie, dans ce monde en guerre contre lui-même :*

VERBATIM

« Le théâtre est le cœur de la civilisation (...) C'est le grand lieu de la sociabilité, de la confrontation, de la dialectique, de l'émotion, une grande trouvaille d'*Homo sapiens*. Un jour, trois, quatre, six personnes qui se connaissaient ont décidé de raconter des histoires à deux cents, trois cents, mille personnes qui ne se connaissaient pas. Ces histoires parlaient et parlent encore des petits faits de la vie et des hauts faits de notre âme. Cela peut partager ceux qui les écoutent, c'est même le mieux qui puisse arriver car cette discussion met en mouvement la pensée, met en mouvement la dialectique familiale ou amicale. Le théâtre est donc un lieu indispensable à une vie d'homme. (...)

» Ce qu'il y a encore d'humain et de sensible dans le monde, ce n'est pas la politique qui l'a préservé, ce ne sont pas seulement les rapports sociaux, c'est aussi le rêve réalisé de grands esprits qui ont donné un aperçu de la beauté de l'homme. Tout le mal du monde nous appartient mais le bien aussi, Léonard m'appartient, Dostoïevski, Masaccio, m'appartiennent et me donnent la certitude que je ne suis pas seulement coupable de meurtre (...) Je me demande si l'art n'a pas cette petite force de nous faire sentir que nous sommes humains. Et d'empêcher d'autres dégâts majeurs. L'art n'a pas un poids direct sur la société, ce n'est pas une marchandise que l'on peut peser en disant : "Lui, il a fait *Guernica* et ils ont quand même fait la guerre d'Espagne." (...)

» J'ai choisi de dédier à Brecht la prochaine saison du Piccolo. Nous sommes enfin sortis de la "guerre froide" autour de son œuvre, même si la guerre esthétique n'est pas terminée (...) Aujourd'hui, on peut parler sereinement non seulement de Brecht, mais de Beckett ou de Pinter, sans essayer de les dresser les uns contre les autres. Ce sont des grands, des voix immenses du théâtre contemporain. (...)

» J'ai été élève de Brecht mais je ne suis pas aveugle. Je viens d'une école née avant lui, celle de Jacques Copeau, qui, dans un sens éthique, a tout à voir avec elle d'ailleurs. Brecht était un homme d'une rigueur esthétique très forte mais il n'était pas dogmatique. Au contraire, le père Copeau était, lui, assez dogmatique, parce qu'il était très catholique (...) Je suis arrivé à Brecht après des expériences qui m'ont permis d'être lucide. Lui-même détruisait toute forme de "vérité définitive". C'était un anti-dogmatique, un dialecticien, un pessimiste ironique. (...) Il m'a dit aussi : "Un poète est toujours optimiste, même s'il décrit la fin du monde, même s'il affirme que l'on ne peut plus vivre ensemble. Du moment qu'il l'écrit, c'est qu'il a confiance en lui, et confiance dans le monde." »

VENDREDI 26 DÉCEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

17.40 L'Affaire des poisons ■ ■ D'Henri Decoin (France, 1955, 110 min). Festival
18.10 Ni vu... ni connu ■ ■ D'Yves Robert (France, 1957, N., 104 min). M 6
19.25 Le Gros Lot ■ ■ De Preston Sturges (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 65 min). Ciné Cinéfil
20.30 Le facteur sonne toujours deux fois ■ ■ De Tay Garnett (Etats-Unis, 1946, N., 120 min). Ciné Cinéfil
21.00 L'Expert ■ De Luis Llosa (Etats-Unis, 1994, 110 min). Ciné Cinémas
22.15 Le Nouveau Testament ■ ■ *De Sacha Guitry (France, 1936,* N., 85 min). Festival
22.30 J'étais une aventurière ■ ■ De Raymond Bernard (France, 1938, N., 100 min). Ciné Cinéfil
22.50 Gremlins ■ ■ De Joe Dante (Etats-Unis, 1984, v.o., 105 min). Ciné Cinémas
23.00 Heat ■ ■ De Michael Mann (Etats-Unis, 1995, 164 min). Canal +
23.05 Les Hauts de Hurlevent ■ ■ De Robert Fuest (Grande-Bretagne, 1970, 105 min). RTL 9
23.25 FX, effet de choc ■ De Robert Mandel (Etats-Unis, 1985, 105 min). TSR
23.50 ▶ Monsieur Verdoux ■ ■ ■ *De Charles Chaplin (Etats-Unis, 1947,* N., v.o., 125 min). Arte
0.10 Les gosses mènent l'enquête ■ De Maurice Labro (France, 1946, N., 85 min). Ciné Cinéfil
0.35 Les Sentiers de la gloire ■ ■ De Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1958, N., v.o., 85 min). France 2
0.35 Silent Running ■ ■ De Douglas Trumbull (Etats-Unis, 1972, 90 min). Ciné Cinémas
0.50 Les Perles de la couronne ■ ■ ■ De Sacha Guitry (France, 1937, N., 105 min). RTL 9
1.35 Quadrille ■ ■ De Sacha Guitry (France, 1937, N., 95 min). Ciné Cinéfil
1.45 Love, etc. ■ *De Marion Vernoux (France, 1996,* 105 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal +
19.00 Les Dossiers de l'Histoire. La vie en bleu, du Front populaire à nos jours. Du Front populaire à nos jours... un demi-siècle de luttes. Histoire
20.00 20 h Paris Première. Jacques Tardi. Paris Première
21.00 De l'actualité à l'Histoire. La mondialisation. La pilule. Histoire
22.15 Paris modes. Les sapins de Noël. Paris Première
23.30 Noms de dieux. Invité : Tariq Ramadan. RTBF 1

DOCUMENTAIRES

19.30 Jean Marais : Cocteau mon maître. Festival
19.50 Zino Davidoff : ma vie... le cigare. Planète
20.00 Corpus Christi. [4/5]. Histoire
20.30 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Australie, les requins de la Grande Barrière. Canal +
20.35 J.F. Kennedy et la mafia. Planète
20.45 Holy Russia. France Supervision
21.30 Les Oiseaux marcheurs du Kenya. Planète
21.45 Pour élever un rhinocéros. Canal +
22.00 Chroniques du studio 4. [1/2]. Histoire
22.10 Grand format. Comedian Harmonists [1/2]. Arte
22.10 Les dauphins ont-ils une âme ? Disney Channel
22.20 Joseph Czapski. Planète
23.00 L'Illusion esthétique. Barcelone 1900. France Supervision
23.20 Dancing in the Street. *[8/10] No Fun.* Canal Jimmy
1.45 Un siècle d'écrivains. Françoise Sagan. France 3

DANSE

23.50 Le Lac des Cygnes. Ballet. France 3
0.15 Giselle. Ballet. France Supervision

MUSIQUE

18.50 Charpentier et Schutz. Direction de René Jacobs. Muzzik
20.50 Soirée spéciale Hit Machine. M 6
21.00 Gospel Night I. Montreux 1994. Muzzik
22.00 Gospel à Montreux 1991. Muzzik
23.00 Céline Dion. Concert enregistré à Memphis en 1997. France 3
23.00 The Soul of Christmas. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.10 Le Retour de Jafar. Disney Channel
20.30 Echec au roi. De Paul Seed. Festival
20.35 Les Disparues d'Edimbourg. De Thaddeus O'Sullivan. RTL 9
20.45 L'Enfant du bout du monde. De Christian Faure. TF 1
20.45 L'Amour en feu. De Hartmut Schoen. Arte
20.55 Petit. De Patrick Volson. France 2
20.55 Les Mystères du Sadjurah. De Denys Granier-Deferre. France 3
22.40 Le Président et la Garde-barrière. De Jean-Dominique de La Rochefoucauld. France 2
23.00 L'Assassinat du duc de Guise. De Guy Lessertisseur. Histoire
23.15 La Fiancée du vampire. O De Malcolm Marmorstein. M 6
23.45 La Petite Fille aux allumettes. De Michael Lindsay-Hogg. Téva

SÉRIES

20.45 Dark Skies, l'impossible vérité. L'ennemi de l'intérieur. Série Club
20.55 Susan ! De si bons amis. Téva
21.00 Star Trek. *La colère des dieux.* Canal Jimmy
21.35 Entre terre et mer. [6/6]. RTBF 1
22.10 L'Homme de nulle part. Usurpation. Canal +
22.10 Murphy Brown. Téva
22.15 Twin Peaks. Episode n° 12 (v.o.). Série Club
22.25 Nash Bridges. L'otage. Karen, flic de Chicago. TMC
22.30 Dream On. La passation de pouvoirs (v.o.). Canal Jimmy
22.55 Seinfeld (v.o.). Canal Jimmy
23.00 Les Contes de la crypte. Série Club
23.00 Nos meilleures années. Téva
23.50 Jason King. Série Club

NOTRE CHOIX

● **20.30 Festival**
Echec au roi

Cette fiction *télévisée britannique* constitue la seconde partie (inédite en France) de la saga de Francis Urquhart, le héros de *Château de cartes*, diffusé la semaine dernière *(Le Monde* du 19 décembre). Après avoir écarté tous ses adversaires, le chef de file des conservateurs anglais est enfin nommé premier ministre. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, il est rapidement amené à affronter le roi. Nouvellement intronisé, celui-ci est un humaniste qui désapprouve la politique ultralibérale menée par le gouvernement, et il le fait savoir publiquement. Un duel à fleuret moucheté s'engage entre les deux hommes. Urquhart en sortira vainqueur grâce à ses méthodes habituelles : chantage, intimidation, meurtre. Un troisième épisode, diffusé en 1996 par la *BBC, mettra fin aux méfaits du* premier ministre. – *J.-J. S.*
★ **2e épisode : samedi 27, 20.30.**

● **20.45 TF 1**
L'Enfant du bout du monde

Alice a adopté Bruno, en Colombie, lorsqu'elle travaillait pour la Croix-Rouge pendant la guerre civile. Son fils, aujourd'hui âgé de dix ans, souffre d'une maladie grave et seule une greffe de moelle osseuse pourrait le sauver. Alice et Bruno s'envolent donc pour Bogota, à la recherche de la famille naturelle du petit garçon. Ils découvrent que l'homme qui aurait pu les renseigner est mort dans des circonstances étranges. Alice décide de mener sa propre enquête. Une intrigue bien menée, un couple mère-fils – Valérie Kaprisky et Léo Romain – très émouvant. Dommage que la fin du téléfilm vire à l'eau de rose. – *K. N.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Walker, Texas Ranger.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal.
20.45 L'Enfant du bout du monde. Téléfilm de Christian Faure.
0.05 La Nuit en fête. Pierre Palmade : Mon spectacle s'appelle reviens !
1.55 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval, Météo, Point route.
20.55 Petit. Téléfilm de Patrick Volson.
22.35 Un livre, des livres.
22.40 Le Président et la Garde-barrière. Téléfilm de Jean-Dominique de La Rochefoucauld.
0.15 Journal, Météo.
0.30 Ciné-club.
0.35 Les Sentiers de la gloire ■ ■ *Film de Stanley Kubrick (v.o.).*

FRANCE 3

18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.00 Météo, Météo des neiges.
20.10 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.55 Les Mystères du Sadjurah. Téléfilm de Denys Granier-Deferre.
22.35 Météo, Soir 3.
23.00 Céline Dion. Concert enregistré en mai 1997.
23.50 Le Lac des Cygnes. Ballet avec le Peter Schaufuss Ballet et le Royal Ballet de Londres.
1.45 Un siècle d'écrivains. Françoise Sagan.

CANAL +

▶ **En clair jusqu'à 20.30**
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Australie, les requins de la Grande Barrière.
21.45 Pour élever un rhinocéros.
22.10 L'Homme de nulle part.
22.55 Flash infos.
23.00 Heat ■ ■ Film de Michael Mann.
1.45 Love, etc. ■ Film de Marion Vernoux.

ARTE

19.00 Tracks.
19.30 7 1/2. Une enfance à l'hôpital.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Amour en feu. Téléfilm de Hartmut Schoen.
22.10 Grand format. Comedian Harmonists [1/2].
23.50 ▶ Monsieur Verdoux ■ ■ ■ Film de Charles Chaplin (v.o.).
1.55 Le Dessous des cartes.

M 6

18.10 Ni vu... ni connu ■ Film d'Yves Robert.
19.54 6 minutes, Météo.
20.05 Mister Biz.
20.35 Décrochage info, Les Produits stars.
20.50 Soirée spéciale Hit Machine.
23.15 La Fiancée du vampire. Téléfilm O de Malcolm Marmorstein.
1.05 Best of Trash.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Tony James.
21.00 Black and blue. Lee Morgan : Coup de poing, coup de vent.
22.10 Fiction. *Le Rendez-vous,* de Dominique Labayes.
23.00 Nuits magnétiques. L'Oreille sous le sapin.
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

19.31 Concert franco-allemand. *Oratorio de Noël BWV 1 048* (cantates 1 à 6), de Bach.
23.07 Jazz-club.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Friedrich Schiller. Œuvres de Romberg, R. Schumann, Schubert, Beethoven.
22.30 Les Soirées... (suite). *Œuvres de Brahms, Smetana,* Lalo, d'Indy.

SAMEDI 27 DÉCEMBRE

FILMS DU JOUR

13.15 Rendez-vous avec le destin ■ De Glenn Gordon Caron (Etats-Unis, 1994, v.o., 105 min). Ciné Cinémas
13.20 I Was Happy Here ■ De Desmond Davis (Grande-Bretagne, 1966, N., v.o., 90 min). Ciné Cinéfil
14.50 J'étais une aventurière ■ ■ De Raymond Bernard (France, 1938, N., 105 min). Ciné Cinéfil
16.35 Les gosses mènent l'enquête ■ De Maurice Labro (France, 1946, N., 80 min). Ciné Cinéfil
17.55 Le facteur sonne toujours deux fois ■ ■ De Tay Garnett (Etats-Unis, 1946, N., 115 min). Ciné Cinéfil
20.45 La Chèvre ■ ■ De F. Veber (F., 1981, 95 min). RTBF1
23.00 Passage à l'acte ■ De F. Girod (F., 1996, 99 min). Canal+
23.00 Le Gros Lot ■ ■ *De Preston Sturges (Etats-Unis, 1940,* N., v.o., 70 min). Ciné Cinéfil
23.10 Le Cercle des intimes ■ D'Andreï Konchalovsky (Etats-Unis, 1991, 135 min). Ciné Cinémas
0.10 Close to My Heart ■ De William Keighley (Etats-Unis, 1951, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
0.40 Le Syndrome de Stendhal ■ ■ De Dario Argento (Italie, 1996, v.o., 115 min). Canal +
0.45 Dark Breed ■ De Richard Pepin (Etats-Unis, 1995, 95 min). TSR
1.45 L'amour chante et danse ■ ■ De Mark Sandrich (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil
2.35 Le Diable en robe bleue ■ De Carl Franklin (Etats-Unis, 1995, v.o., 100 min). Canal +
2.55 Le Lutin magique ■ ■ De Don Bluth et Gary Goldman (EU, 1994, 70 min). Ciné Cinémas
4.15 La Rose et la Flèche ■ De Richard Lester (Grande-Bretagne, 1976, v.o., 100 min). Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

0.00 Spécial procès Papon. Invités : André Glucksmann, Stéphane Rozès, Tzvetan Todorov. Histoire

MAGAZINES

9.00 C'est pas normal. La flamboyance. La Cinquième
13.00 De l'actualité à l'Histoire. Rétrospective 1997. Histoire
13.40 Savoir plus santé. Fièvre : Quand s'inquiéter ? Invités : Jean-Charles Piette, Anne-Marie Magnier. France 2
14.20 Destination pêche. La passion des mouches. France 3
15.00 et 21.00 Le Magazine de l'Histoire. Histoire
16.00 20 h Paris Première. Best of. Paris Première
17.00 Les Dossiers de l'Histoire. La vie en bleu, du Front populaire à nos jours. Du Front populaire à nos jours... un demi-siècle de luttes. Histoire
17.10 Le Magazine des festivals. Le Festival international de jazz de Montréal 1997. Muzzik
17.15 A bout portant. Jean-Pierre Cassel. Paris Première
19.00 T.V. + Blanc. Canal +
19.00 L'Invité de Cajou. Spécial Noël. Invités : Jean Giraud, Loïck Peyron, Valérie Barlois, Le groupe Raya Magoo. Canal J
19.30 Histoire parallèle. Rétrospective de l'année 1947. Invité : Klaus Wenger. Arte
20.05 Best of du Fond de la corbeille 1997. TSR
20.30 L'Année des Guignols. Canal +
21.20 Cap'tain Café. Invités : Rachid Taha, Little Bob, Elli Medeiros. France Supervision
21.45 Supplément détachable. Junky Christmas. Canal +
21.45 Metropolis. Rétrospective. Arte
23.35 Paris modes. Les sapins de Noël. Paris Première
0.35 ▶ La 25e Heure. Courts métrages : les années 30. France 2

DOCUMENTAIRES

17.20 Aventure dans l'Antarctique. La Cinquième
17.40 Photographes de guerre. Planète
18.00 La Norvège. La Cinquième
18.00 Corpus Christi. [4/5]. Pâque. Histoire
18.00 L'Illusion esthétique. Barcelone 1900. France Supervision
18.55 L'Adieu aux arbres. Planète
19.30 *Si la mode* m'était contée. [1/3]. Téva
20.30 Cluny, une lumière dans la nuit. France Supervision
20.35 Jazz Collection. Fats Waller. Planète
20.35 Highgrove House. Le royaume de la nature. TMC
20.45 L'Aventure humaine. Russie secrète. [2/3] Oudatchni, la ville des diamants. Arte
21.00 Rossini the Chef. Muzzik
21.30 Tierra Gitana : Gipsy Kings. TMC
21.55 Zino Davidoff : ma vie... le cigare. Planète
22.45 J.F. Kennedy et la mafia. Planète
23.00 Roosevelt, un destin pour l'Amérique. [2/2]. Histoire
23.40 Music Planet. Abba. Arte

DANSE

19.25 Ivan le Terrible. Ballet. Muzzik

MUSIQUE

19.30 Ecoute le monde. *Angélique Kidjo.* Paris Première
22.05 The Greatest Music Party in the World. Paris Première
22.15 Trio Esperança. France Supervision
22.20 Spécial Noël avec Pavarotti. Montréal 1994. Muzzik
23.05 Julien Clerc, le 4 octobre. TF 1
23.20 Peter Grimes. Mise en scène d'Elijah Moshinsky. Muzzik
0.05 Orgue et violons à Saint-Eustache. France Supervision
0.10 La Nuit en fête. Indo Live, Bruxelles 1997. TF 1

TÉLÉFILMS

17.30 Une nounou pas comme les autres. D'Eric Civanyan. France 2
18.30 Le Secret de l'héritier. De Gordon Flemyng. Ciné Cinémas
18.55 Un drôle de cadeau. De Daniel Losset. Festival
19.00 L'Assassinat du duc de Guise. De Guy Lessertisseur. Histoire
20.00 Bouvard et Pécuchet. *De Jean-Daniel Verhaeghe [1/2].* TV 5
20.30 Echec au roi. De Paul Seed [2/2]. Festival
20.40 Sur la route du Sud. De Delbert Mann. Ciné Cinémas
20.50 Baby-sitter blues. De Williams Crepin. France 3
20.55 Ellis Island, les Portes de l'espoir. De Jerry London [1 et 2/3]. Téva
22.15 Je voudrais descendre. De Jean-Daniel Verhaeghe. Festival
23.30 Los Angeles, guerre des gangs. O D'Alan Metzger. M 6
23.45 Internement arbitraire. De Bernard Choquet. Festival
23.45 Les Disparues d'Edimbourg. De Thaddeus O'Sullivan. RTL 9
0.40 Point d'orgue. De Paul Vecchiali. Arte

SÉRIES

18.00 Chapeau melon et bottes de cuir. Un dangereux marché. M 6
18.00 Murphy Brown. Téva
19.00 KYTV. Get Away With You (v.o.). Arte
19.00 Los Angeles Heat. Trafic de puces. M 6
19.05 Beverly Hills. Le grand pardon. TF 1
19.15 Bugs. Assassins. Série Club
19.35 Nash Bridges. La cible. TMC
20.30 Derrick. La compagne. Un objet de désir. RTL 9
20.50 Le Caméléon. Pilote de chasse. M 6
21.00 Angela, 15 ans. Canal Jimmy
21.30 Jake Cutter. La chance de sa vie. Série Club
21.40 Dark Skies, l'impossible vérité. Nom de code : Dreamland. M 6
22.15 Les Anges de la ville. Le témoin. Série Club
22.40 Profiler. O Rien que toi et moi. M 6
22.40 Le Renard. Refroidissement en été. RTL 9
22.45 Fallen Angels. Vent rouge. Arte
23.00 Murder One : L'Affaire Jessica. Série Club
0.30 Star Trek : la nouvelle génération. Le prix (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **22.20 France 3**
Drôles de stars...

Les époques du rire

LA FIN DE L'ANNÉE est généralement l'occasion pour les chaînes de sortir des tiroirs leurs archives consacrées au rire et de les monter bout à bout pour en faire ce qu'il est d'usage d'appeler un « divertissement ». La plupart du temps, le résultat est assez décevant. Les archives n'étant guère renouvelables, on a souvent l'impression de revoir chaque année le même programme, seul l'habillage étant différent. Pour leur émission « Drôles de stars... c'est pour rire », Jean-Loup Dix et Claude Fléouter ont toutefois fait un sérieux effort en confiant la présentation à Pascal Légitimus (un des trois Inconnus) et, surtout, en replaçant le rire dans le contexte de son époque.

Installé au Théâtre de Dix-Heures, haut lieu parisien des humoristes depuis des décennies, Pascal Légitimus fait défiler plutôt harmonieusement les meilleurs sketches, gags, parodies et chansons qui ont fait rire et sourire plusieurs générations des années 50 à nos jours.

Chansonniers qui ont fait les belles heures de la radio, puis « amuseurs » animant les premières parties des soirées au théâtre ou au music-hall, les humoristes sont sans doute ceux des artistes qui se sont le mieux adaptés à l'évolution des médias. La télévision leur a permis de consolider leur insolence, leur irrespect et leur impertinence.

On rigole franchement avec Coluche, véritable plaque sensible des années 80 mais aussi digne héritier de Fernand Raynaud qui, vingt ou trente ans auparavant, s'attaquait déjà férocement au racisme et à la bêtise en général. Dans ce téléscopage de générations, on s'aperçoit que l'humour et ceux qui le manient se sont métamorphosés au fil des ans, pour se dresser comme l'ultime rempart face à la démagogie et à la montée de l'intolérance.

Au-delà des différences de styles et d'époques, Fernand Raynaud et Coluche restent finalement les deux maillons essentiels de la chaîne de l'humour. Il serait dommage de s'en priver, même s'il y a de grandes chances de les revoir l'année prochaine, à la même heure... mais sur une autre chaîne.

Daniel Psenny

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.15 et 14.15 *MacGyver.*
15.05 Scandales à l'amirauté.
16.00 Brentwood.
16.55 California College : Les Jumelles de Sweet Valley.
17.20 Xéna la guerrière.
18.10 Un amour de chien.
19.05 Beverly Hills.
20.00 Journal, Image du sport.
20.40 Résultat des courses, Météo, Simple comme...
20.50 Histoire d'en rire.
23.05 Julien Clerc. Récital enregistré le 4 octobre, au Palais des sports de Paris.
0.10 La Nuit en fête. Indo Live.
1.15 TF1 nuit, Météo.
1.30 Embarquement porte n° 1.
1.55 Histoire du rire. [1/6] Naissance du rire.

FRANCE 2

13.40 Savoir plus santé. Fièvre : Quand s'inquiéter ?
14.40 Samedi sport. 14.45 Tiercé. 15.05 La Rétro des sports.
17.30 Une nounou pas comme les autres. Téléfilm d'Eric Civanyan.
18.50 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.55 Farce attaque... Aix-en-Provence.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval, Météo.
20.45 Tirage du Loto.
20.55 Fort Boyard. Spécial Noël.
22.50 Du fer dans les épinards. Foutez la paix aux jeunes !
0.25 Journal, Météo.
0.35 ▶ La 25e Heure. Soirée années 30.

FRANCE 3

13.35 Blanche. Feuilleton de Charles Binamé [6/11].
14.20 Destination pêche.
15.20 L'Enfant des Appalaches. Téléfilm de Jean-Philippe Duval.
16.55 Il vole avec les oies.
17.50 Les Chevaliers du Fiel.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo, Météo des neiges.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Baby-sitter blues. Téléfilm de Williams Crepin.
22.20 Drôles de stars... C'est pour rire.
23.25 Météo, Soir 3.
23.50 Rendez-vous magique au Paradis Latin.
0.50 Tex Avery.
1.40 Un siècle d'écrivains. Katherine Mansfield, l'insurgée.

CANAL +

14.00 Basket-ball.
15.45 Football américain. Championnat NFL : Dallas Cow Boys - New York Giants.
17.00 Les Superstars du catch.
▶ **En clair jusqu'à 20.30**
17.55 Décode pas Bunny.
18.50 et 21.40 Flash infos.
19.00 T.V. + Blanc.
20.00 Les Simpson.
20.30 L'Année des Guignols.
21.45 Supplément détachable. Junky Christmas.
23.00 Passage à l'acte ■ Film de Francis Girod.
0.40 Le Syndrome de Stendhal ■ ■ Film de Dario Argento (v.o.).

LA CINQUIÈME/ARTE

13.20 Va savoir.
14.00 Fête des bébés.
14.30 L'Histoire de l'ours en peluche.
15.25 Après-midi thématique. Sur les chemins du monde, au pays des glaces. 15.30 Embarquement porte n° 1 : Stockholm, patrie Nobel. 16.00 Jangal : Une forêt pour la vie. 16.30 Nunavik : Une terre immense. 17.20 Les Enquêtes du National Geographic : Aventure dans l'Antarctique. 18.00 La Norvège.
18.50 Journal de la météo.
19.00 KYTV.
19.30 Histoire parallèle. Rétrospective de l'année 1947.
20.15 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. Russie secrète [2/3].
21.45 Metropolis. Rétrospective.
22.45 Fallen Angels. *Vent rouge,* d'Agnieszka Holland.
23.40 Music Planet. Abba.
0.40 Point d'orgue. Téléfilm de Paul Vecchiali.

M 6

14.10 Les Aventures fantastiques de Tarzan.
15.05 Brisco County Jr. Le train ne sifflera pas trois fois [1 et 2/2].
17.00 Les Champions.
18.00 Chapeau melon et bottes de cuir.
19.00 Los Angeles Heat.
19.54 6 minutes, Météo.
20.05 Hot forme.
20.35 Ciné 6.
20.45 La Trilogie du samedi. 20.50 Le Caméléon, 21.40 Dark Skies, l'impossible vérité. 22.40 Profiler O.
23.30 Los Angeles, guerre des gangs. Téléfilm O d'Alan Metzger.
1.10 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Profession spectateur.
20.00 Fiction. Spectacle de et avec Yves Gerbaulet. En direct. *Le Théâtre des pantins, La Propriétaire.*
22.35 Opus. Les ballets de Monte-Carlo.
0.05 Le Gai Savoir. Christine Bergé, anthropologue.

FRANCE-MUSIQUE

18.30 A l'Opéra. En direct du Metropolitan Opera de New York. *Don Carlos,* de Verdi.
23.07 Présentez la facture. C'est fête ! Avec Jean-Michel Molkhou, Emmanuel Jaegger.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. Œuvres de Bach, Vivaldi, Sammartini, Arne, Bach, Kraus.
20.40 Le Violoniste Salvatore Accardo. Œuvres de Paganini, Saint-Saëns, Beethoven, Dvorák, Bruch, Bach.
22.40 Da Capo. Œuvres de Bach, von Dohnanyi, Brahms, Mozart

هكذا من الأصل

Le Monde

SAMEDI 27 DÉCEMBRE 1997

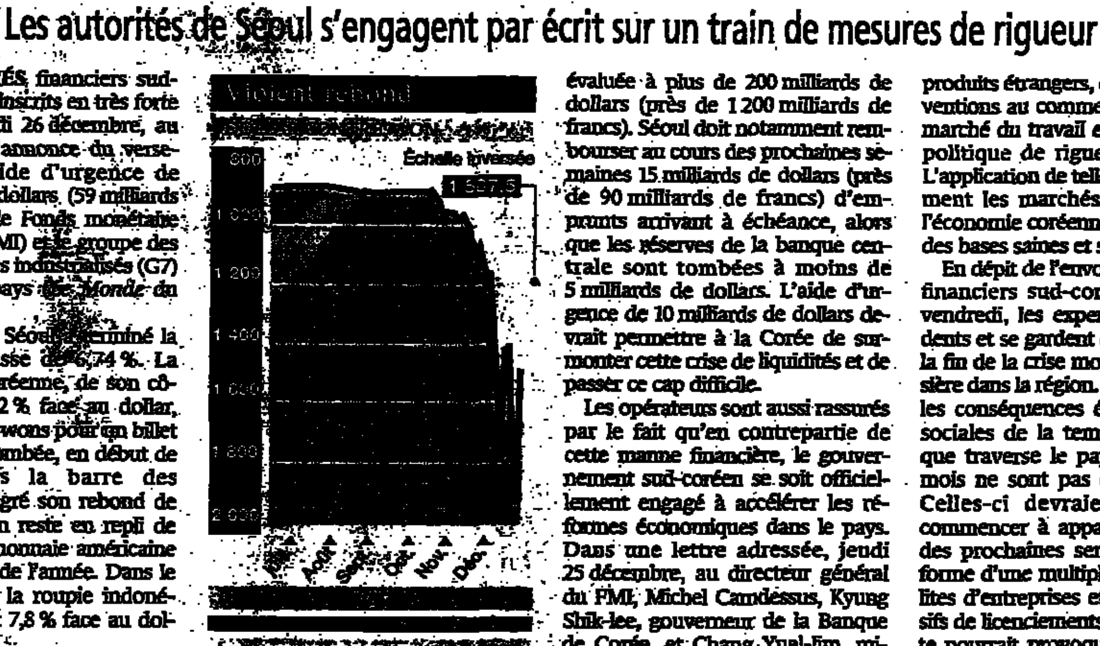
L'aide d'urgence du FMI et du G7 provoque le rebond des marchés financiers sud-coréens

Les autorités de Séoul s'engagent par écrit sur un train de mesures de rigueur

LES MARCHÉS financiers sud-coréens se sont inscrits en très forte hausse, vendredi 26 décembre, au lendemain de l'annonce du versement d'une aide d'urgence de 10 milliards de dollars (59 milliards de francs) par le Fonds monétaire international (FMI) et le groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) en faveur du pays (*Le Monde* du 26 décembre).

La Bourse de Séoul a terminé la séance en hausse de 6,74 %. La monnaie sud-coréenne, de son côté, a regagné 22 % face au dollar, pour coter 1 505 wons pour un billet vert. Elle était tombée, en début de semaine, sous la barre des 2 000 wons. Malgré son rebond de vendredi, le won reste en repli de 43 % face à la monnaie américaine depuis le début de l'année. Dans le sillage du won, la roupie indonésienne regagnait 7,8 % face au dollar.

Les investisseurs espèrent que les sommes débloquées permettront à la Corée du Sud d'honorer ses engagements sur sa dette extérieure, évaluée à plus de 200 milliards de dollars (près de 1 200 milliards de francs). Séoul doit notamment rembourser au cours des prochaines semaines 15 milliards de dollars (près de 90 milliards de francs) d'emprunts arrivant à échéance, alors que les réserves de la banque centrale sont tombées à moins de 5 milliards de dollars. L'aide d'urgence de 10 milliards de dollars devrait permettre à la Corée de surmonter cette crise de liquidités et de passer ce cap difficile.



Les opérateurs sont aussi rassurés par le fait qu'en contrepartie de cette manne financière, le gouvernement sud-coréen se soit officiellement engagé à accélérer les réformes économiques dans le pays. Dans une lettre adressée, jeudi 25 décembre, au directeur général du FMI, Michel Camdessus, Kyung Shik-lee, gouverneur de la Banque de Corée, et Chang Yuel-lim, ministre des finances, s'engagent à ouvrir le marché des capitaux, restructurer rapidement le secteur bancaire, favoriser l'importation de produits étrangers, éliminer les subventions au commerce, assouplir le marché du travail et maintenir une politique de rigueur budgétaire. L'application de telles mesures, estiment les marchés, permettrait à l'économie coréenne de repartir sur des bases saines et solides.

En dépit de l'envolée des marchés financiers sud-coréens observée vendredi, les experts restent prudents et se gardent de pronostiquer la fin de la crise monétaire et boursière dans la région. Ils estiment que les conséquences économiques et sociales de la tempête financière que traverse le pays depuis deux mois ne sont pas encore visibles. Celles-ci devraient seulement commencer à apparaître au cours des prochaines semaines, sous la forme d'une multiplication des faillites d'entreprises et de plans massifs de licenciements. Un tel contexte pourrait provoquer un nouveau mouvement de défiance des investisseurs à l'égard de la Corée du Sud.

De surcroît, la situation financière au Japon, première puissance économique de la région, reste extrêmement difficile en raison du brusque ralentissement de la croissance dans l'archipel, des difficultés persistantes des banques et de la pénurie de crédit qui en découle. Insensible à la remontée de Séoul, la Bourse de Tokyo a terminé la séance de vendredi en baisse de 3,25 %.

Pierre-Antoine Delhommais

Chômage : réactions positives aux propositions de Mme Aubry

La revendication d'une « prime de Noël » demeure

LES DISPOSITIONS prises par le gouvernement pour lutter contre l'exclusion (*Le Monde* du 26 décembre) ont été qualifiées d'« *avancée incontestable* » par le comité CGT des chômeurs et de « *première victoire* » par le mouvement AC !-Agir ensemble contre le chômage. Mais ces deux organisations appellent à « *continuer la lutte* » pour obtenir une « prime de Noël » de 3 000 francs.

« *La lutte de ces derniers jours oblige le gouvernement à se montrer plus sensible, parlant pour la première fois de chômeurs en détresse* », a déclaré, jeudi 25 décembre, Charles Hoareau, membre du bureau national du comité CGT des chômeurs, également responsable du comité des chômeurs des Bouches-du-Rhône, département dans lequel plusieurs centaines de sans-emploi occupent huit antennes Assedic depuis deux semaines.

M. Hoareau a estimé que la circulaire de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, invitant les préfets à réunir les organismes en charge de l'aide sociale (Caisses d'allocations familiales, Assedic, conseils généraux), afin d'apporter des « *réponses d'urgence* » aux cas les plus graves est « *un point positif* ».

Pour le porte-parole du comité national des chômeurs CGT, cette « *table ronde réunissant tous ceux qui peuvent payer* », réclamée par les chômeurs depuis leur début de leur lutte, le 11 décembre, est « *une avancée incontestable mais elle renforce l'idée qu'il faut continuer à se battre pour l'obtention d'une prime de 3 000 francs* ».

« *Il y a les moyens, quoi qu'on en dise, d'indemniser les chômeurs de manière décente* », a-t-il soutenu. Il souhaite que s'engage une réflexion sur un système unique d'indemnisation. Dans ce cas, « *on ne serait plus forcé de lutter ponctuellement pour obtenir une exonération ou une prime de Noël* », a-t-il conclu.

« PREMIÈRE VICTOIRE »

Le mouvement AC ! a qualifié cette circulaire de « *première victoire* ». « *Après des mois d'immobilisme en matière de droits sociaux, des annonces gouvernementales viennent aujourd'hui répondre aux luttes des chômeurs et précaires* », s'est félicitée AC ! dans un communiqué. « *L'objectif sur lequel convergent les mouvements de chômeurs et de précaires est de faire qu'au moins pendant un mois dans l'année, le revenu des chômeurs et précaires approche le montant du SMIC* », explique AC !, avant de réitérer sa demande d'une prime de 3 000 francs.

« *Le gouvernement a commencé à entendre les revendications des chômeurs* », a aussi déclaré Christophe Aguiton (AC !), qui « *regrette* » cependant que « *le gouvernement ne souhaite pas organiser une table ronde avec l'ensemble des parties concernées* », à savoir l'Unedic (régime d'assurance-chômage), l'Etat et les associations de chômeurs.

Le viol d'une fillette dans les Yvelines rappelle celui de Pleine-Fougères

UN ANCIEN BRANCARDIER, âgé de 29 ans, a été écroué, mercredi 24 décembre, par un juge d'instruction du tribunal de grande instance (TGI) de Versailles, après le viol d'une fillette de 10 ans, au domicile de celle-ci, à Morainvilliers dans les Yvelines. L'homme, agent de fabrication dans une société de Mantes-la-Jolie (Yvelines), a été mis en examen pour « *viol* » et « *tentative de viol sur mineure de 15 ans* », pour « *agressions sexuelles et violences volontaires* » ainsi que pour « *violation de domicile* » et « *usurpation de fonction* » par le juge Philippe Boussand. L'homme a reconnu les faits, déclarant avoir agi par « *pulsion* » et sous l'effet de l'alcool, et nie avoir prémédité son acte. Il a été placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines), et n'avait pas d'antécédents judiciaires.

« DIFFUSION LA PLUS LARGE POSSIBLE »

Les circonstances de l'agression, commise de nuit et par effraction, ont amené le parquet du TGI de Versailles à demander aux gendarmes de la brigade de recherche de Saint-Germain-en-Laye « *la diffusion la plus large possible* » de renseignements à destination de leurs collègues de Rennes, pour permettre d'éventuelles vérifications d'un lien avec le viol et le meurtre en juillet 1996 de la jeune Caroline Dickinson à l'auberge de jeunesse de Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine).

Dans le cadre de cette dernière affaire, le conseiller de la cour d'appel de Rennes, Renaud Van Ruymbeke, en charge de l'enquête, a déjà fait procéder à plus de 1 000 tests génétiques à travers deux campagnes de dépistage ADN opéré sur tous les hommes adultes de la commune de Pleine-Fougères, ainsi que sur de jeunes Britanniques présents en Bretagne au moment des faits (*Le Monde* du 3 décembre). Le magistrat a également comparé l'empreinte génétique du meurtrier de Caroline Dickinson avec celle des 364 000 traces ADN recensées dans le fichier britannique créé en 1995. Pour l'instant, toutes ces recherches ont été vaines.

Selon les premiers éléments de l'enquête menée par les gendarmes de Saint-Germain-en-Laye, la fillette a été agressée alors qu'elle dormait dans sa chambre au premier étage du pavillon familial dans la nuit du 19 au 20 décembre derniers. Elle a été frappée et violée. Le frère de la victime, âgé de 16 ans, a surpris l'agresseur, entré par effraction vers minuit après avoir brisé un volet et la vitre de la porte d'accès du rez-de-chaussée du pavillon déserté ce soir-là par les parents. Menacé par l'individu, qui aurait fait état d'une pseudo qualité de policier, l'adolescent n'aurait pas réagi. L'agresseur se serait ensuite enfui à pied.

Sa victime l'a formellement reconnu sur une des photos prises lors d'un banquet de personnel hospitalier, qui s'est tenu le soir des faits dans l'auberge située face au pavillon qu'elle habite.

Hachette entre dans le capital de « Nice-Matin »

TOULON
de notre correspondant

« Nice-Matin *a entériné l'entrée du groupe Lagardère dans son capital à hauteur de 5,7 %* », a annoncé le 23 décembre au soir Jean-Pierre Milet, PDG du groupe La Provence, à l'occasion d'une réunion d'information des élus du comité d'entreprise de *Var-Matin* (quotidien du groupe Hachette). Il s'agit d'une première étape d'une opération qui pourrait voir monter le groupe Hachette à hauteur de 30 % dans le capital de *Nice-Matin* en reprenant l'essentiel des parts de la famille Bavastro (35 %) au travers de la SCP Colombier (le reste du capital est actuellement détenu à 25 % par la Société coopérative ouvrière, 20,2 % par la famille Comboul, 4,2 % par Havas, et 15,2 % par les petits actionnaires).

Parallèlement, le conseil d'administration de *Nice-Matin* a décidé de procéder à l'étude de l'acquisition de *Var-Matin*, qui appartient au groupe Hachette. L'ensemble de ces opérations permettrait de constituer un pôle de presse régionale composé de *La Provence*, *Var-Matin* et *Nice-Matin*, pôle qui serait contrôlé par Hachette-Filipacchi Médias et qui représenterait une diffusion payée de plus de 500 000 exemplaires. Jusqu'alors, la stratégie qui inspire ces opérations avait toujours fait l'objet de démentis. Le conseil d'administration de *Nice-Matin* a coopté comme administrateur Gérard de Roquemaurel, PDG d'Hachette-Filipacchi Médias, en remplacement d'Alain Cotta, démissionnaire.

INQUIÉTUDE

Ces décisions ont provoqué une vive inquiétude du bureau de la coopérative du quotidien niçois, craignant de voir dans ces accords « *une étape préliminaire avant la restructuration complète du capital de* Nice-Matin, *où Hachette prendrait un rôle déterminant (...). Ce groupe, qui, avec l'accord de nos actionnaires principaux, a manifestement entrepris de nous racheter, commence par nous vendre l'un de ses journaux à un prix non encore déterminé, mais qui, de toute manière, ponctionnerait notre trésorerie.* »

Pour leur part, les 320 employés (dont 82 journalistes) de *Var-Matin* semblent moins préoccupés par l'avenir. « *Ces mesures ne constituent pas vraiment une surprise, mais une confirmation des rumeurs* », explique Patrice Maggio, responsable du syndicat CGT des journalistes. « *Nous resterons très attentifs, notamment en matière d'emplois, de mutations, de ligne éditoriale et de pérennité du titre. Pour l'heure, nous attendons que les gens rentrent de vacances afin de lister les préoccupations.* »

En revanche, Paul Massabo, responsable du Syndicat national des journalistes, estime que « *la direction confond la pluralité et l'information avec ce qu'elle qualifie de " concurrence ruineuse ". L'ensemble du personnel peut désormais s'interroger sur le maintien varois du site d'impression, sur l'avenir du titre et sur la sauvegarde des emplois. Nous servons d'infusoir avant ce qui pourrait être une nouvelle fusion incluant* La Provence ».

Face à ce qu'il estime être « *la solution la plus valorisante pour* Var-Matin », Jean-Pierre Milet a tenu à rassurer le personnel : « *Toute évolution dans le futur se fera dans un certain style. Nous mettons un point d'honneur pour que tout se passe individuellement, et dans la discussion.* »

José Lenzini

Des élus indépendantistes canaques veulent la reprise des négociations

NOUMÉA
de notre correspondant

Un groupe d'élus indépendantistes a annoncé, vendredi 26 décembre à Nouméa, la constitution d'un « comité de négociations » qui entend reprendre dès la semaine prochaine les discussions avec le RPCR (anti-indépendantiste), puis avec l'Etat, pour la recherche d'une solution consensuelle sur l'avenir du territoire.

Il a justifié sa décision par « *l'incertitude pressante dans laquelle se trouve la population calédonienne en ce qui concerne l'avenir du pays pour l'après, 1998* » (date du référendum d'autodétermination prévu par les accords de Matignon signés en 1988).

Un texte, cosigné par le RPCR, devrait être rendu public prochainement et un appel à toutes les formations indépendantistes a été lancé pour une rencontre le 9 janvier.

Les membres de ce comité s'opposent à la stratégie officielle du FLNKS, auquel la majorité d'entre eux appartient, qui fait du règlement du dossier minier le préalable à la reprise officielle des négociations avec l'Etat et le RPCR.

Les signataires de cette « déclaration du 26 décembre » sont Raphaël Mapou, au nom du Palika (Parti de libération kanak), la seule des quatre composantes du FLNKS à avoir refusé le préalable minier, trois dissidents de l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, dont son ancien président, François Burck, et le président de la province Nord, Léopold Jorédié, ainsi que Dick Saihu et Cono Hamu, au nom de deux petits partis non membres du FLNKS : Libération kanak socialiste (LKS) de Nidoish Naisseline, et le Front de développement des îles Loyauté (FDIL), qui comptent chacun un élu au Congrès du territoire.

Franck Madœuf

■ **MAJORITÉ : dans le bulletin de la Gauche socialiste,** *A gauche*, Julien Dray renouvelle ses critiques contre le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement sur l'immigration. « *La discipline de vote (...) ne pourra pas éternellement masquer nos désaccords de fond* », estime le député (PS) de l'Essonne.

■ **FAMILLES : la Confédération syndicale des familles** considère que la revalorisation de 1,1 % des allocations pour 1998 « *achève de clouer au pilori les familles* ». La Confédération nationale des Associations familiales catholiques la juge « *insuffisante* ».

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 26 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	14802,60	−3,25	−29,55
Honk Kong index	10342,44	−0,25	−23,11

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 26/12	Var. en % 24/12	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2867,16	−0,24	+23,81
Amsterdam CBS	880,36	+0,41	+35,81
Bruxelles	16238	+0,43	+53,61
Francfort Dax 30	4121,79	+1,95	+42,69
Irlande ISEQ	3898,23	−0,07	+43,02
Londres FT 100	5013,90	−0,71	+21,74
Madrid Ibex 35	—	—	—
Milan MIB 30	24111	+0,34	+53,60
Zurich SMI	6046,70	+0,03	+53,38

Tirage du *Monde* daté vendredi 26 décembre : 387 629 exemplaires

هكذا من الاصل

(Publicité)